

DUBOIS Xavier (n° 20303639)  
UFR des Sciences Historiques et Artistiques  
Master Première Année  
Spécialité Histoire

# L'AGEL-UNEF

## et la scission de 1971

*à l'heure du choix entre syndicat étudiant  
et mouvement politique*

Directeur de recherche : Jean-François CHANET



# L'AGEL-UNEF

et la scission de 1971

*à l'heure du choix entre syndicat étudiant  
et mouvement politique*

# SOMMAIRE

BIBLIOGRAPHIE.....	Page 8
Introduction.....	12
Première partie : L'AGEL-UNEF jusqu'en 1968 : une AGE sans histoire?.....	19
I) Un syndicat étudiant dans une région ouvrière, fortement influencée par le mouvement ouvrier et son parti.....	20
1) Le contexte social : des étudiants plus massivement issus des classes populaires qu'ailleurs.....	20
2) Une AGE historiquement modérée, dominée par la JEC et l'UEC.....	21
-Le passé de l'AGEL et sa démarche syndicale.....	21
-Les communistes et l'AGEL.....	25
-Les autres forces en présence au sein de l'AGEL.....	26
3) Derrière le calme, l'annonce de tempêtes futures?.....	28
II) Au plan national, un syndicat « cartellisé ».....	30
1) L'UNEF et la guerre d'Algérie : les premiers départs des « majos ».....	30
2) Après la guerre d'Algérie, quel projet syndical?.....	33
-La normalisation de la JEC et de l'UEC.....	33
-La montée de l'extrême gauche et l'absence de programme syndical.....	34
-Une UNEF sans direction politique.....	36
3) Un syndicat désarmé dont s'emparent les ESU.....	37
III) Le Mai lillois, antithèse du Mai parisien?.....	39
1) Les étudiants lillois, des enragés?.....	39
2) Un mai nordiste très ouvrier, antithèse du mai parisien.....	42
-A Lille, un mai qui ne se déclenche vraiment que par l'entrée en action des salariés.....	42
-A Paris, la rupture UNEF/CGT.....	43
3) Malgré tout, un mai déclencheur de toutes les tensions dans l'AGEL.....	45
Seconde partie : 1968-1971 : l'heure du choix.....	48
I) Vers le Congrès de Marseille et une « nouvelle UNEF ».....	49
1) L'évolution de la position de l'UEC par rapport à l'UNEF.....	49
2) La restructuration de l'UNEF et l'engagement de l'AGEL pour son Renouveau.....	50
-les Assises Nationales de Grenoble.....	50
-La fondation de la tendance pour le « Renouveau ».....	51
-L'apparition d'une opposition à la direction lilloise.....	53
3) Au Congrès de Marseille, la direction de l'AGEL mise en minorité?.....	54
-Une assemblée générale troublée.....	54
-La fondation de la tendance pour le « Renouveau ».....	56

-Le Congrès de Marseille.....	58
II) Vers la scission.....	60
1) L'année 1969, un affrontement public et violent.....	60
-L'affirmation d'une tendance « syndicale » et la création des Comités Renouveau...60	
-L'entrée en violence, le siège de l' « U1 ».....	63
-La querelle des statuts et les premières élections.....	65
2)Vers le Congrès d'Orléans.....	68
-A Lille, des élections, encore des élections.....	68
- Guerre de mandats, rétention de cartes et restructuration forcée.....	70
-La préparation du Congrès.....	73
3) La scission.....	75
-La Crise de la Coopérative.....	75
-Les derniers soubresauts nationaux.....	78
-L'ultime coup de théâtre à Lille, une nouvelle occupation du local.....	81
4) L'AGEL-UNEF, partie prenante du « Renouveau », affirme ses singularités.....	83
III) Le départ définitif des anciens « majos », la bataille de la mutuelle.....	84
1) L'affrontement avec les « majos » et la bataille statutaire.....	84
2) La bataille de la Mutuelle.....	86
Troisième partie : Quel syndicalisme étudiant à Lille après l'explosion de 1971 ?.....	90
I) L'UNEF rénovée : syndicat de masse ou jouet des communistes?.....	91
1) Une chute d'abord relative du nombre d'adhérents.....	91
-Une désertion de la base étudiante, malgré le maintien d'une ligne syndicale.....	91
-Quel degré ouverture d'une AGEL dominée par l'UEC?.....	94
-De nombreux partenaires pour animer la vie étudiante.....	95
2) Un triomphe électoral, une reconnaissance vis à vis des partenaires syndicaux.....	96
-L'audience électorale de l'AGEL, un plébiscite... en trompe l'oeil?.....	96
-L'AGEL-UNEF et ses relations avec les autres organisations étudiantes.....	99
-L'UNEF rénovée, reconnue de l'UIE et des partenaires syndicaux majeurs.....	100
3) Un rôle moteur dans les luttes et le maintien d'un syndicalisme traditionnel.....	101
II) D'autres organisations tentent d'émerger.....	103
1) Les organisations « modérées » ou de droite.....	103
2) L'UNEF « unitaire ».....	104
3) L'émergence d'organisations syndicales nouvelles.....	107
-Un syndicalisme de lutte hors de l'UNEF?.....	107
-Vers la fusion de l'UNEF-US, du MARC et d'autres groupes étudiants.....	109
III) Une sous-syndicalisation fruit d'un activisme forcené ou d'une dépolitisation...110	
CONCLUSION.....	114

## Sources

### Presse

*La Voix du Nord*, décembre 1968 à juin 1971, édition de Lille

Des coupures tirées de la presse locale (*Liberté, Nord Matin, Nord Éclair*), transmis notamment par M. Pierre Deblock, toutes datées entre 1968 et 1975

*Lille-Université*, revue de l'AGEL, conservée à la Bibliothèque Municipale de Lille

*L'Étudiant de France*, mis en ligne sur le site du GERME, journal de l'UNEF

*Étudiants de France, id.*, journal de l'UNEF Renouveau

### Sources produites par l'UNEF ou ses dirigeants

Borella (F.) et de La Fournière (M.), *Le Syndicalisme étudiant*, Seuil, 1957, 187 p.

Maurice (R.), *L'UNEF ou le pari étudiant*, Éditions Sociales, coll. Notre Temps, 1977, 157 p.

UNEF/SNESup, *Le Livre noir des journées de mai*, Seuil, coll. Combats, 1968, 93 p.

### Analyses et écrits divers sur le monde étudiant, le contexte politique

Althusser Louis, « A propos de l'article de M. Verret sur le mai étudiant », in *La Pensée*, n°145, juin 1969

Bertiaux (C.), *L'AGE de Lille de 1954 à 1964*, maîtrise d'Histoire, Université de Lille 3, 1970.

Merle (R.), *Derrière la vitre*, Gallimard, coll. Folio, 1970, 539 p.

Prévost (C.), *Les Étudiants et le gauchisme*, Éditions Sociales, Coll. Notre Temps, 1969, 188 p.

Rochet (W.), *Les Enseignements de mai 68*, Éditions Sociales, coll. Notre Temps, 1968, 92 p.

Stora (B.), *La Dernière génération d'Octobre*, éd. Stock, Coll. "Un ordre d'idées", 2003, 274 pages.

Verret (M.), « Mai étudiant ou les Substitutions », in *La Pensée*, février 1969.

### Archives conservées aux AD du Nord

Série « 144 J » : papiers déposés par Alain Lottin, ancien président

Série « 1002 W » : associations

Série « 2131 W » : associations

## Archives orales (interviews)

Roger Barralis (en ligne sur le site du CME)

Colette Behagle-Kouadio

Alain Coquart

Pierre Deblock

Roland Delacroix

Pierre Delcambre

Bernard Delmas

Sylviane Dubois-Delacroix

Françoise Hénaut

Pierre Herlent

Guy Joignaux

Jean-François Larosière

Gérard Lemaître

Michèle Olive-Leclerc

Jean-Jacques Potaux

Ivan Renar

Jacques Roillet

Philippe Rousseau

## Archives personnelles

Quelques tracts prêtés par Madame Colette Kouadio

Quelques documents prêtés par Monsieur Alain Coquart, sur la coopérative

Archives personnelles de Monsieur Bernard Delmas, président de l'AGEL en 1968

Archives personnelles de Monsieur Pierre Deblock, président de l'AGEL en 1971

## Bibliographie

### Ouvrages généraux sur le syndicalisme

Adolfatto (D.), dir., *Les Syndicats en France*, La Documentation française, 2004, 176 pages.

Becker (J-J) et Gandar (G.), dir., *Histoire des gauches en France* vol. 2, « Les syndicalistes », Siwek-Pouydesseau (J.), La Découverte, 2004.

Mouriaux (R.), *Le Syndicalisme en France depuis 1945*, La Découverte, coll. Repères, 2003, 121 p.

### Ouvrages généraux sur le monde étudiant, l'enseignement

Fischer (D.), *L'Histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Flammarion, 2000, 611 pages.

Mouriaux (R.), *Le Syndicalisme enseignant en France*, PUF, coll. Que sais je ?, 1996, 126 p.

### Ouvrages généraux sur le contexte social, politique et intellectuel

Furet (F.), Julliard (J.), Weber (H.), Simonin (A.), Rioux (J-P) et Gauchet (M.), *Les Idées en France 1945-1988. Une chronologie*, Gallimard, coll. Folio Histoire, 1989, 525 p.

Mouriaux (R.), Percheron (A.), Prost (A.) et Tartakowsky (D.), *1968 : exploration du Mai français*, L'Harmattan, 1992, 270 pages,

### Ouvrages et travaux universitaires récents sur le syndicalisme étudiant

Henry (S.), *L'A.G.E.L.-U.N.E.F., 1971-1994. Aspect de la recomposition du syndicalisme. Étudiant à Lyon après la scission de l'U.N.E.F.* Maîtrise, Université Lumière-Lyon II, 1998, 263 p.

Monchablon (A.), *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, PUF, 1983, 205 p.

Morder (R.), dir., *Naissance d'un syndicalisme étudiant. 1946 : la Charte de Grenoble*, Éditions Syllepse, coll. Germe, Éditions Syllepse, 2006, 328 p.

Morder (R.), dir., Monchablon (A.), Legois (J.-P.), *Cent ans de mouvements étudiants*, coll. Germe, Éditions Syllepse, 2007, 434 p.

Sabot (J-Y), *Syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie*, L'Harmattan, coll. Logiques politiques, 1995, 276 p.

Condette (J.-F.), *La Faculté des Lettres de Lille de 1887 à 1974 : les métamorphoses d'une institution universitaire française*, Éditions du Septentrion, Lille, 1997.

### Articles et revues

*Revue Espaces Marx*, numéro 11, "1968 : le mai des nordistes". Paru en 1998.

Numéro spécial de *Liberté* sur mai 68 dans le Nord, paru en 1998.

Morder (R.), « 1971, la scission de l'UNEF », in *La Revue de l'Université*, n°10, 1997.





Le choix d'un tel sujet peut paraître surprenant, tant il est réduit dans le temps et paraît un événement mineur dans le monde étudiant comparé à mai 68 ou d'autres mouvements revendicatifs d'ampleur. Mais nous avons nous-mêmes choisi de nous intéresser à un aspect plus « institutionnel » du syndicalisme étudiant, pour en cerner, non seulement les causes et conséquences extérieures, mais surtout le rouage interne, sur lequel peu d'éclairages ont été portés jusqu'à aujourd'hui. La scission de 1971 de la « grande UNEF » a en effet été peu étudiée, on ne trouve, traitant ce sujet proprement dit, qu'un seul et unique article, de Robi Morder, paru dans *La Revue de l'Université*, par ailleurs difficile à se procurer.

Les deux facteurs qui ont le plus motivé ce choix sont, d'une part, une visée commémorative, puisque l'Union Nationale des Etudiants de France, fondée à Lille en 1907, a 100 ans cette année, d'autre part, le souhait d'apporter une pierre modeste à l'étude si peu approfondie aujourd'hui du syndicalisme étudiant dans les années 1970, en particulier pour l'UNEF-Renouveau. Nous espérons ainsi inscrire ce mémoire parmi de nombreux autres travaux sur l'UNEF et le mouvement étudiant qui pourront intervenir cette année. La période du début des années 1970 est particulièrement intéressante puisque c'est une période de mutation et de division du mouvement étudiant, où les clivages idéologiques explosent. Ce qu'est devenu aujourd'hui le syndicalisme étudiant est fortement tributaire de ce qui s'est passé en 1971 et les années précédentes. Mais sans doute la proximité avec les années 1970 (et l'implication parfois douloureusement ressentie *a posteriori* des enseignants-chercheurs actuels) reste le principal facteur de l'absence relative de bibliographie. C'est un passé certes encore récent, mais nous pouvons considérer que la page historique ouverte par la scission de 1971 a été fermée avec la réunification de 2001, qui a mis fin à la coexistence de deux organisations portant le même sigle « UNEF ».

Le peu de travaux existants et le caractère récent du sujet sont donc son principal inconvénient, du fait de l'absence de bibliographie, et donc de synthèse nationale approfondie sur la période que nous étudions, mais aussi son principal atout.

En effet, il n'est pas difficile de retrouver un nombre de témoins important. Quelques uns ont malheureusement déjà disparu, mais nous avons pu effectuer dix-sept interviews. Cependant, nous ne sommes pas tout à fait satisfait sur ce point, car le panel de sujets n'est pas aussi large que nous l'espérons : la majorité des interviewés est ou a été proche du Parti Communiste Français un jour ou l'autre, et nous n'avons pas interviewé de sujets qui auraient été membres du PSU ou d'autres partis d'extrême gauche. Mais le fait qu'il soit quasiment impossible ne serait-ce que d'en identifier et d'en retrouver la trace illustre bien ce que pouvait être l'AGEL-UNEF à l'époque. On pourra consulter en annexe le questionnaire-type ayant servi à l'interview et une tentative de tour d'horizon des interviewés, concernant leur origine sociale, politique, leurs inspirations intellectuelles.

Nous abordons l'histoire de l'UNEF « à l'heure du choix entre syndicat étudiant de masse et mouvement politique ». C'est-à-dire, en somme, que nous nous assignons comme premier objectif l'explication de l'opposition entre deux courants. D'une part, des partisans d'un syndicalisme de masse, ouvert à l'ensemble des étudiants (quel que soit leur projet politique, du moins dans les proclamations). Il s'agit en général des étudiants communistes, des chrétiens de gauche (même s'ils n'ont plus l'unité qu'ils pouvaient avoir au début des années 60) et de certains socialistes. On comprend aisément qu'ils prennent bien souvent le mouvement ouvrier comme un « modèle »<sup>1</sup>. A l'inverse, de l'autre côté, on trouve des membres du syndicat qui veulent en finir avec le syndicalisme, voire avec le syndicat lui-même, pour construire un « mouvement politique de masse ». Ils sont très peu nombreux à Lille, mais majoritaires au niveau national. Globalement, politiquement, ce sont des ESU<sup>2</sup>, des maoïstes, des étudiants de la future LCR, ou issus des innombrables « comités d'action » de l'époque. Ils triomphent au Congrès de Marseille, en décembre 1968, où le texte d'orientation prône la transformation de l'UNEF en un « mouvement politique de masse ». Ils veulent faire, en somme, de l'UNEF une organisation « révolutionnaire ». Dès lors, la rupture est inévitable, et c'est le début de l'aventure des « Comités pour le Renouveau de l'UNEF ». L'opposition est rendue plus complexe si l'on prend en compte que les étudiants de l'AJS-OCI (Alliance des Jeunes pour le Socialisme-Organisation Communiste Internationaliste) restent favorables à la forme syndicale, tout en partageant nombre des positions de l'extrême gauche, notamment et surtout sur l'opposition à la participation étudiante.

Le « pari » que nous faisons en rédigeant ce mémoire, c'est que quasiment toutes les thématiques peuvent être lues dans l'opposition entre ces deux formes d'engagement, qui sous-tendent d'évidentes oppositions idéologiques. Mais nous sommes conscients que derrière cette vraie opposition idéologique, il y a de réelles manœuvres d'appareils.

---

1 Interview de Bernard Delmas, président de l'AGEL en 1968

2 Etudiants Socialistes Unifiés, organisation étudiante du PSU

Par ailleurs, l'absence relative de travail universitaire sur l'AGEL nous a forcé à travailler très en amont (le plus ancien interviewé étant militant pendant la guerre d'Algérie), et nous avons essayé de contacter des témoins de l'ensemble des années 1960. Quant au bilan de la scission, il couvre quasiment toutes les années 1970, ce qui fait un intervalle chronologique très étendu, même si l'essentiel se trouve dans la période allant de 1967 (prise de contrôle de l'UNEF par les ESU) à 1975. Les autres organisations syndicales présentes à Lille seront brièvement évoquées, car, toutes issues de l'UNEF, nous considérons qu'elles jouent un rôle dans la scission de 1971, que ce soit en amont ou en aval de celle-ci. Il s'agit bien d'analyser l'évolution de la « grande UNEF » à Lille et d'observer les conséquences de la scission, qui se concrétisent par l'existence finale de deux structures locales différentes, voire davantage.

En annexe, on trouvera, avec une chronologie générale, un rapide historique de l'UNEF. Nous ne reviendrons donc pas dans notre introduction sur celui-ci. Mais il nous faut revenir brièvement sur le contexte lillois.

L'AGEL<sup>3</sup> est l'association, qui, comme toutes les AGE qui composent l'Union Nationale, fédère les « corpos » d'étudiants<sup>4</sup>. Celles-ci choisissent ou non d'adhérer à l'AGEL, et donc à l'UNEF, chaque année ou presque. Il existe également (sur le même mode que les fédérations professionnelles des syndicats ouvriers) des Offices Nationaux rassemblant les étudiants d'une même discipline, mais leur voix n'est que consultative. L'AGEL, en 1971, couvre en principe toute l'académie de Lille, mais aucune autre université ne s'est encore réellement développée dans l'actuel Nord-Pas-de-Calais. Donc, la réalité de l'activité se concentre à Lille, même si des noyaux existent à Armentières (sections TS<sup>5</sup>) et Valenciennes (IUT notamment), ce qui n'est pas totalement anodin. A Lille, l'AGEL est présente non seulement sur les sites qui sont en train de devenir les trois universités lilloises, mais aussi dans plusieurs lycées accueillant des classes préparatoires aux grandes écoles ou sections de techniciens supérieurs, voire dans des grandes écoles, et même, à une certaine époque, à La Catho.

L'AGEL est une AGE importante dans l'UNEF. Elle est l'AGE de la fondation (1907). Elle est l'AGE qui a accueilli plusieurs Congrès, dont un fort important dans les années 1920, célèbre pour les impressionnantes délégations étrangères qui y participèrent (l'UNEF fut à deux reprises à l'initiative de la création d'une organisation internationale étudiante). Enfin, l'AGE de Lille donne à l'Union Nationale, en 1955-1956, son dernier président « majo »<sup>6</sup>, c'est à dire partisan d'une ligne plutôt

---

3 Association Générale des Etudiants de Lille. A ne pas confondre avec l'Association Générale des étudiants de Lyon, autre AGE phare, qui est aussi une « AGEL », mais ce n'est pas de celle là dont nous parlerons ici, sauf explicitation de notre part. *Idem* pour l'AGE de Limoges, dont il n'est pas question dans ce travail.

4 Corpos : associations d'étudiants par filières (Corpo d'Histoire, Corpo de Médecine, etc...).

5 Techniciens Supérieurs.

6 Les « majos » sont la tendance « apolitique » de l'UNEF, majoritaire jusqu'en 1956 (hormis dans l'immédiat après guerre). Même après leur « défaite », la tradition continue de les appeler ainsi.

« apolitique ». En terme d'adhérents, l'AGEL pèse lourd, car elle rend aux étudiants adhérents un certain nombre de services qui en font un syndicat utile dans la vie quotidienne. Après le passage à la « mino »<sup>7</sup>, ce côté « utilitaire » reste fortement marqué. C'est réellement une constante par rapport au reste de l'UN. L'autonomie locale est en effet assez forte dans l'UNEF d'avant 1968. Autre particularité de l'AGE, alors que les communistes sont longtemps absents du BN<sup>8</sup> (d'une part parce que ceux-ci préfèrent militer à l'UEC<sup>9</sup> qu'à l'UNEF, d'autre part, parce que les dirigeants de l'UNEF ne veulent pas d'eux dans les instances dirigeantes à l'origine), à Lille ils dirigent plus ou moins le syndicat, avec les militants de la JEC<sup>10</sup>. Chrétiens de gauche et communistes ont en commun une vision plutôt « modérée » du syndicalisme. Non qu'ils ne soient pas combatifs, mais ils ne donnent pas à voir une conception politisée de l'action syndicale, les étudiants communistes disposant par ailleurs d'un outil propre, l'UEC, du reste particulièrement orthodoxe à Lille, notamment pendant la crise interne qui secoue l'organisation.

Le contexte ne serait sans doute pas bien planté si nous ne disions pas quelques mots sur l'histoire du mouvement ouvrier et du syndicalisme enseignant à l'époque qui nous intéresse. Les années 1960 sont les héritières de l'après-guerre et sont marquées par la guerre froide. La scission syndicale de 1947 a pour conséquence l'existence d'une FEN<sup>11</sup> autonome des deux centrales « cégétistes ». La CGT, quoique marginalisée par les pouvoirs publics et abandonnée par la SFIO, demeure, malgré (ou grâce à) sa proximité avec le PCF, la première organisation de salariés. Elle obtient, tout au long des années 1950 en moyenne 44% des voix aux élections des administrateurs de la Sécurité Sociale<sup>12</sup>, c'est à dire deux fois plus que la CFTC. Celle-ci voit se développer en son sein un courant laïc, notamment en lien avec le PSU, qui, avec l'entérinement par Eugène Descamps de la déconfessionnalisation et la création de la CFDT en 1964, finira par se prononcer pour le « socialisme » et la « planification démocratique ». Le SGEN est un pilier de la « mutation laïque » de la nouvelle confédération. Or, il est aussi le premier partenaire de l'UNEF. En effet, dans son rôle moteur dans la lutte pour la paix en Algérie, l'UNEF s'était vue obtenir le soutien du SGEN et de la FEN, mais avec beaucoup de réserves de la seconde, et autant d'enthousiasme du premier. En 1966, le premier accord « d'unité d'action » est signé entre la CGT et la CFDT. Contrairement aux idées reçues parfois, les années 1960 sont émaillées de grèves et mouvements sociaux durs, comme la grande grève des mineurs de 1963, soutenue par le PCF et la SFIO, et, localement, par l'AGEL.

---

7 Les « minos » sont la tendance qui s'oppose aux « majos ». « Apartisans », ils considèrent que l'apolitisme ne doit pas empêcher l'UNEF de prendre position sur des questions de société, selon la phrase fameuse « Il n'y a pas de problème étudiant, il n'y a que des aspects étudiants de problèmes généraux. »

8 « Bureau National », instance dirigeante de l'UNEF, élue au Congrès, généralement à Pâques

9 Union des Etudiants Communistes, organisation étudiante du PCF

10 Jeunesse Etudiante Chrétienne

11 Fédération de l'Education Nationale

12 Becker (J-J) et Gandar (G.), dir., *Histoire des gauches en France* vol. 2, « Les syndicalistes », Siwek-Pouydesseau (J.), La Découverte, 2004. Page 86.

1968 apparaît donc l'aboutissement d'une décennie de tensions montantes, sur fond de premières craintes quant à l'avenir de l'emploi dans notre région qui commencent à se faire ressentir. Sur le plan politique, la Ve République est considérée par la gauche et les syndicats comme un régime autoritaire. Parmi les opposants au gaullisme, la SFIO est marginalisée par sa conduite pendant la Guerre d'Algérie. Le PCF demeure le premier parti de gauche. Tout au long des années 1970, la CGT continue d'être marginalisée, mais s'opère un lent rééquilibrage. La CFDT confirme dans un premier temps son orientation « autogestionnaire ». En 1972 est signé entre le PCF, le PS et le MRG<sup>13</sup>. La CGT le soutient, mais pas la CFDT. En 1978, la CGT et la CFDT rompent leur traditionnelle unité, en même temps que le programme commun est rompu, ce qui aura de très lourdes conséquences sur les militants communistes. Mais, en 1979, la CGT obtient encore 42% aux élections professionnelles, la CFDT 23%, FO 17. Pendant ce temps, les évolutions internes à la FEN sont particulièrement intéressantes par rapport à notre sujet<sup>14</sup>. Le courant « unitaire »<sup>15</sup> progresse au milieu des années 1960, et se structure réellement en 1966, rassemblant bien sûr des enseignants communistes, mais aussi issus du CERES, ou des chrétiens de gauche. En 1967, Unité et Action est majoritaire dans le SNES, puis, rapidement, dans le SNEP. Au niveau de la fédération, « U et A » passe de 19,2% en 1958 à 31,41% en 1967. La « participation fauriste » contribue à renforcer la place de ce courant. La direction de la FEN réagit alors en contractant des alliances inattendues (Charléty...), pour « contrer la stratégie du PCF ». Cependant, le courant « Unité et Action » conquiert le SNCS, et, en 1969, le SNESup. En 1971, les majoritaires forment leur propre courant « Unité, Indépendance et Démocratie ». On comprendra que ces événements, dans la « forteresse enseignante », ne peuvent qu'influer sur l'UNEF.

La bibliographie ne se réduit heureusement pas à l'article de Robi Morder, « L'UNEF et la scission de 1971 » paru au milieu des années 1990. Plusieurs livres existent. Alain Monchablon, en 1981, a publié une *Histoire de l'UNEF*, mais la période couverte ne va que de 1956 (prise de pouvoir de la « mino ») à 1968. Cela permet d'avoir un point de vue national sur l'évolution du syndicat, cependant. Ensuite, plus récemment, aux Éditions Syllepse, dans la Collection GERME<sup>16</sup>, *Naissance d'un syndicalisme étudiant* a été publié, en 2006, sous la direction de Robi Morder. Les derniers chapitres survolent la période qui nous intéresse. Dans la même veine, *Cent ans de mouvements étudiants*, aux mêmes éditions, paru en 2007, nous livre un chapitre sur le syndicalisme étudiant dans les années 1960 (par Jean Philippe Legois) et un de Robi Morder sur la division et la recomposition du syndicalisme étudiant après 1968. Enfin, Didier Fischer, dans un livre entre sociologie et histoire *Histoire*

---

13 Mouvement des Radicaux de Gauche, fraction de centre-gauche du vieux Parti Radical

14 On peut notamment consulter *Le Syndicalisme enseignant*, de René Mouriaux.

15 Au sein de la FEN, un courant (notamment composé par les enseignants communistes) souhaite l'unité du mouvement syndical, en l'occurrence avec la CGT. C'est le courant « Unité et Action ».

16 Groupe d'Etudes et de Recherche sur le Mouvement Etudiant

*des étudiants en France de 1945 à nos jours*, a écrit plusieurs chapitres qui concernent notre période. Mais une constante nous semble marquer tous ces livres : une importance plus grande donnée à l'UNEF-US qu'à l'UNEF-Renouveau, ce qui s'explique par la plus grande abondance des sources qui la concernent. Pourtant, la seconde est probablement majoritaire de très loin sur le terrain. L'UNEF-US, à Lille, reste marginale.

Plusieurs mémoires existent aussi sur des AGE diverses, nous n'en avons utilisé que deux : l'un parce qu'il traite exactement de notre période, sur l'AGE de Lyon, mis en ligne, *Une nouvelle refondation du syndicalisme étudiant entre 1968 et 1974*, de Sylvain Henry, l'autre parce qu'il traite de celle de Lille, mais sur la période antérieure (fin des années 1950, début des années 1960), de Claudine Bertiaux.

Il faut ajouter un livre en trois volumes qui ne concerne pas directement le syndicalisme étudiant, celui de Jean-François Condette, aux éditions du Septentrion, *La faculté des Lettres de Lille de 1887 à 1974 : les métamorphoses d'une institution universitaire française*, mais plusieurs chapitres concernent l'AGEL.

En ce qui concerne les sources, outre les interviews déjà évoquées, nous avons consulté la presse quotidienne locale de l'époque (*La Voix du Nord*, et des coupures de presse retrouvées dans des archives d'anciens dirigeants de l'AGEL), mais nous déplorons le manque de temps qui nous a empêché de couvrir tout l'éventail politique, nous n'avons pu consulter ni *Liberté*, ni *Nord Matin*.

Nous avons retrouvé une collection de *Lille U*, l'organe de l'AGEL, à la Bibliothèque Municipale de Lille, mais l'année 1969 est manquante, or elle est essentielle pour le processus de scission.

Du côté des archives, il y a peu de choses, mais nous remercions certains interviewés pour les précieux documents qu'ils nous ont procurés, et il y a quelques dépôts d'enseignants de l'époque aux Archives Départementales. Il y a une difficulté réelle à travailler en général avec les archives des organisations de jeunesse post-68, et l'UNEF-Renouveau particulièrement semble avoir été peu encline à conserver ses propres documents. Au niveau local, personne n'a été capable de nous indiquer un fonds propre de l'AGEL, à part des documents épars conservés par des individus. A ce niveau aussi, les organisations de jeunes sont « structurellement amnésiques » comme a pu le dire Alain Monchablon dans l'introduction de son livre.

Il y a en revanche abondance de sources écrites, d'intérêts divers, portant analyse sur l'époque ou sur le mouvement étudiant, comme *L'UNEF, le pari étudiant*, de René Maurice, président de l'UNEF rénovée au milieu des années 70, *Les Étudiants et le gauchisme* de Claude Prévost, où est théorisée l'opposition du PCF aux groupes gauchistes, plusieurs témoignages (dont celui de Benjamin Stora), des articles de Louis Althusser sur Mai 68.

Dans notre développement, nous nous proposons de suivre un plan chronologique :

la première partie posera les cadres de ce que fut l'AGEL jusqu'en mai 68, la deuxième portant sur le processus de la scission jusqu'en 1971 (même si à Lille tout semble réglé en 1970), et enfin nous dresserons un panorama du paysage syndical étudiant lillois dans la décennie 1970. Au sein de chaque partie, nous aborderons les problèmes de manière thématique (rapport de forces politiques, relations entre organisations syndicales, pratiques militantes...).



**Première partie :**  
**L'AGEL-UNEF jusqu'en 1968 : une AGE sans histoire?**

## **I) Un syndicat étudiant dans une région ouvrière, fortement influencée par le mouvement ouvrier et son parti**

L'Université ne saurait pas évoluer de manière complètement déconnectée du reste de la société. Elle subit l'influence de son environnement social et politique. Dans cette perspective, il apparaît évident que, dans le Nord plus qu'ailleurs, l'Université accueillera un public relativement d'origine populaire.

### *1) Le contexte social : des étudiants plus massivement issus des classes populaires qu'ailleurs*

Sans contredit, le Nord est une terre ouvrière. Sans exagérer la démocratisation de l'institution universitaire (quoique déjà entamée pendant les années 1960)<sup>17</sup>, il est évident que l'université de Lille, encore logée rue Angellier, drainant les étudiants venus du bassin minier ou des régions à dominante industrielle du Valenciennois ou du Douaisis, accueille plus d'étudiants issus de milieu populaire que d'autres. Par conséquent, du fait des insuffisances du régime de bourses, on y trouve également un grand nombre d'étudiants salariés (48% en 1968)<sup>18</sup>. Dans un tract de l'AGEL d'octobre 1968<sup>19</sup>, ce chiffre est évalué à plus de 50% en Lettres (contre 40% en moyenne au niveau national). On mesure à ce seul indice toute la différence avec d'autres villes universitaires, où les jeunes issus des classes moyennes aisées, voire de la bourgeoisie, sont en nombre nettement plus important, comme à Paris. « A Lille, il y a une forte implantation d'étudiants qui savent ce que c'est qu'un syndicat »<sup>20</sup>, pour avoir côtoyé, dans leur famille ou leur entourage immédiat, des syndicalistes ouvriers. Il ne faut cependant pas non plus exagérer le caractère « populaire » du monde étudiant lillois. La démocratisation est encore faible, et les étudiants directement issus du monde ouvrier restent minoritaires. Un tableau statistique

---

17 Alain Coquart, dans son interview, explique qu'il s'est engagé à l'UNEF parce que, lors du passage d'une "université bourgeoise" à une "université plus ouverte", l'AGEL-UNEF pouvait répondre aux problèmes sociaux créés : bourses, logements, locaux...

18 Condette (J.-F.), *La faculté des Lettres de Lille de 1887 à 1974 : les métamorphoses d'une institution universitaire française*, thèse, Lille, 1997.

19 Conservé par Bernard Delmas.

20 Interview de Pierre Deblock.

concernant l'origine sociale des étudiants de Lille 3 pour l'année scolaire 1971-1972<sup>21</sup> montre que seuls 25% des étudiants sont d'extraction ouvrière, 10% ont des parents « employés ». C'est peu, mais la moyenne nationale d'étudiants issus de milieu ouvrier n'est que de 10% à la même époque. Cependant, en droit et médecine, la sélection sociale reste beaucoup plus forte.

Cette particularité sociale, à notre avis, détermine beaucoup de ce qu'est l'AGEL à l'époque, et de ce que sera la scission à Lille. Mais, comme le souligne notamment Michelle Leclerc, ces « déterminismes » sociaux ne sauraient être un absolu, puisque l'AGE de Saint Etienne, par exemple, si elle est contrôlée par les communistes également, n'offre pas la même gamme de services aux étudiants, alors qu'elle est pourtant une AGE sise au milieu d'une région ouvrière.

## *2) Une AGE historiquement modérée, dominée par la JEC et l'UEC*

### *-Le passé de l'AGEL et sa démarche syndicale*

Symboliquement, l'AGEL pèse lourd dans l'UNEF. C'est l'AGE de la fondation de l'Union Nationale, en 1907, au 49 de la Rue de Valmy (où elle a toujours son siège pendant la période qui nous intéresse)<sup>22</sup>. Numériquement, c'est une AGE qui compte, car les étudiants y adhèrent plus massivement qu'ailleurs, car ses adhérents bénéficient d'avantages importants, notamment l'accès à « l'U1 », le restaurant géré par le syndicat, à des tarifs intéressants. D'après Pierre Deblock, en 1967, 3 à 4000 adhérents sur 40 000 étudiants auraient été adhérents de l'AGEL, mais les chiffres devaient être beaucoup plus importants au début des années 1960. En 1958, selon Jean-François Condette, sur 9000 étudiants lillois, 6500 sont membres de l'AGEL. Dans l'opposition « majos » contre « minos », Lille n'a jamais été une AGE phare de la « mino ». Elle passe dans le camp de la gauche syndicale en 1957, alors que les membres de la JEC (qui forment l'ossature de la « mino » au niveau national) sont devenus majoritaires au Bureau National (BN) dès 1956. Mais ces « minos » lillois qui prennent le contrôle de l'AGE gardent en permanence une orientation « gestionnaire ». Ils maintiennent fermement et durablement un syndicalisme de services<sup>23</sup>, visant à rassembler la masse des étudiants<sup>24</sup>. A ce sujet, Alain Coquart, membre de l'UEC et président de l'AESL<sup>25</sup> à l'époque, précise : « Mon appartenance

---

21 Conservé par Pierre Deblock.

22 Nota : Le touriste arrivant à Lille sera déçu en cherchant une trace de cette superbe bâtisse, dont on voit une photographie dans la thèse de Jean-François Condette, car elle a été détruite dans les années 1980, malgré une tentative de sauvegarde la part de Madame Michelle Leclerc-Olive. Par ailleurs, la plaque commémorative apposée pour le centenaire de l'Union Nationale a été dérobée.

23 Jean-François Condette, dans sa thèse, utilise l'expression d' « utilitarisme nordiste »

24 Bertiaux (C.), *L'AGE de Lille de 1954 à 1964*, maîtrise d'Histoire Lille, 1970. Ce mémoire traite en en détails cette période.

25 Association des Etudiants en Sciences de Lille, affiliée à l'AGEL-UNEF

au PCF et mon origine familiale m'auraient poussé à avoir une collaboration plus étroite avec d'autres organisations *mais il fallait tenir compte de l'ensemble du mouvement et de l'état d'esprit général des étudiants.* » Cela résume sans doute la position de nombreux militants syndicaux communistes ou proches de la JEC<sup>26</sup> : il faut garder le contact avec la masse des étudiants. L'AGEL, reconnue d'utilité publique en 1930, gère, nous l'avons dit, un restaurant universitaire, une imprimerie coopérative, un ciné-club, un club photos, vend aux étudiants salariés des photocopies, propose un service des relations internationales, un centre de liaison étudiants-entreprises (qui propose des offres d'emploi aux étudiants), une association d'entraide sociale qui organise notamment tous les ans, et ce encore après la scission de 1971, un repas en faveur des personnes âgées<sup>27</sup> déshéritées. Elle essaie même, en 1969, d'ouvrir un théâtre étudiant. Elle publie le *Lille U*, qui est vendu mensuellement aux étudiants jusqu'en 1968, sa parution devient plus épisodique ensuite. L'AGEL a également une politique culturelle audacieuse, elle organise régulièrement des festivals culturels, notamment un grand Festival Culturel International en 1962 et une semaine culturelle avec l'université jumelle de Munster lors de l'année scolaire 1967-1968, avec des troupes d'un grand nombre de pays, et a organisé la venue de chanteurs, notamment Bobby Lapointe. Tous les ans, en début d'année, l'AGEL organise pour tous les nouveaux étudiants une visite du Musée des Beaux Arts de Lille. L'AGE lilloise participe également à la gestion du LUC<sup>28</sup>, dont elle est à l'initiative de la création. L'AGEL a obtenu du même coup que le sport soit une discipline universitaire, ce qui permettait notamment l'accès gratuit par les étudiants aux installations sportives<sup>29</sup>. L'AGEL a aussi pour mission fondamentale d'informer les étudiants, ce qu'elle fait au moyen d'une abondante littérature militante (tracts et brochures). Elle organise notamment une journée d'informations pour les lycéens.

Ce qui ne veut pas dire que l'AGEL n'est pas une AGE combative, elle lance plusieurs mouvements entre 1945 et 1968 : contre le plan Fouchet (six jours en 1966), pour l'allocation d'études (1965), pour obtenir davantage de moyens pour l'éducation (1966), plusieurs mouvements pour assouplir les règlements des résidences (mars 1967 : mille personnes se réunissent à l'appel de la FRUF), contre la réforme des bourses notamment<sup>30</sup>. Jean-François Condette décompte en tout vingt deux mouvements concernant directement la vie étudiante et les cités universitaires, dix l'opposition à la guerre d'Algérie, cinq la lutte contre le plan Fouchet, quatre la défense des libertés universitaires. C'est toujours l'AGEL qui mène la lutte. Mais ce

---

26 On retrouve chez beaucoup d'interviewés l'affirmation que l'AGEL se positionnait sur "une ligne syndicale de masse", ce qui se retrouvait dans d'autres AGE dominées par l'UEC, en opposition avec le Bureau National dès la moitié des années 1960.

27 *La Voix du Nord*, 18 décembre 1968.

28 Lille Université Club. Le "Lille-U", journal de l'AGEL, possède une édition sportive, dans lequel des conceptions différentes de ce que doit être le sport universitaire s'affronteront plus tard, remplacées dans un contexte syndical.

29 Unique en France à l'époque.

30 Jean François Condette, « La Faculté des Lettres de Lille (1887-1974) », Septentrion, Thèse, Lille 1276 p.

sont tous des « mouvements qui ne remettent pas en cause l'institution, mais au contraire exigent pour elle davantage des moyens »<sup>31</sup> et elle ne fera globalement rien qui ne soit pas susceptible de rassembler la plus grande partie des étudiants. D'ailleurs ceux-ci ne se mobilisent guère quand le sujet ne les touche pas directement. La revendication principale reste l'allocation d'études, et ce sont des revendications « quotidiennes » (contre l'augmentation du prix des repas, des loyers, pour la construction de logements étudiants, l'amélioration du réseau de transports<sup>32</sup>, et la construction d'un nouveau campus) qui font l'objet de toute l'attention des militants. Une seule exception, en 1967, trois cent étudiants se rassemblent autour de l'AGEL pour demander la libération du Vice-Président de l'UN, Vandenburg, proche du PSU, d'origine lilloise. Les revendications plus politisées sont portées par l'UEC, puis par des organisations d'extrême gauche. Malgré tout, les thèmes qui semblent avoir le plus intéressé les étudiants, en particulier les étudiants membres de l'AGEL, d'après les souvenirs d'Alain Coquart et d'autres, sont des sujets internationaux (et donc éminemment politisés) : Vietnam, solidarité avec l'Amérique Latine, l'Espagne, puis Angela Davis... D'où une contradiction entre la volonté de rassembler massivement et l'attrait pour des sujets internationaux, souvent particulièrement idéologiques. La guerre d'Algérie et l'anticolonialisme ont été un sujet de mobilisation important, quoique moins qu'ailleurs, Bernard Delmas se souvient que la question algérienne a été le motif de son engagement. Jacques Roillet souligne malgré tout que, si l'engagement pour la paix est bien sûr idéologique, il ne devient massif que lorsqu'une question « corporatiste » est en jeu, à savoir celle de l'annulation des sursis. Au plan national, l'AGEL lutte contre le pouvoir qualifié de « personnel » de De Gaulle, contre les différentes réformes universitaires<sup>33</sup>, notamment la création des IUT. Cette radicalisation progressive du discours transpire dans le Lille U, où on commence même à citer Marx. L'AGEL organise également des bus pour la Belgique pour participer à des conférences sur l'avortement. L'UEC ne dit rien sur ce sujet. Il y a donc, via l'AGEL, un renouveau sur la question des mœurs. Par contre, le débat pédagogique ne paraît pas être fondamental à Lille. L'AGEL semble assez réticente globalement à la radicalisation du mouvement étudiant que nous étudierons ensuite au niveau national. Elle reste gestionnaire et autonome. Ainsi, comme le dit Jean-François Condette, entre 1956 et 1968, l'AGEL est un « pôle de modération et d'affirmation d'une politique cohérente de gestion du quotidien étudiant. » Elle « ne sombre pas dans la surenchère révolutionnaire » des années 1960.

Les relations avec le mouvement ouvrier sont également bonnes. Jamais l'AGEL ne rompt avec la CGT, contrairement au BN. En 1963, le syndicat lillois est à l'initiative d'une collecte de solidarité en faveur des mineurs en grève, à laquelle le

---

31 Jean-François Condette, in *Revue du Nord*, « Autour de mai 1968 : de la faculté des Lettres de Lille à l'Université de Lille : une mutation accélérée (1968-1970) ». Page 142.

32 Lors de la construction du campus d'Annappes, la question des transports entre Lille centre (où se trouve encore bon nombre d'installations universitaires) et le nouveau campus est primordiale.

33 L'interprétation dominante étant qu'elles servent à répondre aux besoins du patronat.

Lille U consacre sa une. L'AGEL participe pleinement à des collectifs intersyndicaux (notamment pour l'emploi dans la région) avec les centrales ouvrières. « Le mouvement ouvrier reste un modèle », confie Bernard Delmas. Jacques Roillet va jusqu'à considérer que « l'AGEL représente une tendance « syndicat ouvrier » » dans l'UNEF. Pierre Herlent précise qu'il refusait de considérer que « le mouvement étudiant doit mener le mouvement ouvrier », c'est plutôt à ce premier à « prendre des leçons » du second. Des meetings sont régulièrement organisés en commun entre les centrales ouvrières et l'AGEL. Seul Alain Coquart, dans son interview, souligne que des étudiants, issus de milieux plus aisés, étaient quelque peu frileux à l'idée d'une collaboration poussée avec la CGT, lui préférant la CFDT.

Les relations avec l'administration sont polies, quoique, selon certains interviewés, un peu hypocrites, Alain Coquart se souvient de contrecoups après certaines mobilisations. En ce qui concerne les enseignants, l'AGEL entretient des relations « fructueuses » avec le SNESup. Ils ne seront jamais perçus comme des ennemis, contrairement à ce qui a pu être théorisé dans d'autres AGE. Les enseignants sont d'ailleurs eux-mêmes idéologiquement marqués, notamment par le PCF. Leur influence sur les lycéens et étudiants ne peut que se faire ressentir. Le souvenir de Jacques Milhau, professeur en Khâgne au Lycée Faidherbe, est encore présent dans l'esprit de plusieurs interviewés.

Structurellement, l'AGE fédère des « corpos », qui sont donc directement rattachées à l'UNEF via l'AGEL. Selon les associations, les statuts sont cependant différents. L'association des étudiants de Faidherbe vote chaque année son adhésion ou non à l'AGEL<sup>34</sup>. Les associations de Lettres et de Sciences y ont, apparemment, toujours été rattachées durant notre période. Mais ce n'est pas le cas des « corpos » de droit et de médecine, car si, en 1969, elles présentent des délégués pour l'élection au CA<sup>35</sup> de l'AGE, Alain Coquart se souvient qu'il n'en a pas toujours été ainsi, et qu'il fallait, en droit ou médecine, prendre sa carte à l'UNEF en plus de la carte à la « corpo ». Les pôles principaux sont donc lettres et sciences, dans des lycées possédant des classes préparatoires aux grandes écoles (Faidherbe) ou des sections de techniciens supérieures (Baggio, Armentières), plus tard dans des IUT. Notons qu'en plus de la « Maison de l'Étudiant », située rue de Valmy, la majorité des « corpos » a un petit local au sein des locaux universitaires. Certaines « corpos », comme celle de Lettres, a également son propre bulletin d'informations, voire des services spécifiques. L'UNEF possède aussi une structuration spécifique aux grandes écoles, l'UGE<sup>36</sup>, avec ses revendications propres. Si elle apparaît moins développée à Lille qu'ailleurs, elle couvre tout de même plusieurs sites, au moins et

---

34 Interview de Jean Jacques Potaux

35 Conseil d'Administration. Chaque année, dans les années 1960, les étudiants élisent leurs délégués de « corpos » qui composent le CA.

36 Union des Grandes Ecoles. Fusionne avec l'UNEF tout en gardant ses structures propres en 1957, soit un apport de 18 000 adhérents. A Lille, selon les souvenirs d'Alain Coquart, l' UGE est présente à l'ICAM, à l'ENSAIT, l'ENSAM, à l'ESJ, et l'IDN (future Ecole Centrale).

dans les années 1950 c'est elle qui structure les lycées possédant des classes préparatoires.

Par ailleurs, le monde étudiant « des origines » est connu pour son « folklore » étudiantin. Faluches, monômes, défilés humoristiques, l'UNEF, jusque dans les années 1950, est l'agent majeur de cet aspect de la vie étudiante. Au niveau national, cet aspect de la vie de l'organisation disparaît quasiment complètement. A l'AGEL, pas tout à fait. Guy Joignaux précise que son titre exact au Bureau de l'AGEL était « Vice-Président Culture, pédérastie et arts orientaux »<sup>37</sup>. Pierre Deblock estime que l'AGEL a gardé les « bons aspects de la démarche corporatiste », notamment par l'impression de carnets de chansons paillardes, et ce encore à la fin des années 1960. Preuve que cette tradition étudiante était maintenue à Lille, ce qui dénote une certaine volonté de continuité avec l'« UNEF folklorique ».

Par rapport aux pouvoirs publics, l'AGEL joue pleinement son rôle : elle est leur intermédiaire vis à vis des étudiants, et est considérée comme une « institution ». Pierre Deblock se souvient d'avoir été invité lors d'inaugurations de structures étudiantes pourtant non gérées par l'UNEF pour prononcer un discours. Par ailleurs, ce rôle d'intermédiaire encourage les étudiants à adhérer, puisque il n'y a pas alors d'élections universitaires. Le seul rapport de force, le seul moyen de montrer son approbation des positions d'un syndicat est donc l'adhésion.

#### -Les communistes et l'AGEL

Politiquement, l'ossature de l'AGEL est composée d'étudiants chrétiens de gauche (la JEC, influente à l'époque) et d'étudiants communistes. Cette alliance, apparemment hétérodoxe, n'est peut-être pas si originale qu'on ne le croit. Dans de nombreuses AGE provinciales, étudiants communistes et étudiants chrétiens se retrouvent sur une base syndicale commune, au service des revendications « quotidiennes » des étudiants, peu enclins à se servir de l'outil syndical pour changer la société. Les étudiants communistes disposent en effet de l'UEC<sup>38</sup> pour agir en ce sens.

Le monde étudiant lillois de gauche reste tout au long de notre période relativement proche de l'UEC, organisation étudiante du PCF, et on comprend là toute la différence avec les milieux parisiens, où les organisations d'extrême gauche progressent. Nous reviendrons sur l'importance au plan national de ces évolutions plus tard. Le Parti Communiste Français est en effet traditionnellement très implanté dans le Nord et le Pas-de-Calais. Dans le département du Nord, au cours de notre période, il conserve toujours trois à quatre députés au minimum. Du même fait, ses organisations de jeunesse sont puissantes, y compris l'UEC, seule force politique étudiante vraiment importante au plan local. En 1968, il y a quatre cellules du PCF dans

---

37 Alain Coquart également se souvient de cela

38 Union des Etudiants Communistes, créé en 1957

les universités lilloises, selon les souvenirs de Roland Delacroix. La domination relative des communistes sur l'AGEL est cependant ambiguë. Pour bon nombre des interviewés, il n'y avait pas de réelle volonté de l'UEC de « noyauter » l'AGEL, l'élection de communistes à des fonctions dirigeantes se faisant de façon « naturelle ». Mais l'un d'entre eux<sup>39</sup> se souvient qu'en 1961 un responsable de l'UEC est venu le chercher pour qu'il soit secrétaire général de l'AEL, dont il devient ensuite président. Par contre, Jean-François La Rosière confie que, s'il n'a jamais été président de l'association de Faidherbe, c'est probablement parce qu'il était communiste. Par ailleurs, tous les présidents de l'AGEL, au cours des années 1960, ne sont pas, loin s'en faut, des communistes. Bernard Delmas rappelle aussi, à plusieurs reprises, que les étudiants communistes préféraient s'engager à l'UEC qu'à l'UNEF, ce qui fait penser que leur domination était peut être moins importante que l'on ne le croit d'habitude. Cependant, les provocations de certains éléments d'extrême gauche alimentent progressivement en syndicalistes les rangs de l'UEC, malgré des critiques envers l'organisation étudiante communiste de la part de dirigeants syndicaux. Plusieurs interviewés se souviennent de vagues d'adhésions de militants de l'AGEL à l'UEC, dans le but d'empêcher les syndicalistes d'extrême gauche de « faire de l'AGEL un truc politique »<sup>40</sup>, notamment en 1962 et 1968. L'UEC apparaît comme l'élément modéré, raisonnable, et c'est même ainsi qu'elle apparaît dans *La Voix du Nord*.

Le milieu des années 1960 est par ailleurs marqué, quoique moins qu'ailleurs, nous l'avons vu, par des affrontements internes au sein de l'UEC. A l'UEC de Lille, on compte quelques « italiens »<sup>41</sup>, mais minoritaires. En 1961, il y aurait eu quelques frictions avec la Fédération du Nord du Parti Communiste Français. Ces dissidences locales auraient concerné essentiellement les cercles<sup>42</sup> de droit et médecine. Il n'est pas anodin que ce soient ces étudiants communistes là qui soient le plus enclins à des sympathies maoïstes ou trotskistes. Pour reprendre l'expression de Roland Delacroix, il faut alors « faire le ménage ». Lors de la crise interne des années 1960, l'UEC de Lille reste fidèle à la ligne du Parti, avec seulement trois autres villes universitaires, Amiens, Nancy et Clermont-Ferrand<sup>43</sup>. Quand on sait que Maurice Thorez était initialement opposé à ce que l'UNEF prenne position sur la guerre d'Algérie, même sur la question de la torture, pour maintenir l'unité du monde étudiant derrière le syndicat, on comprend mieux, éventuellement, la modération de l'AGEL.<sup>44</sup>

Sur le plan idéologique, les affrontements sont virulents avec, d'un côté, les

---

39 Interview de Jacques Roillet

40 Interview de Roland Delacroix

41 La direction nationale de l'UEC de l'époque est qualifiée d'"italienne", c'est à dire sympathisante des idées développées à l'époque par le Parti Communiste Italien.

42 Cellules de base de l'UEC.

43 Monchablon (A.), *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, PUF, 1983, 205 p.

44 *Id.*



« prochinois », de l'autre, l'extrême droite. Les positions de l'UEC et du PCF semblent, de l'aveu de syndicalistes pourtant non-membres de ces organisations à l'époque, « la référence ». Si l'influence intellectuelle du PSU est réelle, la focalisation semble se faire autour des communistes, qui « créent le clivage politique »<sup>45</sup> au sein de l'AGEL. Par exemple, dans le débat sur l'allocation d'études, c'est la position de l'UEC qui fait débat contre celle traditionnellement portée par l'UNEF. L'extrême gauche fait néanmoins des progrès, et la sociale-démocratie se réorganise.

#### -Les autres forces en présence au sein de l'AGEL

On relève aussi, à l'AGEL, la présence de quelques étudiants socialistes, bien que la sociale-démocratie obtienne alors son plus bas score aux élections présidentielles de 1969. Les choses sont cependant peu claires : alors que tout le monde s'accorde sur l'idée qu'ils sont peu présents, Roland Delacroix note tout de même un conflit latent entre socialistes et communistes à l'AGEL, et plusieurs personnes disent que, si leur nombre est faible, ils peuvent faire basculer une majorité. Quelques étudiants proches du PSU sont présents (après tout, Vandenburg, le premier président issu des ESU après la prise de pouvoir de ceux-ci, est d'origine lilloise), mais leur participation à l'AGEL n'apparaît pas déterminante, même si Guy Joignaux pense que parmi les lecteurs de *Témoignage chrétien* présents à l'AGEL, il devait y avoir des membres du PSU. Ils ne paraissent pas être organisés tout au long des années 1960, même si un cercle aurait vu le jour au début des années 1970, en médecine.<sup>46</sup> Il faut bien que la fraction « catho de gauche » dont parle Jacques Roillet à la fin des années 1950 soit devenue quelque chose, mais apparemment, son devenir est assez divers. Par ailleurs, des étudiants non cartés à l'UEC sont présents au Bureau, et ce encore en 1968. Il n'y a pas de mainmise communiste sur le syndicat, même si leurs sympathisants y sont nombreux parmi les militants.

La cause des originalités de l'AGEL, qui détermine *in fine* le facteur politique, est probablement d'ordre social. Nous l'avons dit, l'université de Lille (et donc l'AGEL, qui encadre une proportion très importante des étudiants du fait des services qu'elle rend) accueille un public plus populaire qu'ailleurs, notamment presque 50% d'étudiants salariés. Quand un étudiant est obligé de se salarier pour mener ses études, il en perçoit mieux le coût, les sacrifices qu'elles nécessitent. Il ne peut pas, tel un fils de médecin ou de magistrat, perdre une année à « faire la révolution ».<sup>47</sup> Jean-François Condette l'explique assez bien dans sa thèse<sup>48</sup>. Les étudiants issus d'un

---

45 Interview de Bernard Delmas.

46 Interview de Jean-Jacques Potaux.

47 Toute fiction qu'il est, le roman de Robert Merle illustre bien cette idée.

48 Condette (J.-F.), *La Faculté des Lettres de Lille de 1887 à 1974 : les métamorphoses d'une institution universitaire française*, Éditions du Septentrion, Lille, 1997.

milieu populaire attendent plutôt de leur syndicat qu'il leur rende des services concrets (par exemple, les photocopiés de cours vendus à bas coût), qu'il ait des revendications relatives à leur vie quotidienne, plutôt qu'il ne se livre à des débats théoriques interminables sur la société, sur le rôle des étudiants dans celle-ci. Roland Delacroix rappelle qu'après la guerre d'Algérie, plus de jeunes issus des quartiers populaires entraient à l'Université. Le concept d'« Université de masse » faisait réellement partie de la réflexion de l'AGEL, d'où un désir de voir pris en considération les difficultés des étudiants les moins aisés. Le problème du débouché des études est aussi une préoccupation importante du syndicat à l'époque. Toujours selon Roland Delacroix, alors qu'à Paris ces réflexions sont menées par des étudiants qui ne sont pas issus des milieux populaires, l'AGEL est plus proche d'une réflexion élaborée par ceux qui sont les premiers concernés. Ainsi le « réalisme » caractérise l'AGEL, s'opposant au « jusqu'au-boutisme » parisien. Le SNESup lillois n'est d'ailleurs pas sur la ligne de sa direction nationale également.

Ainsi, les « chrétiens de gauche » qui ont des postes dirigeants à l'AGEL sont assez souvent proches du PCF, en tous cas très favorables à l'idée montante, développée par les communistes, d'« Union de la Gauche ». Aussi, un interviewé chuchote que si Bernard Delmas, non-membre de l'UEC, est devenu président de l'AGEL, c'est parce qu'il était tout de même assez proche des communistes pour ne pas laisser le champ libre aux « gauchistes ». Bernard Delmas est en effet issu d'une famille catholique de gauche.

Il faut aussi se rendre compte que, pour les non-cartés, l'appartenance politique est difficile à déterminer, notamment parce qu'on ne demandait pas, à l'entrée des Assemblées Générales convoquées par l'UNEF, la carte du syndicat, ce qui permettait à des étudiants non-syndiqués d'y participer. Guy Joignaux, avant 1968, se disait « trotskiste », par exemple. Cela ne l'empêche pas, durant le « joli mois de mai », de faire bloc autour de Bernard Delmas et de dénoncer les « provocations gauchistes ». Il y a en fait, selon les souvenirs de Pierre Herlent, une place pour « tous les peuples de gauche à l'AEL<sup>49</sup> », ce qui doit représenter aussi l'état du recrutement pour toute l'AGE. Toujours selon Pierre Herlent, les « gauchistes » sont présents en petit nombre à l'AGEL dès avant 1968, le ciment demeurant l'antigaullisme, voire l'anticapitalisme, du moins au niveau des militants. « L'idée de solidarité et d'unité reste très présente » à l'AGEL<sup>50</sup>. Cependant, ces militants d'extrême gauche s'opposent déjà au « syndicalisme des porte-manteaux »<sup>51</sup>, à la « bureaucratie syndicale », et à ce qu'il considère être de la « collaboration de classe », la gestion de services et le dialogue avec les pouvoirs publics. L'approche de la direction de l'AGEL reste plus pragmatique.

---

49 Association des Etudiants en Lettres, affiliée à l'AGEL

50 Interview de Guy Joignaux

51 Interview de Roland Delacroix.

### 3) Derrière le calme, l'annonce de tempêtes futures?

Nous avons vu qu'il n'y avait pas de réelle implantation d'extrême gauche à Lille. Cela doit être nuancé. Chaque interviewé signale la présence de quelques militants « trotskistes », mais il est difficile, d'une part de les identifier, d'autre part de savoir s'ils sont réellement organisés. Leur voix se fait de plus en plus entendre plus on s'approche de l'année 1968. Les « maos » sont présents, mais encore plus difficiles à identifier, a priori, et surtout, d'un avis unanime, hors de l'UNEF. Comme nous l'avons vu, il faut se souvenir que lors des Assemblées Générales convoquées par l'UNEF, on ne demandait pas la carte de l'UNEF aux participants. Il est donc possible que les groupes d'extrême gauche aient été, pendant les années 1960, hors de l'AGEL, tout en participant éventuellement aux Assemblées Générales organisées par celle-ci. Les socialistes sont peu nombreux, mais, si minoritaires soient ils, leur rôle est peut être sous-estimé. Gérard Malaquin, pourtant membre de la CIR<sup>52</sup>, sera Secrétaire Général de l'AGEL rénovée. Cette diversité réelle malgré la forte présence de communistes explique des frilosités récurrentes à l'égard de ceux-ci, qui sont bien sûr loin de faire l'unanimité. Pierre Deblock se souvient d'un membre de la LCR membre de l'UNEF, mais qui démissionne assez vite. Dès avant mai 1968<sup>53</sup>, un tract conservé par Pierre Deblock dénonce la médiatisation offerte aux « gauchistes » et aux « majos », précisant déjà que « le syndicat étudiant n'a pas pour vocation d'être l'avant-garde révolutionnaire ». N'est ce pas, avant les événements de mai, les signes d'une stratégie différente portée par l'AGEL par rapport aux « activistes parisiens »? Mais seule la future AJS-OCI<sup>54</sup>, la FER<sup>55</sup> semble structurée. La LCR paraît quasiment inexistante en tant que structure.

Dès 1966, on observe un début de crise de l'UNEF, qui se répercute, d'après Jean-François Larosière, à l'AGEL. Émerge le risque d'une orientation « exclusivement politique et pas syndicale ». Parallèlement à la crise de l'UEC, en septembre 1966, sa candidature à la présidence de l'AEL est rejetée à cause de l'orientation qu'il propose, trop marquée par les analyses communistes, notamment sur l'allocation d'études. L'UEC souhaite en effet une allocation d'études pour ceux qui en ont besoin, alors que les syndicalistes veulent une allocation pour tous, ce qui n'est pas cohérent avec une vision de classe du monde étudiant (l'appartenance au monde étudiant ne saurait être appartenance à une classe, et donc il n'apparaît pas alors possible aux communistes de donner la même chose à chaque étudiant). Son appartenance à l'UEC est un handicap. Mais lors d'une seconde réunion, Jean-François Larosière est finalement élu. Pour Jean-François Larosière, la question essentielle est

---

52 Convention des Institutions Républicaines, le parti de François Mitterrand

53 Estimé à Avril 68

54 Alliance des Jeunes pour le Socialisme, organisation de jeunesse de l'Organisation Communiste Internationaliste, lambertiste.

55 Fédération des Etudiants Révolutionnaires

d'ores et déjà, même avant 1968 : « Va t on garder une UNEF avec un syndicalisme de masse, ou une UNEF officine de la sociale démocratie? »<sup>56</sup> En 1967, Jean-Jacques Potaux se remémore des tensions au sein de l'UEC, avec une « scission » des « trotskistes » de Jean-Louis Fontaine, qui est plus tard leader de l'AJL à Lille. Les frictions sont donc déjà nombreuses avec l'extrême gauche. Lorsqu'il devient secrétaire de l'UEC, il se souvient également de débat avec les maoïstes.

Par ailleurs, comme au niveau national, suite à la guerre d'Algérie, et plus nettement à partir de 1966-1967, les étudiants désertent les AG, ce qui fait que des minorités de militants décident pour la majorité. L'anticommunisme se déchaîne également fréquemment, notamment en 1967 avec la Guerre des Six Jours, car l'Humanité soutient la cause palestinienne. L'anticommunisme est donc paradoxalement assez virulent à Lille également, ce qui empêche les étudiants communistes de concentrer tous les postes décisionnels de l'AGEL. Un grand nombre d'étudiants se méfie encore du mouvement ouvrier. L'AGEL, pense Alain Monchablon dans son Histoire de l'UNEF, garde cependant une relative autonomie des enjeux nationaux, car sa puissance « gestionnaire » le lui permet.

A droite, l'opposition est plus nette. Alain Coquart affirme que les corps de médecine et de droit n'étaient d'ores et déjà plus affiliés à l'UNEF avant 1968, mais certains de leurs membres l'étaient à titre individuel. La FNEF<sup>57</sup>, elle, est présente à Lille, et semble parfois réunir des éléments très radicaux, même s'il est difficile de savoir si les militants que l'UNEF qualifiaient de « fascistes »<sup>58</sup> étaient structurés ou non dans cette organisation. Il y a eu de violents affrontements lors de la guerre d'Algérie, dont les militants parlent encore, dix, voire quinze ans après. Des militants d'extrême droite ont alors mis le siège à l'U1<sup>59</sup>. Il en reste une tradition vivace jusqu'en mai 68, et encore après : « monter la garde de l'U » à chaque mouvement étudiant. Guy Joignaux et Jean-Jacques Potaux expriment combien accomplir cette mission était un honneur pour les militants étudiants. On saisit, via le prestige lié à la garde du local, l'importance de l'AGEL, qu'il faut défendre face à l'extrême droite. Le local concrétise alors « la vie étudiante », avec son amphi, son restaurant, ses services. Le symbole est fort. La FGEL<sup>60</sup> était donc présente en droit et en médecine, mais quasiment absente ailleurs. Mais l'UNEF demeure présente en droit et médecine au moins jusqu'en 1969. Au sein même de l'AGEL, le conflit « minos/majos » n'est pas encore fini, Jean-François Larosière explique qu'en 1962-1963, au lycée Faidherbe, ce débat est encore présent. Certains classes (notamment celles des préparatoires à Saint Cyr et les scientifiques) étaient majoritairement hostiles aux « minos ». De la même manière, Jacques Roillet

---

56 Voir son interview.

57 Fédération Nationale des Etudiants de France, scission de l'UNEF, soutenue par le gouvernement, théoriquement apolitique.

58 En réalité, pêle-mêle, de vrais militants d'extrême droite et des gaullistes

59 Nom donné au local de l'AGEL, rue de Valmy, où se trouve par ailleurs le restaurant universitaire géré par l'AGEL.

60 Fédération Générale des Etudiants de Lille, antenne lilloise de la FNEF

se souvient qu'à l'AEL, tout a été essayé pour maintenir les « majos » dans le syndicat, un gaulliste est encore membre du Bureau de la « corpo » sous sa présidence.

On voit donc clairement que, derrière la modération et le calme apparent dans lesquels vit l'AGEL, des germes d'opposition voient déjà le jour. Ils sont, en partie, annonciateurs de la scission qui a lieu au début des années 1970. Au plan national, ces divergences sont déjà beaucoup plus nettes, et la situation est loin d'être aussi « sage » qu'à Lille.

## II) Au plan national, un syndicat « cartellisé »

### 1) L'UNEF et la guerre d'Algérie : les premiers départs des « majos »

L'année 1956 voit les « minos », la « gauche syndicale », arriver au pouvoir dans l'UNEF, avec la présidence de Michel de La Fourrière, succédant au « majo » modéré, Jacques Raffoux (notons que celui-ci est lillois). Leur ossature est composée d'étudiants « chrétiens de gauche » issus de la JEC. Les communistes, quoique l'extrême droite les voie partout et qu'il soit le groupe politique organisé le plus nombreux, n'ont pas de projet propre quant au syndicalisme à l'époque. Quand ils sont actifs dans le syndicat, ils s'allient alors au reste de la « mino ». L'UNEF a alors 80 000 adhérents, soit un étudiant sur deux, et est sans rivale. C'est à partir de cette date que le syndicat publie *L'Étudiant de France*. La « mino », bien qu'apartisane, considère que le monde étudiant est lié au reste de la société, et qu'il faut donc prendre des positions au-delà du simple corporatisme, selon la formule « Il n'y a pas de problème étudiant, mais des aspects étudiants de problèmes généraux »<sup>61</sup>.

C'est dans un contexte de guerre coloniale que cette arrivée au pouvoir s'effectue, avec en débat la prise de position sur cette question. En 1957, l'UNEF continue de dire que « sa nature même du l'empêche de prendre position » sur la question de la paix et de l'indépendance algérienne, car ces mots d'ordre étaient encore clairement minoritaires au sein du monde étudiant. Si une conférence nationale étudiante est organisée dès juillet 1956 pour « la solution du problème algérien », c'est à l'initiative individuelle de dirigeants étudiants, et non de l'UN elle-même. Mais peu à peu, le dialogue est renoué avec notamment l'UGEMA<sup>62</sup>, ce qui fait de l'UNEF l'un des seuls ponts entre algériens et français. Dès avril 1957, l'UNEF condamne l'usage de la torture en Algérie. Au Congrès de 1957, malgré les compromis des « minos », les plus

---

61 Monchablon (A.), *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, PUF, 1983, 205 p. Page 38.

62 Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens

virulents des « majos » (soit dix-sept AGE), refusant la « politisation » du syndicat, organisent la première scission, et se crée un éphémère « Mouvement des Étudiants de France »<sup>63</sup>. L'UNEF garde quarante deux AGE sur cinquante neuf. Mais Lille, pourtant encore « majo », reste dans l'UN, ce qui montre qu'elle est, parmi cette tendance, une AGE modérée, attachée à l'unité du syndicat. Ceci dit, progressivement, les AGE scissionnaires reviendront dans l'UN. En 1958, lors de la dissolution de l'UGEMA, l'UNEF lui exprime sa solidarité. En mai, le local national est saccagé. L'UNEF participe aux manifestations de défense de la République suite à la prise du pouvoir par le Général de Gaulle, mais n'appelle pas à voter NON au référendum. Ce n'est qu'en novembre que Lille est conquise par la « mino ». Jean-François Condette qualifie les minos qui s'emparent de l'AGEL de « communistes bons gestionnaires ». En août 1959, le monde étudiant bascule complètement dans l'opposition à la guerre avec la lutte contre la réduction des sursis<sup>64</sup>. Les « majos » veulent la grève également, même s'ils ne veulent pas la mêler à une opposition globale à la guerre d'Algérie. L'UNEF est à la pointe du combat. A la même époque, les étudiants communistes commencent à s'intéresser à l'UNEF, leur direction appréciant le dynamisme du syndicat par rapport à la prudence de leur parti. La « mino » continue ses progrès et conquiert plusieurs AGE. En septembre 1959, l'UNEF prend position pour l'autodétermination du peuple algérien. En janvier 1960, un accord FEN/CGT/CFDT/UNEF organise une grève intersyndicale pour février. Cette orientation est confirmée et amplifiée au Congrès. Les « majos » forment alors à nouveau un comité de liaison menaçant de faire scission. En juin, le gouvernement supprime la subvention de l'UNEF. En octobre, une grande manifestation réunit, outre les syndicats, l'UEC et le Mouvement de la Paix. La position des communistes est étrange face à l'UNEF, et réciproquement. Si l'UEC « dissidente » séduit certains dirigeants syndicaux, si l'UNEF, de son côté, séduit des dirigeants étudiants communistes, au Congrès de 1961, on refuse à nouveau de faire entrer au BN des étudiants communistes. L'OCI crée à cette époque le CLER<sup>65</sup>, future FER, future AJS. En avril 1961 éclate le putsch des généraux à Alger. A ce moment, l'UNEF est au sommet de sa puissance, en terme d'adhérents, et son influence est probablement démesurée par rapport à ce qu'elle pèse vraiment. Des dirigeants étudiants de l'époque ont pu dire que « l'opinion publique a pris l'habitude d'attendre de l'UNEF beaucoup plus que ce qu'elle ne peut faire »<sup>66</sup>.

Cette situation est de courte durée, puisque, dès mars 1961, l'Office National des Étudiants en Médecine de l'UNEF prend son indépendance. En juin, à son initiative, est créée la Fédération Nationale des Étudiants de France<sup>67</sup>. La nouvelle

---

63 MEF

64 Sujet corporatiste s'il en est, puisqu'il ne concerne que le monde étudiant...

65 Comité de Liaison des Étudiants Révolutionnaires

66 Monchablon (A.), *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, PUF, 1983, 205 p.

67 FNEF

Fédération reçoit immédiatement le soutien du gouvernement, une subvention et trois sièges, retirés à l'UNEF, au CNO. La FNEF, ultra-minoritaire sur le terrain, met fin au monopole de l'UNEF en termes de représentation étudiante. Le syndicat participe ensuite à la manifestation du 8 février 1962 qui aboutit au massacre de Charonne, avec la mort de huit communistes. Le 15 janvier 1962, un « attentat » atteint le siège de l'AGEL à Lille. L'UNEF est alors sorti de manière nette de sa posture « corporatiste » pour prendre une position « politique », dépassant le simple cadre du monde étudiant.

Une autre nouveauté importante est l'organisation d'un mouvement étudiant hors de l'UNEF. La fin de la guerre d'Algérie voit l'émergence du Front Universitaire Antifasciste<sup>68</sup>, qui organise les luttes au niveau local, brisant cette fois au niveau militant l'hégémonie de l'UNEF. Dans les comités du FUA s'engagent certaines des AGE les plus à gauche, notamment et surtout à Paris, mais aussi des étudiants communistes. L'UEC sera alimentée ensuite en adhérents par l'expérience de ces FUA, ce qui l'éloigne encore de la ligne du PCF.

Au plan international, l'UN demeure membre des deux organisations internationales, l'UIE (pays de l'est et anciennement colonisés) et la CIE (pro occidentale), elle apparaît ainsi comme refusant la division mondiale du mouvement étudiant. Dans ses relations avec les autres organisations, elle est proche du SGEN et de la CFTC (surtout de son courant « Reconstruction », prélude à la CFDT).

## 2) Après la guerre d'Algérie, quel projet syndical?

### -La normalisation de la JEC et de l'UEC

En mars 1962, après la signature des Accords d'Evian, deux organisations semblent alors être capables de « diriger » l'UNEF (en tous cas à lui fournir des cadres) par leur implantation et leur structuration : la JEC et l'UEC. Mais, dès les premières années de la décennie 1960, l'épiscopat « normalise » la JEC, la ramenant vers des missions purement évangéliques, faisant en sorte qu'elle ne s'engage plus autant dans la sphère politique. Il prive du même coup le mouvement étudiant d'une direction relativement indépendante d'un parti. Les chrétiens de gauche seront un certain nombre à alimenter les futurs ESU. L'UEC, elle, recrée par le PCF en 1957, est puissante, elle demeure la première organisation politique étudiante du pays, et de très loin.<sup>69</sup> Au sein de la « mino », elle est une force montante. Au Congrès de 1962, deux étudiants communistes entrent au BN. Élément extrêmement original dans le mouvement communiste, l'UEC, à partir du début des années 1960 est devenue une organisation à tendances, qui s'affrontent publiquement dans *Clarté*, organe de presse de l'organisation. Cette revue est d'ailleurs davantage lue, à l'époque, que *L'Étudiant*

---

68 FUA

69 Monchablon (A.), *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, PUF, 1983, 205 p.

de France, le journal de l'UNEF. Du coup, le BN du syndicat s'exprime lui même dans la revue communiste. La direction de l'organisation étudiante communiste elle-même est « italienne », proche des positions du PCI, et affronte ceux qui deviendront les membres des JCR et de l'UJCML<sup>70</sup>, ainsi que les orthodoxes, fidèles à la ligne du Parti. L'UEC, malgré sa force, ne peut donc prendre la direction de l'UNEF, divisée qu'elle est au plan interne. Ceux qui se définissent comme « antistaliniens » sont divisés, et les « italiens » cherchent à s'allier aux « thoréziens » pour se débarrasser de certains opposants, notamment les prochinois. De son côté, la direction du PCF isole l'UEC du reste du mouvement communiste, notamment en asphyxiant *Clarté*. Au plan intellectuel, un article de Louis Althusser dans *La Nouvelle Critique* fait l'effet d'une douche froide aux dissidents de l'UEC et à la « nouvelle gauche » de l'UNEF : il y explique que les étudiants doivent d'abord apprendre, et lutter avec leurs maîtres pour une meilleure qualité de l'enseignement. Beau désaveu de l'intellectuel marxiste à ceux qui pensaient pouvoir donner une mission nouvelle au mouvement étudiant.

Au milieu des années 1960, la direction du Parti décide de normaliser son organisation étudiante, soit en excluant, soit en laissant partir les dissidents. L'UEC est alors affaiblie mais demeure une organisation structurante. En janvier 1966, Alain Krivine et ses partisans sont exclus l'UEC et fondent la JCR. Les prochinois quittent l'organisation et fondent en novembre 1966 l'UJCML, ce qui accompagne le début de la révolution culturelle. Ce rétablissement de l'ordre empêche les étudiants communistes de prendre la direction de l'UNEF. Au contraire, l'opposition interne à l'UEC reflue dans le désordre dans l'UNEF, qui devient un champ d'affrontements entre ces nouveaux groupes d'extrême gauche. Au sein de l'UNEF, pro-chinois, trotskistes des JCR ou de l'AJS, communistes, étudiants socialistes unifiés s'affrontent dans une guerre de tendances inconciliables.

#### -La montée de l'extrême gauche et l'absence de programme syndical

Une première crise interne secoue alors l'UNEF dès 1962-1963. Elle ne sait plus où se situer sur le plan syndical. La guerre d'Algérie l'a fait sortir du cadre dans lequel le syndicat avait toujours vécu : corporatisme, défense des intérêts étudiants. Le monde étudiant a basculé à gauche, sans être prêt à un radicalisme forcené. Par ailleurs, à partir de 1962, le nombre d'étudiants augmente régulièrement<sup>71</sup>, ce qui accroît les demandes sociales vis à vis du syndicat. Alors le syndicat est situé face à un dilemme : faut-il se resituer sur une démarche syndicale « purement étudiante », ou inscrire celle-ci à travers l'état global de la société? Deux générations de « minos » se croisent, les étudiants de la JEC s'en vont progressivement par la force

---

<sup>70</sup> Union de la Jeunesse Communiste Marxiste-Léniniste

<sup>71</sup> Jean-Philippe Legois (« les années 1968, du passé faisons table!? » in *Cent ans de mouvements étudiants*, coll. Germe, Editions Syllepse, 2007, 434 p.) donne ses chiffres : 1962-1963 : 280 000 étudiants. 1970-1871 : 660 000 étudiants, soit augmentation de 235%.



du temps, et une nouvelle « mino », plus radicale, devient majoritaire, influencée par l'UEC « italienne », en désaccord avec le PCF sur la proximité de l'avènement du Socialisme, ou sur l'approche du « socialisme du réel ». « Le principal bouillon de culture des mouvements étudiants est, au sortir de la guerre d'Algérie, l'UEC ».<sup>72</sup> D'ailleurs, au Congrès de 1962, des étudiants communistes entrent au BN. En 1963, l'Union Nationale adopte, en Congrès, à Dijon, la « ligne syndicale ». Elle se donne alors son dernier président issu de la JEC, mais déjà membre du PSU. Échouant dans une première tentative de garder la main sur les sujets « tiers-mondistes », elle veut remettre au centre de la démarche de l'UNEF ce qu'elle pense être commun à tous les étudiants, c'est à dire ses conditions de travail universitaire et sa place au sein de la société. Mais, malgré cette tentative de recentrage sur les problèmes étudiants, est ce en phase avec les attentes quotidiennes de la masse des étudiants, alors que les conditions de vie se dégradent? La FRUF est par ailleurs créée suite à une grève des loyers la même année.

L'influence de l'UEC « dissidente » et des thèses marxistes se font ressentir. La grève des mineurs de 1963 est très soutenue par les militants étudiants. Cette même année, une tendance menée par la FGEL<sup>73</sup> développe des positions plus radicales que celles de « l'ancienne mino », en s'attaquant notamment aux services à l'étudiant. Elle tente de conquérir la province via l'UEC, pour contrer ses opposants (« staliniens » et « néomajos ») qu'elle pense en position de conquérir le syndicat. A la Sorbonne, le local à photocopies chèrement acquis par les anciens dirigeants issus de la JEC, est mis en vente. Dans cette même faculté, on crée, pour élargir l'assise militante du syndicat, les « Groupes Syndicaux de Base », en parallèle aux structures traditionnelles. Cela n'est pas sans intérêt pour l'avenir. Ce changement d'orientation progressif vers une activité syndicale exclusivement revendicative ne cessera de s'accroître. A tel point que certains historiens finiront par parler, pour l'UNEF de l'époque, de « syndicalisme révolutionnaire ». Les AGE de province sont désorientées, et cette orientation est la source des tensions qui aboutissent à la scission. Alain Monchablon<sup>74</sup> explique que l'UNEF tend alors à considérer que « le milieu étudiant est un groupe homogène sous l'angle de la revendication sociale », ce qui voudrait dire *in fine* qu'il est en soi une classe. L'allocation d'études apparaît aussi comme un moyen de « transformer » l'étudiant en salarié, et, de fait, de le replacer artificiellement au sein de la lutte des classes. Le moyen pour réussir reste la mobilisation du « milieu sur des objectifs auxquels il puisse adhérer suffisamment pour soutenir un affrontement avec le pouvoir »<sup>75</sup>. L'hostilité au régime est alors unanime. Autrement dit, l'action est syndicale, mais la perspective déjà politique. A partir de cette année également, la

---

<sup>72</sup> Jean-Philippe Legois, in *Cent ans de mouvements étudiants*, « les années 1968, du passé faisons table! », coll. Germe, Editions Syllepse, 2007, 434 p. Page 85

<sup>73</sup> Fédération Générale des Etudiants en Lettres

<sup>74</sup> *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, PUF, 1983, 205 p. Page 148.

<sup>75</sup> *Id.* Page 151.

gauche de la « mino » se divise entre « structuristes » et « statutaires ». La ligne du Statut est portée par la FGEL, pour qui le statut étudiant reste la réalité première sur laquelle il faut agir. Il faut donc, selon les statutaires, partir du vécu étudiant, et gagner l'autonomie, d'où l'allocation d'études pour tous. Elle répond au besoin de démocratisation de l'université et permet la transformation du statut étudiant. Tandis que la réforme des Structures, portée par les militants de l'ENS a pour point de départ les structures universitaires, qui auraient un rôle croissant dans le développement des forces de production, et dont la neutralité idéologique serait dès lors une illusion. « Les succès devraient donc se faire ressentir sur les autres forces sociales », d'où la naissance de l'idée que le mouvement étudiant pourrait « guider » le mouvement ouvrier. On comprend que les débats sont incompréhensibles pour une base étudiante peu politisée, qui déserte alors les AG du syndicat. En 1964, l'UNEF théorise dans un Manifeste la mise en place d'un Enseignement Supérieur qui serait l'instrument de la promotion sociale et d'une formation permettant une réactualisation des savoirs tout au long de la vie, cela en se livrant à une critique idéologique de l'université, et en considérant qu'on ne peut changer l'institution universitaire sans changer la société. Au Congrès de la même année, les étudiants communistes « orthodoxes » votent, comme les « majos », contre le rapport moral, refusant déjà la politisation du syndicat. Aux yeux des « thoréziens », ce n'est pas à l'UNEF qu'incombe la tâche révolutionnaire. Le courant communiste « officiel » est alors isolé, du moins au sommet du syndicat. Il refusent, notamment à Lille, de considérer que la gestion de services est un obstacle au syndicalisme. Si elles ne s'expriment pas, une majorité des AGE de province partage sans doute leur opinion, bien loin qu'elles sont des débats théoriques de la direction nationale du syndicat. Cela n'empêche pas l'ensemble du syndicat de se mobiliser contre le plan Fouchet. En septembre 1964, les « structuristes » l'emportent par 222 mandats contre 323. L'AGEL soutenait les « statutaires », plus proches sans doute du vécu des étudiants. L'UNEF continue alors de se briser, tant les secteurs traditionnels de revendication et les services sont progressivement abandonnés. Et pourtant, le « torrent verbal » continue.<sup>76</sup> « Les fonctions idéologiques et sociales de l'Ecole et de l'Université sont longtemps disséquées, dénoncées, ce qui éloigne le mouvement étudiant des universitaires. Le statut et le devenir social des étudiants, les moyens de convergence recherchés entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier sont alors interminablement débattus. » Les militants de l'UEC (orthodoxes) échappent à cette « frénésie théorique » et « s'accommodent de revendications matérielles sans trop se soucier de leur cohérence, sans s'interroger sur la nature sociale du mouvement étudiant »<sup>77</sup> Le jargon marxisant est incompréhensible de la majorité des

---

76 *Id.* Page 168.

77 Page 112 de « L'UNEF et mai 68 », d'Alain Monchablon, in *1968 : exploration du Mai français*, L'Harmattan, 1992, 270 pages. On peut se demander si l'UEC n'a la possibilité de se contenter que d'un « catalogue de revendications » parce que le Parti donne un sens global à celles-ci... Pour les « majos », ce « sens global » n'est-il pas donné par l'Etat?

étudiants, ne serait-ce même que des militants. Les débats sont interminables. En 1965, l'UNEF lance un mouvement de grève sur l'allocation d'études. Pour enrayer le déclin, on recherche une plateforme d'action commune. Trois idées dominent en effet malgré la division du syndicat : il faut rallier les étudiants au mouvement ouvrier, prouver à travers l'action universitaire que l'action syndicale peut devenir un moteur de la lutte révolutionnaire et opposer des idées neuves au gaullisme. Le projet syndical s'efface cependant progressivement. L'UNEF se radicalise toujours plus, mais les « structuristes » et les « statutaires » échouent successivement à diriger le syndicat. Le problème est qu'aucune autre orientation majoritaire ne se dégage suite à l'échec des deux camps en présence.

#### -Une UNEF sans direction politique

A côté de groupes ultrapolitisés, un gigantesque marais (essentiellement provincial) se demande que faire du syndicat. La situation est telle que, au congrès de 1965, à Bordeaux, la direction ne présente même pas de texte d'orientation, mais un simple plan de travail<sup>78</sup>. Le Bureau National élu, réduit à un simple rôle de coordination, décide la « reconstruction technique » et le « gel de la pratique théorique », car parallèlement à l'abandon de la pratique syndicale, les « majos » progressent à nouveau. Ils ont déjà repris l'AGEMP<sup>79</sup> et reprennent la même année Sciences Po Paris et l'Institut Catholique, ce qui les rend prédominants sur la région parisienne. Au Congrès de 1966, la division est plus forte que jamais : six textes d'orientation s'affrontent (structuristes, « minos traditionnels », UEC, CLER, AGE de Lyon/Pau<sup>80</sup> et « majos »). Mais on trouve présent dans le syndicat des ESU, des JCR, des libertaires, et un gigantesque « marais » indécis. Les structuristes, perdant le contrôle des ENS, abandonnent à leur tour l'UNEF, les statutaires l'ayant déjà fait auparavant. Les deux tendances qui ont structuré le débat les quelques dernières années ne sont alors plus en lice. A part les « majos », qui pèsent tout de même 1/5 des mandats, seuls l'UEC et le CLER (dont les militants se sont entre temps engagés dans l'UNEF) ont des prétentions dirigeantes. A la rentrée 1966, c'est une coalition entre Lille et les ENS (reconquis par les « chrétiens de gauche »), le « bureau Terrel » qui obtient la majorité, avec 145 voix, contre 87. Mais avec 184 abstentions et « ne prend pas part au vote »<sup>81</sup>... Le syndicat reste ingérable. En novembre 1966, ultime rebondissement, « l'Internationale situationniste » prend « par accident » l'AGE de Strasbourg. Les situationnistes ne proposent rien de moins que la dissolution pure et simple de l'UNEF, en janvier 1967. Le « Bureau Terrel », soutenu par Lille, dont fait partie Bernard Delmas, doit démissionner face à la situation.

---

78 *Id.* Page 171

79 Association Générale des Etudiants en Médecine de Paris

80 Texte « catho de gauche », peut être

81 NPPV

La situation financière de l'UNEF reste dramatique. Elle ne perçoit plus de subvention du gouvernement, et ses dettes équivalent à 75% de son budget à l'été 1965. L'UCEF<sup>82</sup> est menacée de faillites. Le nombre d'étudiants engagés à l'UNEF stagne alors que le nombre d'étudiants augmente. D'un point de vue pratique, plusieurs vice-présidences, et non des moindres, ne sont plus assurées au BN : Social, Formation-Recherche et Universitaire. Le gouvernement, de son côté, ne rencontre plus l'UNEF, qui perd ainsi son rôle d'interlocuteur qu'elle essaie de regagner par la contestation. Auréolé de son prestige algérien, l'UNEF est toutefois encore une organisation importante. Elle compte 45 000 adhérents, et devance largement la FNEF. Elle remporte 60% des suffrages aux élections de la MNEF.

Ces années 1960 sont le terreau de la scission puisqu'elles posent les termes des débats qui scinderont le Syndicat, tout comme la surpolitisation, ou l'éloignement des préoccupations de la base étudiante... L'Union Nationale, même si le monde étudiant bascule à gauche, est en décalage avec son public. Les deux organisations capables de la structurer doivent régler leurs propres problèmes internes, qui refluent dans l'UNEF.

### *3) Un syndicat désemparé dont s'emparent les ESU<sup>83</sup>*

Les repères syndicaux sont désormais flous, et les militants de l'UNEF ne savent plus où ils vont. Les adhérents désertent les AGE malgré l'aura dont dispose encore l'UN pour son opposition à la guerre d'Algérie<sup>84</sup>. L'offre politique à gauche est, de son côté, très divisée. La SFIO est à son niveau le plus bas (nous ne sommes pas loin des 5% de Defferre en 1969, et la sociale-démocratie s'est discréditée pendant la guerre d'Algérie). Le PCF vient de normaliser son organisation étudiante. Le PSU s'est créé en 1961 et pèse dans le milieu étudiant, avec les ESU. Mais surtout l'explosion de l'UEC crée de nombreux groupuscules, comme l'UJCML (maoïste) ou la JCR (trotskiste). Le rôle joué par l'UNEF dans la Guerre d'Algérie fait prendre conscience du rôle du monde étudiant dans la société, et ces différents partis s'y intéressent de près. « Ainsi, privée de plus en plus de l'efficacité de la fonction syndicale (...), l'UNEF allait connaître des débats politiques qui ne pouvaient plus se mener au sein d'organisations politiques traditionnelles reprises en main ». Par la force des choses, elle est devenue « le seul lieu possible de confrontations ».<sup>85</sup> Les militants syndicaux sont donc tentés de s'orienter davantage vers des luttes politiques contre le régime gaulliste plutôt que vers des revendications syndicales

---

82 Union des Coopératives Etudiantes de France, rattachée à l'UNEF.

83 Etudiants Socialistes Unifiés, organe étudiant du PSU

84 Dans leurs interviews, nombre de militants des années 60 explique leur engagement en partie par cette raison

85 Les deux citations sont de Robi Morder, "1971 : La scission de l'UNEF", in *La Revue de l'Université* numéro 10, page 68.

« traditionnelles », même si les débats internes sont inaccessibles à la masse des étudiants, et qu'une majorité des AGE (dont Lille dont l'AGE est capable de faire basculer une majorité) est assez loin de ces débats houleux<sup>86</sup>... Si l'AGE de Lille reste fidèle à une vocation de « services » du syndicalisme étudiant, le local de photocopies de l'AGE de la Sorbonne, difficilement acquis par les anciens dirigeants jécistes, est fermé par leurs successeurs. Les services, aux yeux des dirigeants nationaux de l'UNEF, diminuent la conscience politique des étudiants en laissant croire que des améliorations durables sont possibles dans le système actuel. L'international paraît être la seule base de relatif consensus.

Dans ce contexte de crise et de floraison de groupuscules politiques, les ESU, qui ne possèdent pourtant pas de programme syndical qui leur soit propre, commencent à conquérir des AGE de province squelettiques, à des endroits où l'UNEF était devenue quasiment inexistante. Les 28 et 29 janvier 1967, le PSU prend le contrôle de l'UNEF, « dans une situation de putsch »<sup>87</sup>, par 190 voix contre 36, dont les trois AGE dominés par l'UEC, et 167 abstentions et NPPV. Vandenburg, lillois d'origine, devient alors président. Roger Barralis revient sur cet épisode dans son interview. Il explique que ceux qu'il qualifie de « gauchistes » n'avaient plus de base dans l'UNEF, et qu'il fallait barrer la route à l'UEC qui montait. Le bureau « Terrel » sortant, lui, aurait été prêt à laisser le syndicat aux « réformistes ». Ainsi en 1967, les Étudiants Socialistes Unifiés deviennent majoritaires dans l'UNEF. Le nouveau BN ne semble cependant pas croire à l'avenir de l'UNEF, et pâtit du manque de réflexion syndicale de son groupe politique. Il tente de synthétiser « ligne du Statut » et « réforme des structures ». Le Congrès de juillet 1967 constate les progrès de l'UEC, qui conquiert huit AGE. Le rapport du bureau est accepté par seulement par 1/10 des mandats, l'UEC en représentant bien plus de 2/3 à elle seule. L'UNEF est désormais un enjeu de lutte PCF/PSU. Ce Congrès vote le retrait de l'UNEF de la CIE pro-occidentale, qui devient désormais membre à part entière de l'UIE. Deux textes principaux s'affrontent, celui mené par les syndicalistes issus ou proches de l'UEC, insistant sur une « ligne syndicale », sur l'action à partir des conditions de vie quotidiennes, et celui des ESU, délivrant une analyse de classe de l'institution universitaire et voulant « résoudre les contradictions inhérentes à l'existence du syndicalisme étudiant », c'est à dire à l'impossibilité qu'ils perçoivent à organiser l'action syndicale d'un groupe qui n'est pas une classe. Trois autres tendances, marginales, présentent un texte : la FGEL, l'AGE de Rennes et les ENS (UJCML). Appuyée par la FGEL, les ESU l'emportent finalement de six voix (127 votent pour leur liste, 121 contre et 40 abstentions et NPPV). Fort de cette victoire, avec le SNESup de Geismar, l'UNEF organise une journée d'action en novembre 1967. L'agitation universitaire est fréquente, ce qui montre, encore une fois, que mai 68

---

<sup>86</sup> Bernard Delmas, dans son interview, fait part du peu d'intérêt qu'il ressentait à participer au Bureau National la seule année où il y fut

<sup>87</sup> *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, PUF, 1983, 205 p.

n'est pas venu de rien. Ce n'est pourtant pas l'UNEF qui est à l'initiative du mouvement de Nanterre, son AGE, tenue par la JCR, étant très faible dans cette université nouvelle. Les dettes du syndicat sont alors égales à son budget. Il n'y a plus de publications. En quelques années, le nombre des AGE a été divisé par deux, tombant à vingt six. Trois groupes politiques se disputent le syndicat : l'UEC, les ESU et le CLER. Les « majos » ne participent plus à la vie du syndicat, et ne font plus remonter leurs cotisations. Le BN perd progressivement le contrôle des AGE, le CLER occupe même régulièrement le local pour tirer des tracts par la force. Le BN de l'UNEF doit même s'expatrier dans les locaux du SNESup pendant quelques jours. En février 1968, la FRUF mène une campagne dans les cités universitaires, là aussi entretenant l'agitation. Ce même mois est lancé le Comité Vietnam. L'Assemblée Générale du syndicat d'avril 1968 est interrompu par l'extrême droite à Paris. Elle est réorganisée à Colombes, ville communiste, avec l'aide du service d'ordre de la JC. Mais cette fois, c'est le CLER qui agresse les autres militants. Comment, dans une telle ambiance de peur, de violence, un militant apolitique pourrait-il rester à l'UNEF? L'heure est déjà à la surpolitisation du syndicat. C'est alors que Sauvageot devient président sans être élu.

Il y a bel et bien une crise identitaire déclenchée avant mai 68, dès le milieu des années 60, concernant ce que doit être le syndicalisme étudiant, voire ce qu'est le monde étudiant en lui même, son rôle dans la lutte des classes. Cependant le sigle du syndicat reste encore, dans la mythologie étudiante, auréolé de prestige. Il reste la seule organisation étudiante à prétention de masse.

### **III) Le Mai lillois, antithèse du Mai parisien?**

#### *1) Les étudiants lillois, des enragés?*

On a parfois donné aux étudiants parisiens le qualificatif d'«enragés». Si Lille accueille son lot d'extrémistes, le contexte est très différent. Ce n'est qu'en solidarité à la répression policière à la Sorbonne que l'AGEL appelle les étudiants lillois à la grève. Mais l'université de Lille est l'avant-dernière université française à le faire, avec Nancy. De plus, dès l'annonce du report des examens, les étudiants rentrent chez eux pour pour jouir de leurs vacances anticipées, ce qui explique pourquoi peu de grandes manifestations étudiantes ont lieu à Lille. De plus, nous l'avons vu, l'AGEL reste puissante, alors que l'UNEF est quasi absente de certaines AGE parisiennes (notamment de Nanterre), ou que ses AGE sont dominées par les « majos ». L'AGEL encadre de fait relativement bien les étudiants lillois, et fait en sorte que les provocations n'aient pas lieu. De plus, elle s'oppose d'ores et déjà parfois à certains mots d'ordre fixés par le Bureau National, préférant, fidèle à ses principes, maintenir des revendications plus largement rassembleuses. Dès avril 1968,

avant les premières manifestations, un tract de l'AGEL-UNEF<sup>88</sup> dénonce la tentative du pouvoir de déstabiliser l'UNEF en surmédiatisant les « majos » et les « prétendus révolutionnaires ». Il dénonce le jusqu'au-boutisme du CLER qui aurait demandé à l'AG de Colombes le boycott des examens, et également Daniel Cohn-Bendit, qui réclame la dissolution du syndicat étudiant. « Le syndicat étudiant, proclame le tract, n'a pas pour vocation à être l'avant garde révolutionnaire de la jeunesse et des travailleurs mais d'organiser les luttes des étudiants pour la défense de leurs intérêts et pour la réforme démocratique de l'enseignement ». Il déplore que la presse, surmédiatisant les affrontements internes, ne délivre pas un mot au sujet des « revendications légitimes » des étudiants.

En mai, à Lille, pas de voitures incendiées, peu de vitrines brisées. Certains reprocheront cela des années aux dirigeants de l'AGEL, mais au moins évitent-ils une répression sanglante comme à Paris. Proches de l'UEC, les dirigeants syndicaux lillois sont convaincus que « le pouvoir n'est pas à prendre ». Savoir s'ils ont raison ou non est un autre débat. Cependant, contrairement à ce qu'on a pu entendre, c'est dès le 6 mai 1968 que l'AGEL-UNEF organise une manifestation et un meeting de solidarité avec les étudiants parisiens, relayant ainsi le mot d'ordre de grève générale étudiante nationale. Le tract distribué par l'AGEL ce jour là précise qu'elle ne partage pas les méthodes de Nanterre, mais qu'elle reste solidaire de l'action des étudiants. Le 7 mai, Jean-François Condette, dans sa thèse, estime le nombre de manifestants à 3000<sup>89</sup>, mais la grève est suivie et appuyée par le SNESup local. Les départements de droit et de sciences économiques sont moins touchés par la grève que les autres. L'AGEL condamne les violences policières, exprime son refus de la sélection, et sa volonté de défendre les libertés démocratiques. Le 8, le campus d'Annappes est désert. Un piquet de grève est installé rue Angellier. « Les étudiants lillois ont défilé pendant 2 heures »<sup>90</sup> et un meeting rassemble 2000 étudiants. Les « anarchistes »<sup>91</sup> essaient de dévier le cortège vers celui des autorités et des anciens combattants. Mais un service d'ordre solide de l'AGEL maintient l'ordre. Les grandes écoles sont en grève, l'association des étudiants en sciences de La Catho, des associations d'étudiants étrangers soutiennent l'AGEL-UNEF. Mais le Bureau est accusé de mollesse. Bernard Delmas est pris à partie durant le meeting. Un partisan de l'extrême gauche veut lire un texte du « Comité de lutte d'Annappes ». On scande « Démission! Traître! » à l'égard de Delmas. Mais les étudiants ne se joignent pas aux agitateurs, et on annonce une manifestation prévue de très longue date, pour l'emploi, le 11 mai. La grève est renouvelée. Un responsable des Étudiants Révolutionnaires propose alors de mettre au vote l'idée que la coordination de la lutte soit faite par un comité élu, et non, comme à l'accoutumée, par le Bureau de l'AGEL. 309 personnes se

---

88 Intitulé « Dans la presse, l'UNEF à la une ». Conservé par Pierre Deblock.

89 Soit 12% du total des étudiants lillois, selon ses calculs.

90 Article de Nord-Eclair du 9 mai 1968.

91 Selon Nord-Eclair

prononcent pour cette proposition, 340 contre. C'est donc au Bureau du syndicat de coordonner l'action. Mais les « révolutionnaires » font tout de même élire un comité. Le 9 mai, le mouvement étudiant faiblit déjà. La grève est prolongée, mais les militants d'extrême gauche demandent le durcissement du mouvement. Le 10 déjà, 1/3 des cours ont lieu. Le 13 mai, l'appel national à la grève générale de 24 heures est relayé. Si le mouvement de grève étudiante n'est pas total, il est relancé par l'entrée en action de la classe ouvrière et de l'ensemble du salariat. A partir du 15 mai, les locaux sont occupés, et la discussion sur des thèmes très concrets s'amorce avec les enseignants. Le 17 mai, la participation étudiante devient une revendication nationale, obtenue à Lille le 23 mai, avec l'organisation d'élections paritaires. Le 22 mai, une motion est votée quant au report des examens. Dès cette date, les étudiants partent progressivement en vacances. Dans un communiqué, le 24 mai, l'AGEL explique que, si l'action a commencé par une simple solidarité avec les étudiants en lutte, elle est désormais lutte revendicative pour une université moderne. Elle se félicite de la création des commissions paritaires. La cogestion est considérée comme une victoire majeure. Mais il faut désormais lutter pour une université démocratique, celle-ci n'accueillant encore que 10% d'étudiants issus de la classe ouvrière. Il faut aussi développer une « formation permanente ». L'AGEL appelle à passer à la troisième phase du mouvement : l'unité avec les salariés. Il faut donc continuer la lutte, tout en se méfiant des « provocateurs ». Ce même jour un meeting d'extrême gauche est organisé. Il ne réunit que cinquante personnes. On y conspue les organisations ouvrières, la CGT, le PCF, mais aussi bien sûr l'AGEL. Mais le mouvement étudiant à Lille, à cette date, n'est déjà plus qu'une simple occupation de la faculté, où se déroulent de nombreux débats, qui mèneront à l'élection de comités paritaires, avec deux cent dix représentants étudiants, dès juin 1968. L'AGEL-UNEF obtient alors 66% des suffrages<sup>92</sup>, preuve de sa représentativité écrasante. Mais l'UER de sociologie boycotte ses élections, sans doute plus marquée que les autres par l'extrême gauche, qui considère déjà que les comités paritaires sont des « organes de cogestion du capitalisme ». Certains des débats qui ont eu lieu dans les locaux occupés inspirent la loi Faure. Malgré la démobilisation étudiante, un bureau « dur » essaie de se substituer au bureau de l'AGEL le 31 mai. Il n'a aucune influence. Des « gauchistes » occupent cependant en permanence le hall de la fac, dans une ambiance plus proche de la fête que de l'action revendicative. Ces individus sont-ils tous étudiants? Sont-ils même tous lillois? De son côté, dès les 4 et 5 mai 1968, la FGEL-FNEF condamne les événements.

Par ailleurs, le mai étudiant nordiste fait vite place à un mai quasiment uniquement ouvrier. Les étudiants, réagissant au début du mai aux événements parisiens, se contentent d'occuper leur fac et se replient sur l'organisation des débats avec les enseignants. Le syndicat semble être resté maître des événements, fidèle à sa ligne

---

92 Jean-François Condette, in *Revue du Nord*, « Autour de mai 1968 : de la faculté des Lettres de Lille à l'Université de Lille : une mutation accélérée (1968-1970) »



« de masse ». Débats qui mènent à d'importantes innovations puisque dès mai, à Lille, avant la loi Faure, les étudiants entrent dans les conseils. La plus grande partie d'entre eux repartent chez leurs parents.

## 2) Un mai nordiste très ouvrier, antithèse du mai parisien

-A Lille, un mai qui ne se déclenche réellement que par l'entrée en action des salariés

Le Mai nordiste est particulier sur bien des points, et pas seulement sur le plan étudiant, où nous venons de voir où qu'il est très modéré. La première manifestation de très grande ampleur, le 11 mai, n'est pas une manifestation étudiante, ni même une manifestation de solidarité avec les étudiants, mais une manifestation prévue par « le collectif de défense de l'emploi dans le Nord Pas de Calais », réunissant les centrales ouvrières et l'AGEL. 30 000 salariés et étudiants défilent. Bien sûr, vu le contexte, les slogans de solidarité avec les étudiants parisiens émergent de cette manifestation. Mais il est très éloquent que ce soit une manifestation qui ait pour thème l'emploi et organisée de très longue date (une autre avait eu lieu en février) qui marque le vrai début de mai 1968 à Lille. Par ailleurs, un dirigeant communiste dira<sup>93</sup>, « personne ne s'attendait à mai 68, sauf les nordistes! ». Derrière l'aspect provocateur de l'expression, il faut se rendre compte que, surtout dans le Nord, les grèves augmentaient depuis plusieurs mois, voire plusieurs années (la grande grève des mineurs de 1963, que l'AGEL soutient). Régulièrement, l'AGEL envoyait des délégations étudiantes soutenir les salariés en lutte<sup>94</sup>. Ainsi, les relations entre le syndicat étudiant lillois et les centrales ouvrières restent toujours bonnes. Les relations demeurent relativement bonnes avec le monde enseignant lillois également, quoiqu'*a priori* parfois hypocrites<sup>95</sup>. Il n'est pas aussi bousculé qu'à Paris, où son autorité est remise en cause, les savoirs et rapports hiérarchiques pédagogiques bousculés.

Ivan Renar<sup>96</sup> donne aussi quelques éléments intéressants dans son interview sur le lien entre étudiants et mouvement ouvrier à Lille. Il se souvient avoir réuni régulièrement à cette époque un « collectif de jeunes responsables », avec des jeunes syndicalistes de la CGT, des responsables de la JC et de l'UEC, des adjoints communistes à la jeunesse, et des responsables de l'AGEL. Ce qui est curieux, c'est que cela n'est rappelé par aucun dirigeant syndical. Mais si ces réunions ont existé, et Ivan Renar se souvient clairement d'y avoir notamment organisé certaines

---

93 *Liberté*, numéro spécial sur mai 68, paru en 1998

94 Interview de Bernard Delmas dans *Espaces Marx*

95 Guy Joignaux se souvient que des enseignants avec qui les relations étaient « polies » durant le mouvement, se sont servis de leurs possibilités de sévir par la sanction scolaire *a posteriori*

96 Il est alors permanent de la Fédération du Nord du PCF pour les questions liées à la jeunesse.

manifestations de mai 68, notamment pour éviter au maximum la violence<sup>97</sup>, cela montre une collusion assez étroite entre le mouvement étudiants et le mouvement ouvrier, via le PCF. D'aucuns peuvent dire que cela permettait au Parti Communiste de « penser à la place des jeunes », mais on peut aussi lire cela comme une volonté d'ouverture vers les jeunes qui, selon Ivan Renar, sont écoutés lors de ces réunions. D'où l'importance des liens humains qui unissaient les communistes et les syndicalistes, membres ou non de l'organisation communiste. Jean-Jacques Potaux se souvient « d'un Parti accueillant envers les étudiants » également. Ivan Renar pense que, dans le Nord, contrairement à ce qui s'est passé à Paris, le PCF ne s'est pas coupé de la jeunesse à l'époque. « Ici, on n'a pas essayé de donner des leçons aux jeunes », conclut-il. Ce n'était peut-être pas la peine d'en donner, en marxisant conséquents, les syndicalistes de l'AGEL les prenaient sans doute eux-mêmes.

Sans doute la présence d'enseignants communistes au côté de dirigeants étudiants communistes et d'une CGT fortement marquée par le PCF facilite-t-il cette symbiose. Symbiose réelle entre les différentes tendances du mouvement syndical, qui est cependant le prélude à une division toujours plus accentuée du monde étudiant.

-A Paris, la rupture UNEF/CGT, rupture entre mouvement étudiant et mouvement ouvrier?

Georges Séguy, le 7 mai déjà, déclare notamment n'avoir « aucune complaisance envers les éléments troubles et provocateurs qui dénigrent la classe ouvrière, l'accusant d'être « embourgeoisée » et ont l'outrancière prétention de venir lui inculquer la « théorie révolutionnaire » et diriger son combat »<sup>98</sup>. « Pour la CGT, la solidarité entre les étudiants, les enseignants reposent sur des principes et une longue tradition qui récusent les provocateurs et les gauchistes donneurs de leçon et destructeurs de l'UNEF », déclare-t-il aussi pendant le moi de mai, ou encore, « le mouvement syndical, majeur, n'a nul besoin d'un encadrement petit bourgeois »<sup>99</sup>, même si sa centrale rappelle sans cesse sa solidarité avec les « revendications légitimes » des étudiants, et appelle à plusieurs reprises à participer aux manifestations, condamnant sans réserve les brutalités policières. Il exprime tout sa sympathie avec « les intellectuels qui se placent résolument du côté de la classe ouvrière ». Le 11 mai à 6h30, le PCF est également le premier parti à réagir aux événements de la nuit. Cependant la CGT privilégie son rôle d'interlocuteur social, et, si elle voit *a posteriori* Mai 68 comme une élévation de la conscience de la classe ouvrière, passe le relais au PCF en ce qui concerne le changement de régime. Ces analyses de la CGT sont bien souvent partagées par l'AGEL, pour qui, nous l'avons vu,

---

<sup>97</sup> Ivan Renar soutient que c'est à cette époque que « le circuit traditionnel » actuel des manifestations a été tracé, pour éviter les débordements.

<sup>98</sup> Cité par Adolfo (D.), dir., *Les Syndicats en France*, La Documentation française, 2004, 176 pages.

<sup>99</sup> Les deux citations sont issues de « le mai de la CGT : les masses en mouvement sans issue politique », de René Mouriaux, in *1968 : exploration du Mai français*, L'Harmattan, 1992, 270 pages,

le mouvement ouvrier reste la référence.

Le BN de l'UNEF est lui bien désinvolte avec « le modèle » ouvrier : pour répondre à un appel de l'UNEF, les dirigeants de la CGT et de la CFDT se rencontrent le 9 mai. Puis ils vont au siège de l'UNEF. Jacques Sauvageot, avec qui ils ont rendez vous, arrive une heure et demie en retard, se permet encore d'émettre de fortes réserves sur le texte proposé par les deux centrales ouvrières, et remet au lendemain la décision. Cela n'empêche pas des manifestations unitaires d'avoir lieu, notamment pour la grève générale du 13 mai, pour laquelle Sauvageot a initialement eu des positions extrêmement exigeantes envers les deux grandes centrales ouvrières, dont la composition uniquement étudiante du cortège, et la vente d'un journal unique, *Action*.<sup>100</sup> La CGT refuse d'abord, mais le consensus est trouvé. Son Bureau Politique condamne la répression et invite les travailleurs à « élever dès ce jour leur vigoureuse protestation et à renforcer leur union pour l'amnistie, pour les libertés syndicales et politiques. » Mais le 22 mai, la CGT refuse de recevoir l'UNEF et le SNESup, qualifiant les dirigeants étudiants « d'éléments trouble, excités, irresponsables, de provocateurs ». C'est la rupture. La CGT ne reconnaît plus, au niveau national, le droit de l'UNEF à parler au nom des étudiants. Le 24, la CFDT refuse de s'associer à la manifestation organisée par la CGT, qui est pourtant un immense succès. Le 25 mai s'ouvrent les négociations de Grenelle, auxquelles l'UNEF refuse de participer. Car les réformes universitaires nécessitant un changement de société, « le régime n'est pas un interlocuteur ». Les centrales ouvrières sont prises à contre pied. L'UNEF appelle à une manifestation d'ampleur (ce sera Charléty). Dans la nuit du 27 mai, la CGT est informée très tardivement de la tenue du meeting de Charléty, très mal ressenti par celle-ci. Il faut souligner que dans de nombreuses AGE de province, même favorables au BN, l'UNEF s'associe encore à la CGT cependant.

Si « la désinvolture, le retard, le désordre des étudiants heurtent de la même manière les deux syndicalistes ouvriers »<sup>101</sup>, la CFDT paraît plus enthousiaste envers le mouvement étudiant, qui la confirme dans ses positions radicales. Elle participe, avec certains militants de FO (dont le secrétaire général, pourtant, prenant contact avec l'UNEF, « ne trouve personne, le rendez vous ayant été oublié par les dirigeants étudiants »)<sup>102</sup>, au grand meeting de Charléty organisé selon les vœux de l'UNEF, où la sociale-démocratie est appelée à la rescousse, avec notamment Pierre-Mendès France, pour la relève politique, poussé par le PSU.

Ces positions nationales de l'UNEF et de la CGT comptent pour beaucoup dans l'exacerbation des tensions internes au syndicat étudiant.

---

100 « Le mai de la CGT : les masses en mouvement sans issue politique », de René Mouriaux, in 1968 : *exploration du Mai français*, L'Harmattan, 1992, 270 pages,

101 « La CFDT en mai juin 68 », Frank Georgi in 1968 : *exploration du Mai français*, L'Harmattan, 1992, 270 pages

102 « Force ouvrière en mai 68 », Alain Bergounioux, in 1968 : *exploration du Mai français*, L'Harmattan, 1992, 270 pages. Page 60.

### 3) *Malgré tout, un mai déclencheur de toutes les tensions dans l'AGEL*

Il n'y a pas d'affrontements violents en mai 68 à Lille. Mais à la marge, des conflits voient le jour dans la direction du mouvement. Bernard Delmas, nous l'avons vu, le 8 mai, est pris à partie par des extrémistes, mais ils sont minoritaires par rapport à ses partisans. Par ailleurs, à partir de la mi mai, les manifestations étudiantes se font rares, même si la fac est occupée. Lors de cette occupation commencent à apparaître des éléments plus radicaux qui s'opposent à la direction de l'AGEL. Bernard Delmas, dans son interview, dira : « Jusque là, on était capable de travailler ensemble sur des bases syndicales, au service des étudiants. Mais les clivages politiques éclatent au grand jour au niveau national, et le travail commun devient de plus en plus difficile, même au niveau local. » La polarisation devient de plus en plus nette entre ceux qui veulent un changement politique, et ceux qui restent fidèles à des revendications syndicales immédiates menant à des réformes, tout en étant politiquement d'accord avec l'idée qu'il faut changer de société.

En effet, les dirigeants de l'AGEL sont en opposition aux méthodes et aux mots d'ordre du BN, qu'ils jugent aventuristes. Ils considèrent également la cogestion comme un acquis des luttes. Ils ne sont pas les seuls à ne pas suivre totalement le BN, puisque les directives nationales du 6 mai ne sont reprises que par dix AGE, alors que quatre déjà expriment leur désaccord public (Nancy, Rouen, St St-Etienne, tenus par l'UEC). Le 22 mai, la rupture nationale entre l'UNEF et la CGT est mal vécue par les AGE les plus proches du mouvement ouvrier. La CGT dénonce « l'incroyable prétention »<sup>103</sup> de l'UNEF à diriger les luttes ouvrières. Rien de tel à Lille. Le 25 mai, l'AGEL réclame une réunion des instances nationales, considérant que le BN prend des décisions sans consulter les AGE. De son côté, la direction nationale reproche à l'AGEL d'être « le maillon faible »<sup>104</sup> qui a « trahi le mouvement révolutionnaire ». Et en effet, l'AGE a défini ses trois principes dans un tract datant du 28 mai : démocratie (c'est aux étudiants de décider de la conduite du mouvement, pas à des minoritaires), une « lutte calme, unie et résolue » (nécessité de recevoir le soutien populaire et de rassembler largement et importance du nombre d'étudiants engagé dans la lutte), « pour des objectifs clairs » (affirmation d'une plateforme de revendications qui ne soient pas politiques, et donc refus des mots d'ordre nationaux). Selon elle, le mouvement est universitaire, pas révolutionnaire. Toujours dans le même tract cité par Jean-François Condette, l'AGEL considère que la lutte a apporté des acquis importants, comme la modification des contenus des enseignements, ou la reconnaissance des libertés syndicales. Elle s'oppose au dénigrement des organisations ouvrières et de leurs « revendications alimentaires ». « Le rôle du

---

103 «L'UNEF et Mai 69» d'Alain Monchablon, in *1968 : exploration du Mai français*, L'Harmattan, 1992, 270 pages

104 L'expression est de Jean-François Condette.

syndicat est de faire en sorte que, dans ce contexte général, les intérêts des étudiants soient pris en compte. Il diffère du parti politique en ce sens que chaque étudiant est libre de choisir entre les organisations politiques existantes ». La thèse de Jean-François Condette est très éclairante quant à la méfiance de l'AGEL vis à vis des gauchistes. Les étudiants lillois, dit-il, ne sont « pas apôtres de la spontanéité révolutionnaire ». « A Lille, on travaille et discute à l'université de demain », faisant référence aux débats organisés à la fac. « Communistes et étudiants issus du milieu ouvrier savaient le prix des études et voulaient une institution qui reconnaisse le prix de l'effort et des diplômes de valeur », et non, comme à Paris, la destruction de l'université bourgeoise. « Les « révolutionnaires », conclut-il, furent souvent les fils et filles de la bourgeoisie en révolte contre la société de consommation ». Et en effet, pour se révolter contre la société de consommation, encore faut-il être d'extraction assez aisée pour avoir accès à celle-ci. A l'image de la CGT, l'AGEL affiche sa préférence pour des « revendications alimentaires ».

Pour Jean-François Condette, les raisons de la modération sont donc de plusieurs ordres. D'une part, un encadrement professoral du mouvement. Les professeurs participent activement aux débats, et y associent les étudiants et leur Association. D'une autre, la faiblesse des « groupuscules gauchistes ». Les étudiants lillois préfèrent la voie syndicale que révolutionnaire. L'AGEL est forte et encadre solidement les étudiants. Enfin, le contrôle ferme de l'AGEL par les communistes, qui orientent le mouvement vers des revendications concrètes, ce qui n'empêche pas l'UEC de pointer la nécessité d'un changement de régime.

Dès mai 1968, la rupture est donc claire entre l'AGEL et le BN. L'AGEL est une « AGE de services », alors qu'au niveau national, il était considéré que c'était de la « collaboration de classe » ou de la « cogestion du capitalisme ». En 1968, les tendances sont d'ores et déjà formés autour d'un syndicalisme « au jour le jour » ou d'un « mouvement politique ». 1968 est donc une coupure dans l'histoire institutionnelle du mouvement étudiant, même si les signes annonciateurs sont antérieurs. Si personne ne croit en la scission<sup>105</sup>, les tensions sont bel et bien là, et dès juillet, les Assises Nationales de l'UNEF à Grenoble les confirmeront et les rendront insurmontables.

---

105 Pierre Herlent : « J'ai aussi peu vu venir la scission de l'UNEF que la scission de la FEN dans les années 90 ».



## **Seconde partie : 1968-1971 : l'heure du choix**

### *I) Vers le Congrès de Marseille et une « nouvelle UNEF »*

La scission de 1971, qui donne naissance à deux organisations portant le même sigle, ne constitue pas le début de la division syndicale étudiante, elle en est plutôt un aboutissement, car nous avons vu que la première scission date de 1962, et que les tensions entre des conceptions différentes du syndicalisme voyaient le jour dès le milieu des années 1960. L'AGEL a alors en permanence une position « combative mais modérée », une « ligne syndicale de masse ». Nous allons essayer ici de détailler le processus final de scission.

## 1) L'évolution de la position de l'UEC par rapport à l'UNEF

Nous l'avons dit, les ESU ont pris le contrôle de l'UNEF en 1967, contrecarrant ainsi des étudiants communistes, qui auraient pu, en juillet, devenir majoritaires. Le contrôle du PSU sur le BN est assez hégémonique, et exclut tout étudiant communiste de celui-ci. Il ne refuse cependant pas la collaboration avec d'autres tendances d'extrême gauche.

Avant mai 1968, les étudiants communistes semblent ne pas engager leur organisation politique en tant que telle dans une bataille de reconquête de l'appareil syndical. Au printemps 1968, suite à une conférence nationale de l'UEC, alors que des communistes engagés à l'AGE d'Orsay de l'UNEF appellent leurs camarades à les rejoindre plus activement pour « sauver le syndicat », le secrétaire général déclare, dans une réunion du Bureau Politique : « Les camarades ont fait leur auto-critique »<sup>106</sup>, ce qui montre bien que la direction politique de l'organisation communiste étudiante souhaite maintenir une distance respectable entre elle et les syndicalistes étudiants communistes. Mais Jean-Jacques Potaux se souvient aussi que Catala, alors secrétaire national, et un autre dirigeant national de l'UEC, sont cependant venus rendre visite aux syndicalistes communistes lillois, dès juin 1967. Mais selon lui, c'est à la demande de ceux-ci, et non à l'initiative de l'appareil. De fait, l'idée que, dès avant 1968, l'UEC aurait fait de la conquête de l'appareil syndical une priorité paraît fautive, même si l'ambiguïté subsiste. Car Jean-Jacques Potaux se souvient tout de même que, de tout temps, des consultations *réiproques* ont eu lieu, des tractations internes. Tout change avec mai 1968. Les événements font prendre conscience aux dirigeants de l'organisation étudiante communiste combien l'UNEF a changé dans sa pratique comme dans ses positions, et, du même fait, combien il peut être important de la reconquérir. A tel point qu'un dirigeant national, au début des années 1970, a pu demander à Jean-Jacques Potaux, alors secrétaire de l'UEC à Lille (et non responsables UNEF) : « Combien as tu de « petits bateaux » ? »<sup>107</sup> On voit là l'écart effectué en quelques années. C'est désormais à l'UEC locale de collecter un maximum de cartes pour maintenir sa maîtrise sur l'AGEL. D'une volonté de séparation nette des deux organisations, l'UEC en est arrivée à une stratégie de conquête du syndicat par les étudiants communistes, passant par un théorique « large rassemblement » des étudiants progressistes. Et en effet, l'histoire de la scission de 1971 peut paraître, à première vue, comme une simple volonté des communistes de prendre le contrôle national d'un syndicat qu'il contrôle au niveau lillois et ailleurs. Les choses sont en réalité plus complexes. Cependant, il faut voir l'importance des simples liens humains, au-delà d'une stratégie manigancée à l'avance. Les militants communistes et

---

106 Interview de Jean-Jacques Potaux.

107 Les « petits bateaux » désignant le nombre de mandats que l'UEC (ou, en théorie, l'équipe de Renouveau) a pu réunir.



syndicalistes, de fait, se connaissent bien, tout comme ils connaissent les enseignants communistes, les syndicalistes CGT. Par exemple, Jean-Jacques Potaux et Pierre Deblock, respectivement secrétaire de l'UEC et président de l'AGEL, vivent l'un à côté de l'autre. Ce genre de proximité humaine, soulignée par Ivan Renar, explique peut être l'impression que les communistes « noyautent » l'AGEL et veulent conquérir l'UNEF pour leur propre compte alors que les militants sont d'origine plus diversifiée en réalité.

## 2) La restructuration de l'UNEF et l'engagement de l'AGEL pour son Renouveau

### -les Assises Nationales de Grenoble

Nous l'avons dit, mai 1968 fait de l'AGEL un « catalyseur » de l'opposition au BN, et d'une certaine tendance que l'on peut qualifier de « syndicale », opposée au Bureau National PSU, mais aussi à la tendance menée par la FER, qui devient l'AJS. La démarcation devient tout à fait nette lors des « Assises Nationales » du mouvement étudiant qui se tiennent à Grenoble, en juillet 1968. Elles se veulent représentatives de l'ensemble du mouvement étudiant (et non seulement de l'UNEF), et le BN y invite les Comités d'action et autres mouvements, constatant que l'UNEF n'a été qu'un « résonateur national »<sup>108</sup> durant les événements. Et effectivement, à de nombreux endroits, notamment à Paris où de nombreuses AGE sont aux mains des « majos », les Comités d'action ont remplacé les AGE traditionnelles. Le BN y présente un projet de « Charte »<sup>109</sup>, ainsi qu'une discussion sur la réforme des structures de l'organisation étudiante. « Il s'agit en quelque sorte d'une refondation permettant de revivifier l'UNEF par l'apport de nouveaux militants issus de l'expérience de Mai 68 ».<sup>110</sup> C'est lors de cette rencontre que, explicitement, les dirigeants PSU du syndicat annoncent que l'UNEF ne doit plus avoir l'ambition de « représenter l'ensemble du mouvement étudiant, mais le mouvement étudiant en lutte »<sup>111</sup>, c'est à dire le futur « mouvement politique de masse » proclamé en décembre 1968, au Congrès de Marseille. Dans *le Monde* du 9 juillet 1968, est expliqué que trois textes s'affrontent aux Assises Nationales de Grenoble, l'un est présenté par les étudiants de l'ex-FER, et demande que l'UNEF conserve ses structures antérieures, et son rôle traditionnel de défense des intérêts étudiants, tout en insistant sur le lien avec le mouvement ouvrier. Elle profite de l'occasion pour créer des « comités de défense de l'UNEF », dont on trouve peu d'échos ensuite. Celui des étudiants proches ou issus de l'UEC, présenté

---

108 Alain Monchablon, « L'UNEF et mai 1968 », in *1968, exploration du mai français*, L'Harmattan, 1992, 270 pages. Page 114.

109 Le lieu des Assises est hautement symbolique.

110 Robi Morder, « 1971 : la scission de l'UNEF », in *La Revue de l'Université*, numéro 10, page 68.

111 Alain Monchablon, « L'UNEF et mai 1968 », in *1968, exploration du mai français*, L'Harmattan, 1992, 270 pages.

par un militant de l'AGE d'Orsay<sup>112</sup>, soutenu par les AGE de Nice, Lille, Nancy et Saint Etienne, proclame que le syndicat doit « soutenir les revendications légitimes de la masse des étudiants et travailler au rassemblement de toutes les forces sociales opposées à l'oligarchie financière. » « Nous assistons uniquement à un dénigrement des organisations de la classe ouvrière, à l'utilisation effrénée de calomnies reprenant les pires arguments de la bourgeoisie ». <sup>113</sup> Celui du BN PSU et des JCR, majoritaire, veut créer « un mouvement politique de masse capable d'entraîner les étudiants à contester le système capitaliste ». Il souhaite la « suppression de la structure sclérosée en corpos et AGE » <sup>114</sup>, considérant que mai 1968 est un débordement des cadres traditionnels, recevant ainsi l'approbation des Comités d'action invités. Il prend par ailleurs position contre « la cogestion qui entraîne l'intégration de l'UNEF dans l'Etat », comme les étudiants de l'ex-FER. Avec réserves, les étudiants proches du PCF l'approuvent, comme « moyen d'action ». Les termes du débat qui mène à la scission sont posés. Les positions exprimées par la direction nationale déservent la direction par rapport aux syndicats ouvriers, puisque désormais même la CFDT émet des réserves quant à la ligne de l'UNEF, ne lui exprimant plus qu'une « reconnaissance affective ».

#### -La fondation de la tendance pour le « Renouveau »

La rupture est par ailleurs à nouveau annoncée par voie de presse suite à une réunion de préparation au Congrès, d'après les souvenirs de Pierre Deblock. Peut-être s'agit-il de cet article de *l'Humanité*<sup>115</sup>, « texte fondateur de « Renouveau » » selon son auteur, qui commence par ses mots « Une grave menace pèse sur l'existence du syndicat étudiant à la suite de la réunion des présidents d'AGE le 1er décembre ». L'AGEL dénonce les pratiques antidémocratiques du BN, et son refus d'engager les luttes. Aucune décision n'a été prise, en effet, sur une campagne de rentrée. Par ailleurs, selon l'article, le BN a invité à cette réunion des éléments extérieurs au syndicat. Il accuse le BN de vouloir « liquider » le syndicat pour construire un « mouvement politique de masse ». A la date de la rédaction, aucun texte d'orientation, à quelques semaines du Congrès, n'a été dévoilé. L'AGEL annonce qu'elle se considère comme en droit, à partir de cette date, de transgresser la traditionnelle discipline syndicale. Elle propose quatre thèmes principaux de réflexion pour le Congrès : critique de la loi d'orientation en tenant en compte ses aspects positifs, l'utilisation de la cogestion pour mieux défendre les revendications des étudiants, l'amélioration des conditions de vie des étudiants, la modernisation et la

---

112 Voir un Rapport des Assises Nationales conservé par Monsieur Bernard Delmas.

113 *Id.*

114 Alain Monchablon, « L'UNEF et mai 1968 », in *1968, exploration du mai français*, L'Harmattan, 1992, 270 pages.

115 *L'Humanité*, édition du 3 décembre 1968. D'après les souvenirs de Pierre Deblock, rédigé par lui et Gérard Malaquin. Conservé par Pierre Deblock.

démocratisation des institutions universitaires, refusant ainsi de travailler en fonction de « buts politiques généraux » pour « intervenir sur les tous les terrains de la lutte des classes ». Elle rappelle son attachement à « l'alliance avec les organisations ouvrières », et refuse la minorisation de l'UNEF qu'entraînerait sa transformation en un « mouvement politique », tout en se démarquant du corporatisme. « L'AGEL réaffirme que les étudiants ont besoin d'un syndicat de masse ouvert à tous, notamment en cette rentrée où mener des luttes revendicatives s'avère indispensable. ». L'AGEL affirme donc clairement sa préférence pour le syndicalisme, refusant toute transformation de l'UNEF en un « mouvement politique ».

La prise de position de l'AGEL est aussi annoncée à la masse des étudiants par voie de tracts. Dans un tract non daté, estimé à décembre 68 par son possesseur<sup>116</sup>, l'AGEL annonce la parution du « Manifeste national pour le Renouveau de l'UNEF » qui définit les points de base de l'action revendicative de l'AGEL. « Ceux qui aujourd'hui proclament que se battre sur le terrain universitaire c'est dévoyer les luttes (...) sont ceux qui ont refusé ces dernières années d'engager des luttes d'ampleur nationale », « les mêmes qui, en mai-juin, ont refusé d'élaborer une plateforme revendicative et d'engager des négociations », laissant ainsi les mains libres au gouvernement. Des AGE « ont décidé de rendre à l'UNEF sa vocation première et d'appeler les étudiants à organiser les luttes ». Refusant l'aventurisme, l'AGEL veut orienter ces luttes sur des « revendications quotidiennes ». Un autre tract<sup>117</sup> estimé de la date 16 décembre titré « L'avenir de l'UNEF » présente « les deux thèses en présence » expose la situation et les deux thèses en présence qui s'affrontent pour le Congrès de Marseille. La position de l'AGEL est qu'il faut « montrer la dimension politique des problèmes étudiants selon la ligne mino traditionnelle ». Cette affiliation à la « mino traditionnelle » est un bel aveu de la modération dont veut faire preuve la direction de l'AGEL. En ne regroupant que des étudiants qui se disent révolutionnaires, poursuit le tract, a direction nationale entraînerait une minoration de l'UNEF, ce qui fera le jeu des « majos » vers lesquels les étudiants se tourneront alors.

L'UEC de Lille se prononce aussi en tant que telle. Elle distribue un petit « 8 pages », estimé par Bernard Delmas<sup>118</sup> au 10 décembre 1968, titré « La transformation de l'UNEF : élévation du niveau des luttes ou opération politicienne? » L'UEC interfère directement dans les affaires du syndicat en reprochant à son BN de vouloir agir en fonction de « buts politiques généraux ». Elle considère que le PSU, de cette manière, trouve une parade à son propre refus de s'allier au PCF. S'appuyant sur le souvenir de Charléty, elle dénonce la collusion entre les « gauchistes » et les réformistes de la CFDT et de la FEN, dont le seul ciment est « l'anticommunisme ». L'UEC annonce d'avance que l'union entre les gauchistes eux-mêmes tournera court,

---

116 Bernard Delmas.

117 Conservé par Bernard Delmas.

118 Le document reste en sa possession.

vue l'impossibilité d'un accord durable entre des maoïstes et les trotskistes. L'UEC conclut en s'opposant à la destruction de la forme syndicale, qui profiterait au gouvernement.

Enfin, l'opposition au BN prend une envergure nationale avec la parution d'un article dans *Le Monde*<sup>119</sup> : « L'AGE de Lille, chef de file de l'opposition au BN de l'UNEF (...) critique vivement (...) la politique adoptée par la direction de l'UNEF. Après les grande luttes de masse de mai/Juin 1968 et avant les élections paritaires, la crise du syndicat est plus grande que jamais. Cette situation est due à l'incapacité de prendre en charge les revendications de la masse des étudiants. Au contraire, elle prétend travail en fonction de buts politiques généraux. Elle est inféodée à un parti politique (...). Le BN veut transformer l'UNEF en organisation minoritaire dans le milieu étudiant (...) ».

#### -L'apparition d'une opposition à la direction lilloise

Mais, estimé à décembre 1968<sup>120</sup>, on retrouve un tract énigmatique signé par des « militants UNEF de Lettres, Sciences, Médecine, Droit et IREPS ». Qui sont-ils? Sans doute des militants des Comités d'Action, proches de l'AJS. Le tract est titré « Pour l'abrogation du plan Fouchet/Faure, pour la sauvegarde de l'UNEF. » Cette « défense de l'UNEF » accompagnée d'une hostilité à la participation accrédite l'appartenance à l'AJS des intéressés. Le tract s'attaque à la direction sortante de l'AGEL, traitée de « bureau fantôme ».<sup>121</sup> Mais la conduite du BN est également jugée « irresponsable », « les étudiants ne formant pas l'avant-garde chargée de faire la révolution à la place des travailleurs. » L'organisation syndicale de masse est défendue, comme les libertés démocratiques. C'est la première expression des militants de l'UNEF qui soit en désaccord avec le bureau retrouvée après 1968.

Une plateforme des étudiants de l'AJS se trouve également dans les papiers conservés par Delmas. Elle se prononce là aussi « contre la participation, pour l'abrogation du plan Fouchet/Faure, pour que l'UNEF soit le syndicat de masse des étudiants ». La signature est « AJS », ce qui montre la collusion assumée entre l'organisation politique lambertiste et cette fraction syndicale. La transformation de l'UNEF en organisation politique serait nocive, pense l'AJS. Ses revendications sont : pour le droit aux études, pour le droit au travail, pour le droit à la qualification, pour la défense de la laïcité, pour la défense des libertés démocratiques, pour l'indépendance du syndicat par rapport à l'état, c'est à dire contre la participation.

On retrouve également un « texte d'orientation syndicale présenté par le Comité d'Action de Lettres, Médecine, Sciences, Sciences économiques »<sup>122</sup>. Fidèle à la ligne

---

119 *Le Monde*, 14 décembre 1968

120 Par Bernard Delmas, qui a le tract en sa possession.

121 Est ce une allusion au fait que le président officiel, Bernard Delmas, ne préside plus vraiment, étant devenu professeur?

122 Conservé par Bernard Delmas.

du BN, ce texte se livre à la dénonciation du PCF et de la CGT. L'UNEF, selon ce texte d'orientation, doit devenir une coordination de comités de base. « L'AGEL a les mêmes intérêts que le gouvernement : isoler l'avant garde des étudiants afin d'entraver le développement des luttes qui risqueraient de les déborder. » « Nous affirmons qu'il y a place en milieu étudiant pour l'organisation politique de masse. » « L'UNEF doit rompre avec le mimétisme avec le mouvement ouvrier qui l'a caractérisée. » Elle n'est pas « l'organisation de tous les étudiants », car la majorité est par essence réformiste.

Deux oppositions apparaissent donc à la direction sortante de l'AGEL, toutes deux incarnées par des comités d'action, mais l'une apparemment proche de l'AJS et l'autre proche du BN PSU.

### 3) Au Congrès de Marseille, la direction de l'AGEL mise en minorité?

#### -Une assemblée générale troublée

L'affrontement théorique entre « organisation syndicale de masse » et « mouvement politique de masse » est désormais en place, avec la question de la participation étudiante pour envenimer le débat. Parallèlement, le BN souhaite détruire le cadre de l'AGE traditionnelle et des corpos qu'elle fédère pour structurer l'UNEF en « comité de base » pour être « au plus proche des luttes étudiantes ». Un comité de base doit réunir les étudiants d'une année, d'un diplôme, d'un site... Bref, autant de comités possibles et imaginables. Ces comités sont des « structures pour la lutte »<sup>123</sup> Les AGE « syndicales » s'opposent à ces modifications, et ne reconnaissent la légitimité que des structures traditionnelles de l'UNEF.

Mais l'équipe sortante de l'AGEL subit une « défaite » pour l'élection des délégués au Congrès, en décembre 1968. La première grande crise lilloise prend en effet place dans le cadre de la préparation du Congrès de Marseille. En même temps qu'il réforme les statuts du syndicat, le BN souhaite intégrer dans la procédure de Congrès de Marseille les Comités d'Action. Cela est cohérent avec sa volonté de faire de l'UNEF « l'organisation des luttes étudiantes », et non le syndicat de la masse des étudiants. Cela lui permet de faire entrer parmi les délégués une foule de gens qui, d'évidence, préfèrent l'activisme révolutionnaire au « syndicalisme alimentaire ». L'AJS et l'UEC s'y opposent déjà. On peut lire dans *Clarté* de décembre 1968 la dénonciation de « la participation envisagée des comités d'Action aux côtés d'AGE régulièrement élues ». Ainsi, à Lille, en décembre 68, les membres des Comités d'Action parviennent à faire venir leurs partisans en « masse » à l'Assemblée Générale chargée de désigner les délégués de l'AGEL, et se font élire, alors qu'ils ne

---

123 *L'Étudiant de France*, février 1969. On lit notamment « l'unité militante ne peut être qu'une structure de base, type comité d'action ou type comité de base ».

sont pas même membres de l'UNEF.<sup>124</sup> Selon Pierre Deblock, le premier vote (à 22h), a été invalidé par l'organisation d'un deuxième vote à 2 heures du matin, imposé par les partisans des comités d'action. Les choses ne sont pas claires... Dans les papiers de Pierre Deblock, on peut trouver une note non datée signée de Bernard Delmas déclarant que 70 voix n'ont pas été prises en compte dans le décompte de l'AG, contrairement à ce qui avait été initialement prévu dans la procédure de vote. Est ce cela qui a fait basculer la majorité? *La Voix du Nord* du 20 décembre donne un décompte des voix : sur quatre cent participants participant à l'AG, le texte du Bureau sortant (« Pour la défense des intérêts de tous les étudiants et une université démocratique ») obtient 159 voix. Celui des CA, « Pour un mouvement politique de masse en milieu étudiant », 176 voix et celui des « trotskistes » 59 voix.

Un tract, estimé au 18 décembre 1968 par Bernard Delmas, déclare que « les militants UNEF Lille ont balayé la poignée de « néomajos » usurpant depuis deux ans la direction de l'AGE pour le compte de l'UEC et du PCF (...). ». Mai « ces fantoches ont dans un premier temps tout fait pour tirer en arrière l'élan des étudiants, et dans un deuxième temps, forts de leurs traditions de bureaucrates réformistes ont tenté une dernière fois d'enliser les étudiants dans les marais de la participation (...). » Le tract est signé par les « Comités d'action ». « L'AG a prouvé que la majorité des étudiants lillois rejettent les vieilles formules de collaboration avec les autorités bourgeoises qui, dans le passé, ont fait preuve de leur faillite. » « Tous les militants et sympathisants résolus à ce que l'UNEF devienne une organisation politique de masse, luttant effectivement contre ce système décadent d'oppression et d'exploitation, sont appelés à participer à l'Assemblée des Comités d'action pour élire la délégation au Congrès de Marseille ».

Un article du *Monde*, du 21 décembre, sous le titre « Lille : renversement de tendances à l'association des étudiants. », dresse un bilan : « Les comités d'action animés par les marxistes léninistes (prochinois) et les étudiants socialistes unifiés viennent de mettre en minorité le bureau de l'AGEL (...). », à l'occasion de l'élection des délégués au Congrès. « La motion des comités d'action a obtenu 176 voix, celle des dirigeants en place 159 voix, et un troisième intermédiaire, 59 voix<sup>125</sup>. » Le nombre d'adhérents est estimé au nombre de 1000. La direction en place envoie des observateurs malgré tout.

#### -La publication du Manifeste pour le Renouveau de l'UNEF

---

124 Plusieurs interviewés ont également le souvenir d'une Assemblée Générale où la direction sortante est d'abord majoritaire, avec les voix de l'AJS, pour maintenir la forme syndicale, puis mise en minorité par un autre vote, par une collusion entre les membres des comités d'action et l'AJS. Mais personne ne sait en rétablir la date. S'agit-il de cette mise en minorité de décembre 68? D'autres évoquent une mise en minorité par un vote commun entre étudiants socialistes et extrême gauche... Autant est-il qu'il semble impossible de rétablir vraiment la vérité historique quant à cet événement... La seule conclusion possible est que, par ce vote, la direction de l'AGEL est mise en minorité de manière inattendue.

125 Probablement celle des étudiants issus de l'AGEL.

Pour le Congrès de Marseille, c'est l'AGEL qui tire, dans sa « Coopé »<sup>126</sup>, les textes « pour le Renouveau de l'UNEF » pour toutes les AGE de France, soit des dizaines de milliers d'exemplaires. Ce document de onze pages<sup>127</sup>, intitulé « Pour la défense de nos intérêts, pour une université démocratique, pour le renouveau de l'UNEF », trace les grandes orientations de cette « tendance syndicale ». Le texte insiste à plusieurs reprises sur la nécessité « d'une grande organisation syndicale ». Si « l'université de classe » est attaquée, c'est sur des revendications immédiates que se pose le texte : « Pour l'amélioration des conditions d'études, pour l'amélioration des conditions de vie, pour la défense et l'extension des libertés syndicales et politiques à l'Université, pour un pouvoir de gestion réel, pour une modernisation effective de l'enseignement, pour l'objectivité de son contenu<sup>128</sup>, pour l'indépendance de l'Université envers les intérêts privés, pour l'augmentation générale des crédits de l'Education Nationale. » Selon le texte, « les dirigeants actuels de l'UNEF suivent une ligne inverse, contraire aux intérêts immédiats et d'avenir des étudiants », auxquels s'oppose « la lutte pour des objectifs globaux ». Pour cette plateforme, le BN veut « saborder le syndicat ». Pour préparer le Congrès, « ils s'appuient sur des éléments étrangers à l'organisation ». L'AGEL déclare que la grande masse des étudiants a intérêt à se battre pour l'amélioration et la démocratisation de l'actuelle université. Mais celle-ci est divisée face à la transformation sociale. Dans ce cadre, « définir l'activité de l'organisation syndicale à partir de préoccupations strictement politiques ou idéologiques, c'est disloquer le nécessaire front unique, que les étudiants peuvent et doivent opposer à la politique universitaire du pouvoir, c'est perpétuer le mythe des « minorités agissantes ». » On voit là la pérennisation d'une orientation « de masse » fidèle à ce qu'était l'AGEL des années 1960 : « l'organisation syndicale doit être largement ouverte sur la base de son programme, de ses options revendicatives et de ses activités. » En luttant pour la démocratisation de l'enseignement, l'UNEF doit lutter pour le bien futur de toute la Nation. Elle doit réaffirmer sa collaboration avec les syndicats d'enseignants et de travailleurs. L'AGEL réaffirme aussi sa vocation internationaliste. « Nous voulons agir pour le renouveau de l'UNEF ».<sup>129</sup> Nous ne pouvons pas ici revenir sur toutes les positions défendues par l'AGEL dans le texte<sup>130</sup>. Retenons cependant, outre ce qui précède, que l'AGEL reproche au BN son comportement pendant mai 68 : aventurisme (« fuite en avant vers un objectif politique incertain »), utilisation politicienne du

---

126 L'AGEL gère une imprimerie coopérative

127 Papiers personnels de Monsieur Pierre Deblock.

128 *Sic*

129 Pour information, voici le plan du texte : I) Les étudiants contre la politique gaulliste à l'université. A) Les causes des luttes de mai. B) Les caractères et les conséquences de l'explosion de Mai à l'Université. II) Analyse critique de la loi d'orientation. A) La prise en compte des revendications de mai. B) Limites et aspects conservateurs. C) Les problèmes qui demeurent. D) Appréciation d'ensemble. III) Défendre les revendications des étudiants. A) Programme d'action syndicale. B) Pour l'université démocratique de demain. C) L'action syndicale. D) Solidarité internationale des étudiants.

130 Mais on peut retrouver en annexe ce texte fondamental.

mouvement<sup>131</sup>, mépris des autres organisations syndicales (« attaques outrancières contre les centrales syndicales ouvrières et les revendications matérielles des travailleurs »). La loi d'orientation est ensuite analysée. La participation et l'autonomie des universités sont accueillies favorablement. Mais ses limites sont soulignées, notamment sur la cogestion. On souligne également les absences : condition de vie des étudiants, moyens financiers, démocratisation de l'enseignement. L'AGEL conclut en disant que, globalement, la loi Faure est une adaptation positive à la société moderne, imparfaite à cause de la nature même du capitalisme. L'avenir dépendra donc des luttes. Après cela, l'AGEL affirme sa volonté de faire avancer les revendications étudiantes, notamment grâce à la cogestion, malgré ses limites, pour réaliser la nécessaire alliance avec les enseignants progressistes. Le boycott laisserait la main libre aux « modérés », c'est à dire les corporatistes. Après l'énoncé en plusieurs pages de son programme revendicatif, l'AGEL préconise « un syndicat de masse », « offensif ». S'ils ne forment pas une classe, il est possible de trouver un ciment commun à tous les étudiants, ce qui nécessite, selon le texte, l'indépendance syndicale. Il faut mettre en avant « les problèmes essentiels et communs ». « Le rejet de toutes les conceptions ramenant l'UNEF à une organisation antisyndicale et minoritaire » répond à cet impératif. L'AGEL réaffirme également, selon le vieux principe « mino » qu'il n'y a « pas de problème étudiant, mais des aspects étudiants de problèmes généraux », et dénonce le corporatisme, d'où la solidarité étudiants-travailleurs. Elle s'appuie également sur l'UIE pour rappeler la nécessité de la solidarité internationaliste.

Ainsi, l'AGE de Lille est l'une des toutes premières signataires de la « plateforme », avec sept autres AGE<sup>132</sup>. C'est cette base de huit AGE qui forme l'ossature des « Comités pour le Renouveau de l'UNEF », qui, dès 1969, forment un « syndicat parallèle », même s'ils font encore partie de l'UN.

### -Le Congrès de Marseille

La délégation de la direction sortante a-t-elle ou non été validée? Les doutes permettent une polémique entre le BN et la direction sortante de l'AGEL. On trouve par exemple une lettre à en-tête de l'AGEL, daté du 28 décembre<sup>133</sup> où Bernard Delmas, alors président en titre de l'AGEL, donne la composition de la délégation : Giraudot (président de la « corpo » de Lettres), Coquart (président de la « corpo » de sciences), Duvet (Secrétaire Générale de la « corpo » de sciences), Deblock (Secrétaire Général de la « corpo » de Lettres), Malaquin (président de la FRUAL<sup>134</sup>,

---

131 Sans doute une référence à Charléty.

132 Brest, Mulhouse, Nancy, Nice, Orsay, Saint Etienne, Toulouse

133 Conservée par Monsieur Pierre Deblock.

134 Fédération des Résidents Universitaires de l'Académie de Lille



et Vice-Président Social de l'AGEL). Un télégramme du 21 décembre<sup>135</sup> délivre également ce texte : « Suite manoeuvres tendant à contester votre représentativité stop je confirme aujourd'hui par voie de presse que vous êtes seuls habilités à parler au nom de l'AGEL pour décembre textes du bureau stop. Delmas ».

Notons que tout cela se déroule sur un fond d'*imbroglio* statutaire à l'AGEL. Bernard Delmas n'occupe plus les fonctions de président depuis la fin de l'année scolaire 1967-1968. Mais Pierre Deblock, encore mineur, ne peut devenir président. Giraudeau aurait donc accepté de faire l'intérim. Bernard Delmas occupe donc le poste de manière fictive jusqu'aux élections de mars 1969.

Non attendus, et de fait, non accueillis, ces délégués partent pour Marseille. Ils sont acceptés en observateurs<sup>136</sup>, mais, selon les souvenirs d'Alain Coquart, ils doivent « voler » une clé pour pouvoir obtenir une chambre où dormir. Ce Congrès paraît être littéralement un « bazar »<sup>137</sup>. Quelques plénières ont lieu, mais, pour la première fois, de nombreuses réunions séparées de tendances ont lieu, parfois à des kilomètres de distance. Alain Coquart se souvient même d'une réunion avec Catala, secrétaire national de l'UEC à l'époque, à la Fédération des Bouches-du-Rhône du Parti Communiste Français. Quand l'UEC quitte la salle du Congrès pour protester contre l'invalidation de trois des huit AGE qui ont signé le texte du Renouveau<sup>138</sup>, la quasi unanimité des délégués restants approuvent le boycott des élections, instaurées par la loi Faure. Après de multiples tractations, la délégation des Comités d'Action de Lille a finalement également été invalidée. D'après les souvenirs d'Alain Coquart, outre le désordre « l'anticommunisme » fait rage dans la salle de Congrès, notamment par une collusion entre les maoïstes et les étudiants socialistes unifiés. Le bureau national, dans une conférence de presse du 15 janvier 1969 peut cependant tirer le bilan : le congrès est « positif sur plusieurs plans : éviction hors de l'UNEF d'associations qui n'avaient plus rien à voir avec l'organisation<sup>139</sup>, quasi unanimité sur la loi Faure, processus amorcé de transformation de l'UNEF. »

*L'AGEN-Inform*<sup>140</sup>, daté du 10 janvier 1969, donne un autre compte-rendu du Congrès. Lors d'un « forum politique », ouvert à tous a priori, le BN aurait failli se faire déborder par les comités d'action. Ce qui est la preuve, selon l'AGEN, que le mouvement politique ne peut pas être de masse, qu'il court forcément vers l'éparpillement puisque ses différentes composantes ne peuvent trouver d'accord. Il n'y a pas de possibilité troisième voie de « mouvement politique de masse », soit il faut devenir une organisation révolutionnaire, soit redevenir un syndicat de masse.

---

135 Conservé par Monsieur Pierre Deblock.

136 D'après les souvenirs de Pierre Deblock, la délégation de l'AGEL est composée de Giraudeau, Coquart, Deblock, Malaquin, Duvet. Mais Michelle Olive-Leclercq se souvient d'y être aussi allée.

137 Interview d'Alain Coquart

138 Toulouse, Lille, Saint-Etienne.

139 Les AGE «majos» sont exclus de l'organisation. Elles ne participaient plus à la vie de l'organisation et ne versaient plus leur cotisation.

140 Bulletin d'informations internes de l'AGE de Nancy. Conservé par Monsieur Pierre Deblock.

Lorsque le BN a été élu, selon la même source, il ne restait que 15 personnes dans la salle. Les « camarades des CA » « ont découvert le monde en mai », tout comme la lourdeur des organisations syndicales. Ils pensent changer le monde en changeant l'université. « Mais en aucun cas la démarche syndicale ne peut être la succession d'actions anticapitalistes : c'est seulement par la défense de leurs intérêts réels (...) que l'UNEF doit rassembler les étudiants, et c'est seulement leurs intérêts qu'elle doit servir... » Le congrès devait tirer le bilan de mai. L'orientation « politique » du mouvement était latente depuis 1967, toujours selon le texte nancéen. « Le BN condamne son propre échec, qui n'a rien de syndical ». L'AGEN déplore les méthodes de préparation du Congrès : convocation trois semaines à l'avance seulement, absence d'élection dans certaines villes (Lyon), refus de donner des cartes. La tenue matérielle a été une mascarade, la direction de l'AGE de Marseille ayant été renversée la veille. La nouvelle direction locale (CA) a déplacé le lieu du congrès à la dernière minute, sans réaction du BN. Le BN a validé des délégués d'AGE qui n'existent plus (Nanterre), ou élus sans Assemblée Générale, tandis que trois AGE « syndicales » sont invalidées (Toulouse, St Etienne, Lille). Pour les deux premières, il y a eu transfert des mandats aux Comités d'Action locaux. A Lille, la direction sortante a été mise en minorité<sup>141</sup> au moyen d'un changement de modalité de vote au milieu de l'Assemblée Générale, d'où l'invalidation des deux délégations. Selon l'AGEN, « les AGE et CA favorables au BN ont moins de mandats que que la tendance syndicale », si les siens avaient été tous validés. L'AJS-FER représente  $\frac{1}{4}$  des mandats soit un nombre de trente. Celle-ci manifeste un attachement au syndicat de masse, mais « unit une conception restrictive et une conception révolutionnaire du syndicat », en défendant uniquement les intérêts immédiats, sans les mettre en perspective avec le reste de la société, selon le bulletin de l'AGEN. Le BN sort élu par une « bien piètre » victoire : 78 mandats pour, 47 contre, 15 abstentions. Ce qui représente  $\frac{1}{4}$  des mandats. « La direction de l'UNEF n'en est pas une. Par la bouche de Barre, le nouveau Secrétaire Général, elle se donne simplement un rôle de coordination (pourquoi pas de boîte aux lettres), elle accepterait de travailler en relation avec un organisme pluritendancier ». Il y a là contradiction avec la conception de « mouvement politique », qui demande une direction politique effective, au sens fort. *La Voix du Nord* du 24 décembre 1968, elle, donne à lire un article dont le journaliste est tout aussi franc. La séance de validation des mandats est qualifiée de « mascarade juridique ». On y observe les « germes actifs d'une scission ».

## *II) Vers la scission*

### 1) L'année 1969, un affrontement public et violent

---

141 C'est donc l'explication « officielle » de la présence de deux délégations à Marseille.

-L'affirmation d'une tendance « syndicale » et la création des Comités pour le Renouveau de l'UNEF

L'année 1969 est une année d'affrontements entre Renouveau, partisans de l'AJS et « Majos » à Lille, comme au niveau national.

Dès le mois de janvier, une déclaration d'un responsable de l'UNEF-Renouveau, répondant à la conférence de presse du BN, annonce la participation aux élections universitaires, et une déclaration des huit AGE<sup>142</sup> dans laquelle on peut lire que « Le 57e Congrès de l'UNEF (...) contredit les aspirations de la majorité des étudiants (...) ». « Ils aspirent à se donner une grande organisation syndicale de masse, combative, qui impulse et coordonne leurs actions ». Le Congrès « n'a été qu'un lieu d'affrontements entre des groupes uniquement soucieux d'utiliser l'UNEF aux fins de leurs objectifs politiques ». « En voulant la transformer en mouvement politique, les dirigeants actuels sabordent l'organisation syndicale. » S'ensuit l'accusation d'avoir préparé le congrès de manière anti-démocratique. Les AGE signataires appellent donc les étudiants à renforcer l'UNEF en continuant et intensifiant leur action « pour la défense des intérêts immédiats et d'avenir des étudiants, pour une université démocratique, pour le renouveau de l'UNEF, organisation de masse ». Cette déclaration est l'acte de naissance officiel des « Comités pour le Renouveau de l'UNEF ».

Très vite, le Bureau National accuse bien sûr la tendance « Renouveau » d'être scissionniste. Et en effet, celle-ci est dirigée par un « Bureau national bis », avec lequel la CGT noue des relations immédiatement, ne reconnaissant pas la légitimité du BN issu du Congrès. Celui-ci reproche à la CGT de collaborer avec un fraction de l'UNEF, mais appelle cependant ses adhérents à nouer des relations privilégiées avec les minoritaires d'extrême gauche du SNESup et du SNES dans *L'Étudiant de France*. Mais retenons surtout que la réforme statutaire qui a lieu à Marseille ne doit pas être sous-estimée. Il est éloquent que *L'Étudiant de France*, naguère organe de l'UNEF, soit sous-titré, pour la première fois, en février 1969, « Organe de liaison et de luttes des Comités d'action UNEF ». Symboliquement, le changement est fort.

Au plan lillois, un tract du 8 janvier 1969<sup>143</sup> donne la réaction de la direction sortante. Il est titré « Y a t il eu un congrès à Marseille? ». « Les dirigeants de l'UNEF, dit-il, et les comités d'action ont tout fait pour empêcher que s'exprime et s'organise à Marseille le syndicat étudiant. » Outre les récriminations habituelles, le BN a fait en sorte que les Comités d'Action quittent le Congrès pour qu'ils lui laissent la majorité, se complaisant dans des manœuvres permanentes. Il affirme sa « volonté de transformer l'UNEF en mouvement politique dit de masse, sans l'appui des étudiants, au profit exclusif d'un groupe politique. » Ce Congrès consacre, selon l'AGEL, la faillite de la conception de l'UNEF comme organisation politique car les

---

142 Papiers personnels de Monsieur Pierre Deblock.

143 Conservé par Monsieur Pierre Deblock.

Comités d'action explosent vus leurs visées idéologiques différentes. L'AGEL se prononce « pour la défense des conditions de vie et d'études, pour la liquidation du salariat étudiant, pour la défense et l'extension des libertés, pour un pouvoir de gestion réel, pour l'indépendance de l'Université face au patronat, pour l'augmentation du budget... ». Les comités d'action lillois réagissent par un tract le 9 janvier 1969<sup>144</sup>. Son titre est « Marseille : premiers jalons vers l'unité ». La « lutte politique de masse » nécessite une unification politique sur des bases claires : anticapitalistes, anti-impérialistes, contre l'université de classe, pour le socialisme. C'est cette base qui a été défendue par l'AGEL par les votes des AG des 17 et 18 décembre. L'UEC est qualifiée par le tract d'« appendice groupusculaire du PCF », qui maintient son « attachement mystique au grand syndicat de masse étudiant » pour cacher sa volonté de continuer sa politique de « collaboration de classe ». Elle n'est que « camelote social-démocrate au niveau des luttes »<sup>145</sup>. Le Mouvement de la Paix est qualifié d'« organisation pacifiste bourgeoise ». L'UEC est ainsi l'allié d'Edgar Faure pour empêcher le mouvement révolutionnaire de progresser. Selon le tract, l'UEC ne dirigerait plus que deux AGE. Mais c'est suffisant pour que celle-ci se soit livrée au « sabotage systématique du congrès ». L'AJS est un « groupe sectaire », qui ne dispose que d'une seule AGE, Clermont Ferrand, « de plus en plus collusoire avec l'UEC ». Mais les Comités d'Action dénoncent aussi le BN de l'UNEF, dont le « soucis principal était de conserver son pouvoir bureaucratique dans l'UNEF au bénéfice de la crédibilité du PSU ». Il s'est livré à l'« invalidation scandaleuse des Comités d'Action lillois, seul moyen pour Sauvageot de conserver sa place ». Les Comités d'Action « sont les véritables forces vives du mouvement ». « La délégation des Comités d'Action mandatée statutairement par les étudiants lillois eut la désagréable surprise de trouver à Marseille une délégation UEC s'auto-proclamant représentative de l'AGEL. Alors qu'à Lille, il n'y avait eu aucune contestation sur la victoire des CA, ces imposteurs présentaient une série de faux grossiers qui furent facilement démasqués. » Voilà la donc la vision des choses des Comités d'Action, qui dénoncent pêle-mêle BN, UEC, AJS... Qui sont-ils alors à Lille? Peut-être des maoïstes, voire des étudiants non-organisés. Le 15 janvier 1969, un tract de l'AGEL-UNEF<sup>146</sup>, après être revenu sur les manoeuvres « stériles » de certains groupes, annonce implicitement la création des Comités pour le Renouveau de l'UNEF implicitement : elle affirme sa « volonté de coordonner (ses) forces pour sauvegarder l'organisation de lutte de tous les étudiants qui veulent agir pour leurs revendications, la direction nationale refusant de jouer ce rôle (...) ». Elle fait part de la décision de présenter des listes d'action syndicale et d'organiser une campagne revendicative début février. Et si les « majos »

---

144 Nota : toutes les dates de tracts sont des estimations de Pierre Deblock ou Bernard Delmas, qui les ont en leur possession.

145 On ne peut que citer le slogan de ces Comités d'Action, scandé dans les Assemblées Générales, rappelé par Jean-Jacques Potaux « Des gommes, des crayons, vive la révolution », se moquant ainsi des revendications alimentaires de la « tendance syndicale ».

146 Conservé par Bernard Delmas.

ont repris de l'audience, dit le tract, « c'est parce que depuis trop d'années certaines directions de l'UNEF ont négligé les intérêts des étudiants au profit de bavardages sur le capitalisme. » « Seules les huit AGE » défendent une conception combative de la cogestion. L'AGEL critique aussi le refus de tous contacts avec les pouvoirs publics.

De son côté, à partir de début 1969, le BN se livre à une polémique avec « les communistes de Renouveau ». *L'Etudiant de France* sert de tribune au BN PSU. Le numéro de février 1969 assimile comme « menteurs » *France-soir*, *l'Humanité* et *Le Monde*. Cette assimilation sera reprise en octobre. Cela est récurrent puisque le numéro de mars<sup>147</sup> consacre une pleine page à la dénonciation des Comités UNEF-Renouveau<sup>148</sup>. Les communistes y sont accusés d'avoir freiné le mouvement de mai, « se coupant de la masse des étudiants en lutte ». La participation, selon le BN, est alors un alibi pour « effectuer la jonction avec les étudiants non-conscients » dans les urnes. Les dirigeants syndicaux accusent les militants de Renouveau « d'usurper le sigle de l'UNEF » quand ils se présentent aux élections, et même de contribuer à isoler le mouvement étudiant.<sup>149</sup> « Tout est prêt pour la scission », conclut l'auteur de l'article s'appuyant sur le changement d'orientation au SNESup par une alliance « communistes/conservateurs de gauche ». Sur la même page est reproduite une lettre de Jacques Sauvageot à Georges Séguy, contestant le dialogue qui s'est instauré entre la CGT et l'UNEF-Renouveau. Il affirme en même temps la possibilité d'exprimer sa propre ligne dans l'UNEF. En novembre, le ton monte encore, le premier article de *L'Etudiant de France* du mois proclame : « Les scissionnistes de l'UEC ont montré ce qu'ils étaient, les cautions du pouvoir au sein des conseils. Ce ne sont pas leurs misérables journées d'action et pétitions qui permettent de lutter avec efficacité contre l'Université de classe. » En avril 1969, le Collectif National de l'UNEF vote une motion menaçant d'exclure de l'UNEF tout militant se présentant aux élections universitaires, considérant qu'il s'agit d'une rupture de la discipline syndicale. Les AGE dominées par l'AJS s'y opposent, au nom du droit de tendance. Mais, quelques mois plus tard, le BN fait marche arrière à l'Assemblée Générale de Dauphine, considérant alors « nécessaire de tenir compte de la masse des étudiants trompés ou rejetés dans les bras du réformisme par nos erreurs ». Il est vrai que la participation atteint 52% lors des premières élections universitaires<sup>150</sup>, malgré les violentes campagnes contre elles. Mais elle descend en-deça de 40% dans certaines UER, notamment en sociologie. La motion d'exclusion est donc rejetée. Cependant, on voit de moins en moins bien comment l'unité du syndicat peut être maintenue.

Entre temps, le BN perd progressivement son pari de faire entrer dans l'UNEF

---

147 Alors qu'il n'est qu'un simple quatre pages, comme la majorité des numéros de la revue à partir de cette époque.

148 Chaque fois qu'y sont cités le PCF et l'UEC, le "C" y est mis entre guillemet... (UE"C" et P"C"")

149 Selon eux, les travailleurs se désolidariseraient des étudiants par les consignes participationnistes de la CGT et de *l'Humanité*.

150 Jean-Philippe Legois, *100 ans de mouvements étudiants*, « les années 1968, du passé faisons table! ? », coll. Germe, Éditions Syllepse, 2007, 434 p.

d'autres militants : la plupart des comités d'action, les étudiants de la LCR et une bonne partie des maoïstes (sauf localement) quittent l'UNEF entre décembre 1968 et 1970... Ils considèrent que l'UNEF n'a plus d'utilité, et préfère se consacrer au travail politique dans leurs organisations respectives.

-L'entrée en violence, le siège de l' « U1 » par les opposants à la direction de l'AGEL

Le 28 janvier, un tract de l'AGEL-UNEF revient sur la campagne revendicative organisée par les « huit AGE ». Elle a pour thème la lutte contre la dégradation des conditions de vie, pour des mesures en faveur des étudiants salariés, pour l'amélioration de l'encadrement pédagogique. Selon la direction sortante, les Comités d'Action veulent empêcher la tenue de cette semaine revendicative. Pour cela, ils ont essayé d'interrompre « une réunion de travail syndical », défonçant notamment la porte de la salle. Puis, le tract accuse les comités d'action de se livrer à des agressions physiques contre des militants de l'AGEL. « Une telle action justifie certes l'appellation de Comités d'action, mais pourquoi pas section d'assaut ? » Comme ils l'auraient fait déjà dans d'autres « AGE syndicales », les comités d'action ont ensuite occupé les locaux. « Ils se transforment ainsi en véritables commandos paramilitaires, cherchant à enrayer le développement de luttes organisées. » Un tract estimé au 30 janvier nous apprend que les Comités d'Action occupent déjà deux salles de l'U1 de force depuis novembre.

Un article du 29 janvier 1969<sup>151</sup> informe que « procommunistes et « gauchistes » s'affrontent au siège de l'AGEL ». Les « étudiants communistes et sympathisants » avaient organisé, samedi et dimanche, un « stage de formation de militants », où ils n'ont invité que les militants favorables à leurs thèses. Les partisans de la ligne « révolutionnaire » du BN et des membres des Comités d'Action se réclamant de « diverses chapelles d'extrême gauche » ont voulu y participer de force. « Dans un tract signé « des militants de l'UNEF », il est vertement reproché aux « UEC et comparses » qualifiés en l'occurrence de « bureaucrates » qui se comportent « comme des petits PDG à l'égard des étudiants » et de « délateurs » pour avoir fait appel à la police « pour dégager l'U1 ». Le tract dénonce « les comités pour le renouveau de l'UNEF » annoncés par les huit AGE « pro-communistes ». Il invite à une Assemblée Générale dans les locaux occupés. Dans *Liberté*, cité par le journaliste, on peut lire la version du bureau : « les militants des « comités d'action », qualifiés d' « enragés », « d'énergumènes se réclamant de l'anarchisme et du trotskisme » et de « faune d'individus pour lesquels les intérêts étudiants n'ont aucune importance » y sont vigoureusement fustigés. On leur reproche « d'utiliser des méthodes fascistes » et notamment d'avoir « menacé, blessé et matraqué des responsables et militants du syndicat étudiant régulièrement élus ». Ils sont accusés « d'avoir roué de coups un

---

151 Origine inconnue, peut-être *La Voix du Nord*, conservé par Monsieur Pierre Deblock

militant syndical communiste à la sortie d'un lycée lillois ». Ce dernier aurait été conduit au CHR, selon le journal de la Fédération du Nord du PCF. Il s'agit de Lionel Leschaeve, responsables du SNES pour les surveillants de lycées, fils du responsable départemental de la CGT. Un article, lui aussi d'origine inconnue, du 30 janvier<sup>152</sup> explique que « un groupe de militants des Comités d'action a occupé les locaux du siège social de l'AGEL et a hissé un drapeau noir et un drapeau rouge » dans le hall d'entrée. Tentant de faire constater l'occupation par un huissier, la direction de l'AGEL se voit être empêchée de pénétrer dans le siège. Elle transfère provisoirement son siège dans un café, place Philippe le Bon. Le 2 février, *Nord Éclair* titre « les élections, seul moyen de dénouer la crise de l'AGEL ». Le journaliste rend compte de deux conférences de presse. Le bureau sortant affirme que « tant que les élections n'ont pas eu lieu, (il est le seul) représentant de l'AGEL ». Le « comité exécutif provisoire » soutient, lui, que « l'ex bureau a été démis », et qu'il a été élu avec la mission d'organiser les élections au plus tôt. » Pendant ce temps, l'AGEL continue sa campagne revendicative, qui est, selon elle « bien perçue ». Toujours dans le même article, Bernard Delmas dément le fait que l'AGEL soit noyauté par les communistes : « On dit que nous sommes tous communistes. C'est faux. Il y a parmi nous des socialistes. Un tel est à la Convention<sup>153</sup>. Telle « corpo » compte surtout des chrétiens. » Le comité exécutif provisoire, de son côté, rapporte à la presse : « Les comités d'action n'ont pas participé à cette affaire<sup>154</sup>, qu'ils ont apprise par la presse. L'occupation de l'U1 n'a même pas donné lieu à violence. C'est par manoeuvre politique que la CGT établit une liaison entre l'occupation des locaux, le travail des comités d'action et cette agression. » « Mis en minorité au cours de deux AG en décembre, le bureau de l'AGEL n'a plus d'existence légale ». Le comité exécutif regroupe les représentants des « quatre tendances »<sup>155</sup> des Comités d'Action, le président de l'UGE et deux anciens du bureau de l'AGEL. Il doit saisir la commission de contrôle pour être reconnu par le BN. Notons qu'on apprend ici que l'UGE, qui rejoindra, au niveau national, plus vite Renouveau que le reste du syndicat, est ici du côté des Comités d'Action. Toute cette agitation n'empêche pas l'AGEL de se livrer à la campagne revendicative annoncée mi janvier<sup>156</sup>, ni d'annoncer la présentation des listes « Défense des intérêts des étudiants/Université Démocratique » aux élections universitaires.

Le 30 janvier, un article de *Nord Matin* titre « Un comité exécutif provisoire « démissionne » le bureau de l'AGEL et veut organiser de nouvelles élections avant la fin de février. » « Les comités d'action maoïstes (auxquels se sont ralliés les anarchistes) occupent toujours le siège de l'AGEL ». « Les militants de l'AGEL et le

---

152 Conservé par Monsieur Bernard Delmas.

153 Est ce une allusion à Gérard Malaquin?

154 Il est question de l'agression de Lionel Leschaeve

155 Lesquelles? Cela n'est précisé nulle part.

156 La Voix du Nord, 26 et 27 janvier 1969

bureau « démissionné » (composé de communistes et catholiques) continuent leur action militante dans les facs, notamment pour les listes « Défense des intérêts étudiants » qu'ils présentent aux élections universitaires ». Les putschistes disposent des locaux, du matériel, mais ils n'ont pas encore la signature officielle. Une Assemblée Générale a élu mardi soir un comité exécutif provisoire, utilisant des statuts de 1930. D'après un communiqué du comité provisoire : « Cette assemblée constatant l'absence totale de vie démocratique à l'AGEL (...) a décidé la démission du bureau de l'AGEL, désigne un comité provisoire pour organiser au plus vite des élections. » Il annule les décisions prises par le bureau depuis mi décembre. L'UD-CGT annonce par ailleurs son soutien à l'AGEL.

Par ailleurs, dans *Nord Éclair* du 1er février 1969, on apprend que le personnel salarié de l'U1<sup>157</sup> demande aux étudiants de faire cesser la situation, ne sachant plus de qui il doit prendre des ordres. Le comité provisoire refuse de s'occuper des tâches de gestion. Dans le même journal, on apprend que le cartel des techniciens supérieurs de l'AGEL soutient le bureau sortant. Ceux-ci apparaissent comme une pièce maîtresse du dispositif de Renouveau. Ivan Renar se souvient que « les TS d'Armentières faisaient basculer les majorités ».

#### -La querelle des statuts et les premières élections

Dans l'article de *Nord Éclair* du 2 février 1969, on observe une volonté commune d'organiser des élections lors de l'occupation du local, mais le Bureau sortant veut garder les statuts de 1953, où chaque section syndicale (ou « corpo ») désigne un administrateur par tranche de cent au dessus de vingt cinq adhérents. Le comité provisoire, comme les « majos », souhaite que cela soit fait selon les statuts de 1930, où chaque étudiant vote pour une liste de vingt cinq administrateurs pour la ville. Selon le comité provisoire « les élections que l'ex-bureau veut organiser le 20 février seront cassées. » En effet, dans le conflit qui les oppose aux « majos », sur lequel nous reviendrons spécifiquement plus tard, les statuts de 1953 ne sont pas reconnus comme valables par le tribunal. Par ailleurs, le bureau sortant déclare illégitime l'AG qui l'a démis : « L'assemblée générale de mardi n'a pas été convoquée valablement. Nous sommes certains qu'«ils» n'ont pas réuni le quart des adhérents. D'ailleurs, le contrôle des signatures *a posteriori* n'a rien de significatif ». « Jamais nous n'avons refusé d'organiser les élections. Chaque fois nous en avons été empêchés à cause du procès intenté par les « Majos » ».

Les élections sont organisées en mars. Dans un tract AEL-AGEL-UNEF<sup>158</sup> concernant celles-ci, la direction sortante explique pourquoi elles n'ont pas été organisées avant, alors qu'elles auraient dû l'être depuis novembre-décembre 1967. Selon elle, l'affrontement judiciaire provoqué par les « majos », puis les événements

---

157 L'AGEL salariée en effet plusieurs personnes, dont un comptable.

158 Conservé par Monsieur Pierre Deblock.



de mai 1968, en ont empêché la tenue. Le tribunal a donc fixé la date du 6 mars pour ces élections, qui ont lieu sur la base des statuts de 1953. Le programme pour le Renouveau de l'UNEF est joint au tract, on peut le consulter en annexe. En gros, selon la direction sortante, les « majos » veulent réduire l'AGEL à une simple amicale. Les Comités d'Action n'ont que des ambitions politiques. Le bureau sortant défend le « syndicat de masse » et les « revendications étudiantes », tout en montrant leur « dimension générale ».

On peut également retrouver une « plateforme syndicale pour les élections au CA de l'AGEL » dont les auteurs s'opposent à la participation. Pour celle-ci, l'UNEF doit cependant « garder sa vocation d'organisation de masse »<sup>159</sup>. Le texte se positionne « pour le droit aux études, pour le droit au travail, pour le droit à la qualification, pour la défense de la laïcité, pour la défense des libertés démocratiques », contre la participation. Il annonce la construction dans les luttes de Comités UNEF groupant syndiqués et non syndiqués, et promet une Assemblée Générale toutes les six semaines.<sup>160</sup>

Pour la première fois lors de ces élections probablement, les parties en présence se livrent à « une course à la carte » pour peser plus lourd lors de la consultation. Outre les techniciens supérieurs déjà cité, Ivan Renar se souvient d'avoir fait adhérer le plus massivement possible des enfants d'adhérents du PCF à cette époque.

Un document<sup>161</sup> titre également « Éléments pour l'AG du 4 mars 1969 ». Cette AG semble être convoquée par des syndicalistes issus de l'AJS. On y observe que « les dernières AG effectuées par les comités d'action ont montré à beaucoup de militants la nécessité d'une certaine organisation. » La direction sortante de l'AGEL est accusée de refuser d'informer les adhérents par la rétention de *L'Étudiant de France*. Le document analyse sa volonté de faire voter les adhérents par sections comme une volonté de « morceler les luttes », « faire invalider à coup sûr les élections en mars ou avril pour de nouveau attaquer en justice en cas de défaite ». Il reproche à la direction de l'AGEL de ne pas utiliser « les concepts de classe » et d'avoir une « pratique corporatiste ». Le papier est signé « UNEF-UGE ». Ce qui confirme que la tendance « AJS » est surtout développée, à Lille, en grandes écoles.

Les résultats sont sans appel, et sont délivrés par *la Voix du Nord* du 8 mars 1969 : « La tendance de gauche UNEF Renouveau s'assure une courte majorité (11 sur 21) au Conseil d'administration de l'AG des Étudiants de Lille ». « Courte majorité » très nette en fait, si on prend en compte le fait que « majos » et Comités d'action ne peuvent pas s'unir. Cependant, les résultats sont déjà contestés en droit et médecine. De plus, les cartes n'ont pas été remises dans certaines sections, favorables à Renouveau dans leur majorité<sup>162</sup>. Le journaliste constate par ailleurs que le nombre

---

159 De fait, il s'agit d'une plateforme d'étudiants issus ou proches de l'AJS.

160 Signé Leduc (Maths), Leborgne F. (Physique), Gerber G. (Chimie), Pannequin (Psycho), Bosquart (Psycho philo socio), Caullier B. (Lettres Modernes), Carre G. (Sociologie)

161 Conservé par Bernard Delmas.

162 ENSAIT, Lettres, Lycée Baggio, Sciences économiques, Dunkerque, Calais, Hénin Liétard, Béthune

d'adhérents est tombé à 1200 sur 31 000 étudiants, alors qu'ils étaient « naguère » 7000 sur 18 000. Il y a moins de 1000 votants à cette consultation. « L'AGEL fait aujourd'hui figure de minorité agissante, écartelée entre plusieurs factions hostiles » Les « comités d'action » de tendance « gauchiste » obtiennent cinq sièges, tous en grandes écoles. Ce qui renforce l'idée que l'UGE, à Lille, leur est acquise, encore que, dans ces sites d'enseignement supérieur, ils n'ont aucun candidat contre eux. « Les anarchistes du groupe « Attila » dont le seul « programme » est la « destruction de l'université et la démolition de l'UNEF » et les autres extrémistes de l'ex-FER dissoute, devenue AJS peuvent, d'autre part, mesurer leur peu d'audience à Lille : ils n'ont aucun élu. » Les « majos » obtiennent quatre sièges, tous en droit, pharmacie et médecine. En sciences économiques, pour l'anecdote, un élu « antiparticipationniste » obtient assez de suffrages pour être élu, n'appartenant à aucune des tendances affirmées. Avec onze sièges, « la tendance Renouveau recueille les fruits de sa prudence ». René Giraudeau, président de l'AESL, peut donc briguer la présidence.<sup>163</sup>

Ce qui est chose faite lors d'un Conseil d'Administration du 8 mars 1969<sup>164</sup>. On y procède à l'élection du Président de l'Association. Deux candidats se manifestent : Giraudeau et Drieux. Avec treize suffrages exprimés, Giraudeau obtient onze voix, et Drieux deux. Giraudeau est donc élu au premier tour. Tous les membres du Bureau sont élus avec 11 voix dès le premier tour<sup>165</sup>.

Il faut mettre tous ces événements dans une ambiance d'affrontements permanents, de surenchères de part et d'autre. Les deux camps se détestent réciproquement, quoique tous deux « révolutionnaires ». Pour les communistes, les « gauchistes » sont des « surexcités qui font des AG tous les jours », des étudiants qui sont devenus révolutionnaires du jour au lendemain<sup>166</sup>, souvent suspectés d'être

---

163 Résultats détaillés, tirés de l'article de *la Voix du Nord*

Lettres : Giraudeau, Malaquin, Deblock, Lefebvre, élus chacun avec plus de 150 voix, pour Renouveau. Comités d'action : 17 à 57 voix. Antiparticipationnistes : 57 à 50 voix. Majos : 6 voix. Attila : 4 à 27 voix.

Sciences : Duvet, Cartigny, Legoff, plus de 56 voix chacun, pour Renouveau. Comités d'action : 42 voix à 1 voix. Antiparticipationnistes : 34 à 27 voix. Attila : 1 voix.

Médecine : Despierres, Drieux (Majos, plus de 80 voix chacun). Comités d'action : 69 à 64. Unef Renouveau : 19 à 17.

Sciences économiques : Rousset (anticparticipationniste, 55 voix). Renouveau : 9. Attila : 7. Comités d'acion : 3.

Droit : Demandrille (27 voix, majo). Gauche : 18 voix.

Valenciennes : Capon (26 voix, Unef Renouveau).

Armentières : Dieuset et Degraeve, chacun plus de 80 voix (UNEF Renouveau).

Prépas Faidherbe : Ficheux (13 voix, Renouveau). Comités d'action : 4 voix. Attila : 1 voix.

ISEN : Dubois (26 voix, Comités d'action),

ENSA : Nowak (26 voix, comités d'action)

EDHEC : Befort, président de l'UGE (18 voix, comités d'action)

ENSCL : Garnier (21 voix, Comités d'action)

ESJ : Pavy (21 voix, Comités d'action).

164 Lettre de l'AGEL, « extrait de délibération du CA en date du 8 mars 1969 ». Conservé par Monsieur Pierre Deblock.

165 Pierre Deblock est Secrétaire Général, Gérard Malaquin est premier Vice-Président, Bernard Cartigny, Vice-Président Universitaire, Josette Le Goff, trésorière, Jean Raymond De Graeve, Vice-Président Jeunesse, Gérard Duvet, Vice-Président information.

166 Interview de Jean-Jacques Potaux.

« petit-bourgeois ». La raison des affrontements échappe même parfois aux protagonistes eux-mêmes. Jean-Jacques Potaux se souvient « d'avoir monté la garde de l'U » pour le dimanche de Pentecôte... sans se souvenir de la raison. Mais il se souvient des « extrémistes » qui bousculent les meetings du PCF, leur jettent des tomates à la figure... Parfois, ce que propose la direction de la « corpo » est refusé, sans que rien d'alternatif ne soit proposé. Quarante ans après, la tension est encore palpable.

## 2) Vers le Congrès d'Orléans

-A Lille, des élections, encore des élections...

Après sa victoire, la direction sortante se remet à la tâche.<sup>167</sup> Outre la conduite des luttes (notamment un mouvement pour défendre la seconde langue), Pierre Deblock annonce aux adhérents sa volonté de mettre en oeuvre « leur conception syndicale ». Il annonce la manifestation du 1er mai et une nouvelle initiative du « comité régional pour l'emploi ». La direction de l'AGEL a l'ambition de faire exister des « comités d'amphi », regroupant des non-syndiqués pour être plus proche des étudiants. Ceux-ci doivent notamment débattre de l'action des élus dans la cogestion. Le rôle de la « Corpo » ou de la section syndicale est d'être un organisme de centralisation, de donner des revendications à dimension de la « fac ». Ils sont composés de militants adhérents à l'AGEL. Pierre Deblock fait aussi allusion à la vente de bons de soutien à l'UNEF Renouveau, qui doit tenir ses Assises le 30 mars 1969. Mais les luttes ne sont pas oubliées, un calendrier d'actions est joint : manifestation pour l'emploi, référendum<sup>168</sup>, collage..., outre le travail d'informations syndicales traditionnel. *La Voix du Nord* du 23 septembre 1969 rend compte d'une conférence de presse de l'AGEL. Le président est alors Pierre Deblock<sup>169</sup>. Il parle au sujet des termes habituels : ségrégation sociale, nécessaire union étudiants/travailleurs, revendication de l'allocation d'études et de la construction de logements. Pierre Deblock demande également la non-ingérence du patronat dans la fac. « L'AGEL défendra la sécurité sociale et la MNEF contre les coups conjugués que leur portent le pouvoir, les gauchistes du BN et les « majos » de Lille. » « Nous avons été élus en mars sous contrôle judiciaire, nous représentons les étudiants de Lille. Face aux gauchistes et aux « majos », face aux organisations gouvernementales, nous avons rédigé le texte d'orientation qui sert de plate forme pour la création des Comités UNEF pour son Renouveau. »

Au plan électoral, Renouveau ne peut que se voir confirmée dans sa politique de participation aux élections universitaires de l'année 1969. En sciences, avec 34,2% de

---

167 Lettre de Pierre Deblock aux adhérents du 16 avril 1969. Conservé par l'intéressé.

168 Renouveau s'engage clairement dans la campagne pour le NON, reprochant sa réserve au BN...

169 Pierre Deblock a donc été élu entre mars et septembre, mais rien ne permet de dater plus précisément.

participation, bien que le quorum ne soit pas atteint, elle obtient sept sièges en Mathématiques, neuf sièges en physique, treize en chimie. Elle n'est battue que par une liste « sans étiquette » en biologie, où elle n'a que deux sièges. En Lettres<sup>170</sup>, la participation oscille de 0<sup>171</sup> à 64% selon les UER. En philosophie, « Université démocratique »<sup>172</sup> obtient trois élus. En psychologie, trois élus UNEF également. En géographie, elle obtient cinq élus contre quatre à une liste « indépendante ». La sociologie se distingue par l'absence de listes. Dans l'UER d'Etudes méditerranéennes et latino-américaines, huit élus indépendants contre cinq pour l'UNEF. En Histoire, « Action technique et politique »<sup>173</sup> obtient quatre élus, « Pour une interprétation positive de la loi d'orientation » six, et Renouveau sept élus. En médecine<sup>174</sup>, avec 65% de participation, elle n'obtient que deux sièges, contre un à la FNEF et trente sept à l'association Corporative de Médecine de Lille<sup>175</sup>. Mais le terreau n'est pas favorable...

Nous avons vu que des élections internes ont eu lieu à Lille en mars 1969, dans un climat de violence et de peur de l'autre. Si elle consacre la victoire de la direction sortante, elles sont cependant contestées pour des raisons statutaires, pour des irrégularités de scrutin et parce que les cartes n'ont pas été remises dans certains sites. De plus, l'AGEL perd son procès en appel<sup>176</sup>. Les statuts de 1953 sont pas agréés, alors que les élections de mars avaient été organisées selon ces statuts. Un nouveau scrutin est réorganisé en décembre. Luc Barret, président de l'UNEF, vient tenir un meeting pour la campagne de sa liste, qui est une « union des minos »<sup>177</sup> (ESU, AJS, *Huma rouge*). En face, on trouve une liste « Renouveau » et une liste « majo ». Les élections sont reportées au 18 décembre. Le 16 décembre la Voix du Nord sert de nouveau de tribune aux Comités d'Action, qui déclarent que l'UNEF doit être l'« organisation de masse des étudiants contre la bourgeoisie » et doit lutter « de la même façon que la classe ouvrière. » Notons que quelques mois auparavant, les comités d'action proclamaient qu'il fallait cesser « le mimétisme avec la classe ouvrière ».

Mais cette élection est encore annulée. Dans un texte rédigé par Pierre Deblock<sup>178</sup>, on peut lire quelques éléments au sujet de son déroulement. Le scrutin du 18 décembre 1969 a été annulé, car un bureau de vote n'a pas été tenu, un autre a été fermé avant l'heure annoncée... L'auteur donne les résultats du premier tour de décembre : Renouveau obtient 223 à 220 voix, les « Majos » 275 à 221 voix, les

---

170 *La Voix du Nord*, 28 mars

171 Certains collègues n'avaient pas de candidats.

172 C'est sous ce nom que les AGE « Renouveau » se présentent aux élections.

173 Ce genre de liste est toujours énigmatique... S'agit-il des précurseurs du MARC?

174 *La Voix du Nord*, 27 février 1969.

175 ACML

176 *La Voix du Nord*, 22 avril 1969.

177 *La Voix du Nord*, 11 décembre 1969.

178 Conservé par lui.

« gauchistes », 176 à 171 voix. Il en tire les conclusions suivantes : il y a actuellement peu d'étudiants à l'AGEL, la vente militante ayant été interdite par les « majos ». Il y a peu de votants, à cause de la nomination d'un administrateur judiciaire. Les « majos », par une distribution incontrôlée des cartes dans l'unique faculté de médecine, sont majoritaires. Ils présentent vingt candidats de médecine sur vingt cinq<sup>179</sup>. Pierre Deblock somme les gauchistes de prendre leur responsabilité dans la division de la gauche syndicale.

Mais les élections de janvier 1970 mettent enfin un terme légal à la crise de l'AGEL en donnant une majorité à Renouveau. *La Voix du Nord* du 30 janvier 1970 donne les résultats suivants : 395 voix à « Renouveau », 311 voix aux « majos », 186 voix aux Comités d'action. On note la force des « majos ». Le journaliste note cependant que, avec 910 votants sur 30000 étudiants, l'AGEL-UNEF a perdu sa représentativité d'antan. Pour gagner les élections, outre les implantations traditionnelles en Sciences et Lettres, l'AGEL bénéficie de très bons apports des sections de TS (Baggio, Armentières, Dunkerque, Douai...) et des IUT de Valenciennes et Béthune, qui sont presque toutes animées par des communistes (Raymond De Graeve à Armentières, Bernard Haverlan à Valenciennes). Mais sauf exception (Armentières notamment), cette tentative d'ouverture au reste du monde étudiant se solde rarement par des activités soutenues. Les élections de l'année 1970, à Lille, sont plus calmes, la question est réglée, sur le plan légal. Il faut même se demander s'il ne faudrait pas parler, pour l'AGEL, de « scission de 1970 ». Car, à Lille les affrontements paraissent s'atténuer pour l'année 1970. A part les membres de l'AJS, l'« extrême gauche » paraît progressivement quitter le syndicat.

- Guerre de mandats, rétention de cartes et restructuration forcée

Le Congrès d'Orléans est le premier de l'UNEF « nouvelle », celle des Comités d'action et du « mouvement politique de masse ». Cette transformation bouleverse profondément les structures traditionnelles.

Chaque livraison du Journal Officiel apporte désormais sa flopée de création de ces Comités<sup>180</sup>. Barralis évoque le nombre de 500 en quelques jours. Les Comités Renouveau prennent place à côté de ceux-ci et c'est à qui créera le plus de Comités de base pour avoir le plus de mandats possible au Congrès. Selon Roger Barralis, ce sera la cause de l'incapacité de l'UEC à reconquérir l'UNEF de l'intérieur, à savoir son entêtement à vouloir créer des structures parallèles, qui l'empêche de lancer ses forces dans la conquête de structures où elle aurait pu devenir majoritaire... Les militants de l'AJS, eux, quoique minoritaires en nombre, s'investissent dans les

---

179 Voir les listes de candidature en annexe.

180 Legois (J.-P.), « Les années 68 : du passé, faisons table rase?! », in *Cent ans de mouvements étudiants*, coll. Germe, Editions Syllepse, 2007, 434 p.

nouveaux CA et en emportent un grand nombre.<sup>181</sup>

Le BN force cependant Renouveau et l'AGEL à participer aux « Comités d'Action » désormais statutaires par un « coup de force »<sup>182</sup> au printemps 1970. L'AGE doit se reconstituer en « comités de base », et cette restructuration devient une priorité pour la survie de l'UNEF. D'où une « guerre perpétuelle contre les gauchistes qui bouffe le militantisme. »<sup>183</sup> On retrouve la trace de cette obligation faite à l'AGEL de modifier ses structures dans une correspondance entre Roger Barralis et Pierre Deblock<sup>184</sup>. Dans une lettre datée du 11 février 1970, le BN informe l'AGE qu'il n'a pas reçu la liste du bureau élu le 29 janvier. Il demande que les statuts « soient mis en conformité avec les statuts nationaux sous peine de ne pas être représentés au Congrès ». Il faut donc former des « comités de base ». Le BN propose une rencontre « pour échanger les cartes provisoires contre des cartes définitives ». Par retour de courrier, Pierre Deblock propose une rencontre à Lille le 18 février. Mais le 9 mars 1970, une autre lettre de Pierre Deblock porte à croire que cette rencontre n'a pas abouti. « Les statuts de l'UNEF précisent que les CA disposeront au Congrès d'un nombre de mandats correspondant au plus petit des trois nombres suivants : nombre des talons envoyés au BN, nombre des parts payées aux AGE, nombre des parts payées au BN. » « Aucune carte verte UNEF 1969-70 n'ayant été envoyée à l'AGE de Lille, nous nous demandons comment l'un de ces nombres pourra être estimé, alors que l'AGE de Lille est la plus forte de l'UNEF. » « Nous vous demandons donc par la présente de nous faire parvenir par retour les 3000 cartes nécessaires pour l'ensemble des adhérents de l'AGEL. » Pour réponse, le BN envoie une copie d'une décision de la commission de contrôle datée du 11 mars : « le camarade Marc Gentes est mandaté pour examiner de nouveau avec le bureau de l'AGEL, s'il le désire cette fois réellement, les modalités techniques d'échange des cartes provisoire de l'AGEL diffusées pour le scrutin du 29 janvier 1970, contre les cartes nationales de l'UNEF ». Cette copie est accompagnée d'une lettre datée du même jour, signée de Roger Barralis, portant ce message : « Lors de la rencontre du 18 février, le représentant de l'AGEL n'a pas voulu discuter des moyens par lesquels les cartes provisoires pouvaient être remplacées par des cartes nationales. La commission de contrôle sera à Lille pour la première phase de la transformation des structures de l'AGEL, conformément aux nouveaux statuts de l'UNEF, à savoir la modification des statuts de la Corpo Lettres de Lille et sa transformation en Comité d'Action UNEF. » « Le représentant de la Commission assurera lui même l'échange des cartes provisoires contre les cartes UNEF, et la vente directe de cartes UNEF, avec contrôle sur carte d'étudiant. » Selon cette lettre, donc, l'AGEL n'a pas

---

181 Selon Barralis, la marginalisation de l'UEC au Congrès d'Orléans était artificielle, et la cause en était sa propre stratégie, qui, automatiquement, lui donnait moins de mandats que l'AJS, qui elle s'engageait dans les structures « légales » de l'UNEF

182 Interview de Jean-Jacques Potaux.

183 *Id.*

184 Conservée par Pierre Deblock.

souhaité organiser la remise de cartes nationales. Mais n'est ce pas à la direction nationale d'une organisation d'envoyer d'elle-même les cartes d'adhésion aux structures locales? On voit comment le Bureau National tente de déstabiliser la direction locale par des manoeuvres bureaucratiques. On note que c'est l'envoyé du national qui va gérer l'ensemble de la procédure. Une nouvelle lettre de Roger Barralis annonce que suite à la visite du « camarade Gentes » à Lille le 12 mars, le Bureau National a décidé de remettre cinq cent cartes<sup>185</sup> à l'AGE, le 17 mars. Il en exige le versement immédiat de la part des cotisations revenant au BN lors des AG de transformation des statuts. « Par ailleurs, compte tenu de la mauvaise volonté de l'AGEL à transformer ses structures, de son évidente mauvaise foi, », le BN somme l'AGEL de se mettre en situation régulière. « Le camarade Tassot doit garantir la diffusion militante des cartes UNEF auprès de tout étudiant qui désirerait en prendre soit dans des réunions militantes, soit dans des réunions statutaires de base de l'UNEF à Lille. » « Enfin, je te rappelle que les votes en AG ne peuvent avoir lieu qu'après respect des règles financières édictées plus haut ». S'ensuit un télégramme enjoignant Pierre Deblock à se rendre à une étude d'huissier le 17 mars. Il y reçoit, des mains de Georges Tassot et Thierry Du Bled, cinq cent cartes. L'AGEL finit par se mettre au pas. Dans une lettre du 17 mars, le secrétaire général de l'AGEL annonce la création du Groupe d'études des étudiants en prépa, qui ont élu une délégation de congrès. Dans une autre, on peut trouver la liste des AG statutaires. Mais d'un autre côté, Jean Jacques Potaux<sup>186</sup> se souvient que des dirigeants nationaux de l'UEC « débarquent » dans des AG, et que parfois, elles « ressemblent plus à une assemblée de l'UEC que de l'AGEL-UNEF ». C'est un bel aveu de ce que la stratégie de « renouveau syndical » a pu être comme manoeuvres politiciennes de part et d'autres, même si l'enjeu idéologique est réel.

Mais une lettre de Pierre Deblock<sup>187</sup>, datée du 28 mai, au BN semble indiquer que l'affrontement continue : « Une mission d'enquête pour Lille, désignée par le BN nous transmet, sous forme d'ultimatum, l'ordre d'organiser des AG électives avant la fin de l'année universitaire ». Le 14 mai a été une journée d'élections par urne pendant toute la journée, pour le comité de sciences. La « mission d'enquête » a fait savoir qu'elle n'y assisterait pas et que ces élections sont considérées comme sans valeur. Pierre Deblock n'a jamais pu rencontrer cette commission d'enquête, ni même la voir sur Lille. Il rappelle les faits. En mars 1969, il y a eu des élections d'AGE par sections (Lettres, Sciences, Médecine, droit, Sciences éco, Grandes écoles). Elles ont été invalidées par les « majos » pour des raisons statutaires (non-reconnaissance des statuts de 1953). En décembre 1969, il y a eu des élections d'AGE par listes de ville, comme prévu par les statuts de 1930., puis à nouveau en janvier 1970. En mars 1970; comme le souhaitait le BN, l'AGEL a procédé à des modifications de statuts, puis a élu

---

185 Sur les trois mille demandées...

186 Voir son interview.

187 Conservée par l'auteur.

des délégués pour le congrès et les directions des différents comités UNEF. En avril 1969 des élections complémentaires d'AGE en Lettres ont été organisées, ainsi que pour les TS, et HEI. Ainsi, Pierre Deblock, refuse d'organiser un scrutin par Assemblée Générale à laquelle ne participerait qu'une poignée d'étudiants, et préfère un scrutin par urne, plus représentatif. Pierre Deblock refuse même « de se maintenir d'une manière bureaucratique ». On voit que le BN ne manque pas une seule occasion de déstabiliser l'AGEL, ici e, exigeant une élection par AG plutôt que par urne.

L'élection des délégués au Congrès n'a pas laissé de traces. Mais, dans une « lettre à un rédacteur en chef »<sup>188</sup>, Pierre Deblock explique que la délégation a été invalidée à Orléans également. Pour quelles raisons? Est ce à cause de ces élections par urne à la place d'une élection par AG? Nous ne pouvons pas le savoir pour le moment.

L'AGEL continue cependant son activité syndicale. En février 1970, un mouvement contre la suppression de la deuxième langue a lieu avec la participation de l'AGEL et le soutien de l'UNCAL<sup>189</sup> et de la CGT. E même temps, le SNEP et l'AGEL se plaignent du manque de crédit pour le sport universitaire. Là aussi, un petit mouvement se fait entendre. *La Voix du Nord* du 12 septembre 1970 laisse voir une conférence de presse où Bernard Deblock dénonce le manque de moyens, la baisse des postes au concours, l'augmentation des crédits à l'enseignement privé. L'augmentation du coût de la vie étudiante se fait ressentir. Un « guide de l'étudiant » est réimprimé. Mais Pierre Deblock se félicite d'obtenir une halte-garderie à l'université. *Nord-matin* du même jour l'interprète comme une victoire de la cogestion. *La Voix du Nord*, le 4 novembre annonce une semaine d'action des étudiants lillois, notamment en résidences (avec la FRUAL), IUT et BTS (9 novembre), en médecine (10 novembre). Puis la journée du 13 novembre sera une journée d'information sur le budget, et les 18 et 19 novembre, des journées de manifestations et meetings. Au plan électoral, on observe le succès des listes Renouveau<sup>190</sup>. Elles obtiennent 53% des voix, contre 24% aux apolitiques et 19% à l'UNI, à l'Université de Lille 1. A Lille 3,<sup>191</sup> en philosophie, il y a cinq élus UNEF, quatre « AGIR »<sup>192</sup>. En Études romanes, trois élus UNEF et sept pour l'UNI<sup>193</sup>. Dans l'UER de psychologie, les quatre élus sont de l'UNEF, en Anglais, l'UNEF rafle les 19 élus. Dans l'UER d'Études germaniques, le report de force en faveur de l'UNEF est de cinq contre 4 à l'UNI. En Linguistique française, quatre contre trois à l'UNI. En Histoire, huit élus sont issus de l'UNEF contre onze indépendants. En Langues anciennes, égalité pour l'UNEF et l'UNI avec cinq élus. Et le 18 décembre, *La Voix du Nord* donne les

---

188 Conservé par Monsieur Pierre Deblock.

189 Union Nationale des Comités d'Action Lycéens. Proche de la CGT et du MJCF.

190 *La Voix du Nord*, 10 décembre 1970

191 *La Voix, du Nord*, 11 décembre 1970

192 Liste à sensibilité inconnue.

193 C'est un très gros revers dans cette UER, pour l'UNEF.



résultats pour les élections du conseil d'université<sup>194</sup>. Sur cent inscrits, quatre vingt onze votent. La liste d'Union menée par l'UNEF, dont la tête de liste est Pierre Deblock, obtient 73 voix et 23 sièges<sup>195</sup>, contre six sièges pour la « liste indépendante lilloise UNI », soit 18 voix. C'est un triomphe pour l'AGEL, dont la stratégie s'est avérée payante.

### -La préparation du Congrès

Le numéro de décembre 1969 de *L'Etudiant de France* est dédié à la préparation du Congrès d'Orléans. Le texte introductif proposé par le BN proclame que « l'essentiel est précisément de situer au mieux la place du mouvement étudiant dans les luttes afin de peser au maximum sur le champ de la lutte des classes »<sup>196</sup> Il critique les « groupuscules » qui se situent en dehors du mouvement de masse, mais aussi bien sûr le courant Renouveau, « aide la plus précieuse du pouvoir ». Il consacre la fin des structures traditionnelles. Il met au débat une série de thèmes : continuer l'unification de l'UNEF (« la structure UNEF est celle qui correspond aux luttes et aux mobilisations », « ne seront plus admises à l'UNEF que les structures qui ont impulsé des luttes »), mots d'ordre unificateurs (unité de l'enseignement supérieur, remise en cause de la sélection et des examens, considérés comme l'incarnation du caractère bourgeois de l'université), lutte contre la participation, refus de la rentabilisation, lutte idéologique, luttes anti-impérialistes, jonction des luttes étudiantes et ouvrières, nouvelles modalités d'action.

Mais ce qui est intéressant est que, dans ce même numéro, des contributions contradictoires sont publiées. Ainsi une contribution est intitulée « Pour l'unité de l'UNEF », sans doute rédigée notamment par l'AJS. Et c'est cette fois l'AGET<sup>197</sup> qui présente le texte du courant Renouveau (et non plus Lille). L'exigence d'une « université démocratique » y est rappelée. Elle rappelle la place des militants pour le Renouveau de l'UNEF dans les luttes, et reproche même au BN de ne pas avoir su les amplifier. C'est sur la forme syndicale que le texte insiste le plus (la « grande organisation syndicale » qu'il est possible de reconstruire est citée à plusieurs reprises dans le texte, alors que le terme disparaît des contributions majoritaires). Il affirme que les problèmes de l'Université sont étroitement liés « à ceux de la Nation » et que, malgré le caractère de classe de l'institution universitaire, « la loi Faure donne des perspectives pour la lutte ». L'AGET rappelle aussi que des AGE ont rallié Renouveau (Tours, Prépas parisiennes, Avignon...) et que la FRUF est passée sous

---

194 Elu par les « grands électeurs », c'est à dire les élus d'UER.

195 Deblock, Fourniez, Six, Laurent, Husquin, Serouge, Le Moal, Leroy, Giard, Honoré, Grenard, Merchier, Decarpentrie, Emirze, Drouffe, Robette, Billemont, Chevalier, Proyat, Hurset, Costinot, Moler

196 “sur” le champ de la lutte des classes? Cette expression, reprise plusieurs fois, porte à confusion... Le but de l'UNEF est- il donc simplement, pour le BN, de “peser sur” le champ de la lutte de classes?

197 Association Générale des Etudiants de Toulouse

son contrôle, avec Marie-George Buffet à sa tête.<sup>198</sup> Sur des AGE où l'UNEF n'existait plus ou n'avait jamais existé, des structures ont été créées. Si un bon nombre de ses revendications sont proches de celle proposées par le BN, elle propose des thèmes sans doute plus proches du quotidien : « des moyens pour vivre et étudier », la gratuité de l'enseignement supérieur, une lutte contre l'augmentation des loyers (soutien aux revendications de la FRUF), du prix des tickets resto U, pour l'augmentation des bourses et du budget de l'Education Nationale). La priorité semble être la démocratisation de l'Université, « illusion » pour la tendance majoritaire. L'AGET propose pour obtenir cela un outil : un « syndicat de masse », « combatif », « démocratique », « solidaire des luttes des travailleurs ». Son recrutement se ferait sur « aucune exclusive idéologique », et elle rappelle que l'entraide et les services sont une forme de syndicalisme. Le courant Renouveau revendique 1200 élus (100 000 voix), et aurait regroupé 1500 militants à Paris en coordination.

Le Congrès, prévu à Nancy, est déplacé *in extremis* à Orléans. Au Congrès, en avril 1970, face à la montée de l'UEC et de l'AJS (les deux groupes pourraient être majoritaires pour défendre l'existence de l'UNEF en tant que syndicat face au PSU et aux maoïstes, mais ils sont incapables de trouver un accord), les ESU s'allient au petit courant maoïste de *l'Humanité Rouge*, et garde le contrôle du syndicat. Le nouveau BN s'intitule lui même « Bureau de gestion de la crise ». Il est minoritaire<sup>199</sup> (son rapport moral est rejeté par 1099 voix contre 597), mais garde le contrôle par division de l'opposition. A ce Congrès, la liste menée par Chassine (PSU) obtient 824 voix, celle de Sérac (AJS) 610, et celle de Konponicki (UEC) 304. C'est de ces résultats dont Roger Barralis dit que l'UEC aurait pu peser beaucoup plus avec une autre stratégie. L'UNEF ne compte plus alors que 18 000 adhérents. *La Voix du Nord* des 3 et 4 avril 1970 décrit une « salle décorée de drapeaux rouges », des « délégations vietnamiennes, laotiennes et albanaises », où les maoïstes de *l'Huma Rouge*, brandissant *Le Petit livre rouge*, réclament « un congrès anti-révisionniste ». A ce Congrès, selon Pierre Deblock, l'affrontement physique est latent, la bagarre de représentativité bat son plein. Chaque tendance dispose de son propre service d'ordre au sein du Congrès. Elles ne peuvent plus cohabiter physiquement.

#### 4) La scission

##### -La Crise de la Coopérative

A Lille, un des aspects de la scission est également la « crise de la coopérative ». Comme nous l'avons dit, l'AGEL a créé une coopérative. Ses adhérents bénéficient de ses tarifs avantageux dans deux secteurs : un « magasin », et une imprimerie. C'est

---

198 L'UGE, elle aussi, passe à la tendance Renouveau en novembre 1971. A Lille, elle est au contraire un fief de l'AJS.

199 Répartition des mandants en % : PSU, 27%. AJS, 36%. Renouveau, 19%. *Huma rouge* : 16%.

cette même imprimerie qui tire les tracts de l'AGEL-UNEF, et les fameux programmes de la plate-forme Renouveau dont nous avons parlé. C'est une source de revenus importante pour l'AGE, puisque d'autres organisations, voire même le rectorat<sup>200</sup>, lui passent des commandes. Mais aussi, cette Coopérative permet à l'AGEL de publier les photocopiés de cours si précieux pour les étudiants salariés. On voit donc l'importance de cette Coopérative dans le paysage syndical lillois. Sa gestion est uniquement étudiante. Par ailleurs, pour être titulaire d'actions, il faut être étudiant et membre de l'AGEL. Et le Conseil d'Administration de la Coopérative doit être composé, pour moitié de « membres du Comité de l'Association Générale des Etudiants de Lille ».<sup>201</sup> Il est renouvelable par tiers chaque année. Une crise assez importante éclate en 1969 autour de cette Coopérative, qui ne se finit qu'à la fin de l'année 1970. Si les contours en sont flous, il semblerait que, lors d'une Assemblée Générale, la Coopérative serait passée sous le contrôle de la tendance « pour l'unité de l'UNEF ». Les interprétations divergent. D'aucuns parlent d'une AG « truquée », que l'extrême gauche aurait volontairement fait durer jusqu'à tard dans la nuit pour profiter du départ progressif des étudiants qui ne lui ne seraient pas favorables. Pourtant, le Procès-Verbal de l'AG du 20 juin 1969<sup>202</sup> est formel. Il constate d'abord une sérieuse crise financière. Le président de la « Coopé », dans ce même procès-verbal, estime qu'il faut quadrupler le chiffre d'affaires, qui est alors de 396 315,41F. Lors de l'AG, le bilan financier se fait en l'absence de tout « commissaire aux comptes », ce que les présents dénoncent plusieurs fois. Ensuite, faute de candidatures, le Procès-Verbal fait part d'une motion évacuant l'obligation d'avoir des gens du CA de l'AGEL. Un seul vote contre cette motion. Or, le vote est daté du 20 juin à 20h30, ce qui n'est donc pas une heure tardive. Les partisans de la direction de l'AGEL aurait-il pris le risque de quitter précocement une salle où ne seraient restés que leurs opposants? Négligence étrange... qui permet l'élection (non-statutaire) d'administrateurs issus d'Unité Syndicale<sup>203</sup>. La même AG aurait dû aussi revoir le droit d'adhésion de la coopérative, dont la clientèle aurait été ainsi élargie à l'ensemble des étudiants de l'Etat, l'adhésion ne donnant plus droit à des avantages particuliers. Élargissement également aux anciens membres du CA qui ne sont plus étudiants. Assimilant les problèmes de la Coopérative à ceux du « petit commerce », la direction sortante propose plus tard un « centre commercial à Annappes » géré par les étudiants via la Coopérative. Projet particulièrement ambitieux, il serait composé par : un supermarché (300 m2), librairie (180 m2), un « tabac-journaux », un salon de coiffure, une pharmacie... « Centre commercial créé par les étudiants sur le campus d'Annappes » dont l'ouverture est annoncée pour la rentrée de septembre 1970 par

---

200 *La Voix du Nord*, 11 novembre 1970.

201 Statuts de la Coopérative de l'AGEL, offerts par Alain Coquart

202 Conservé par Alain Coquart.

203 Les quatre élus (ce qui correspond bien au renouvellement par tiers statutaire) sont André Bosquart, Geneviève Caré, Michel Leborgne, Edith Pannequin.

les militants d'Unité Syndicale par voie de tract<sup>204</sup>, annonçant que le projet serait soutenu par la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation et que le CA sortant aurait obtenu du Rectorat « la promotion exclusive de l'affaire ». Selon elle, lors de l'AG de février 1970, l'UNEF-Renouveau aurait refusé ce projet de supermarché coopératif « sous des prétextes techniques fallacieux », lui préférant, pour redresser les finances, le licenciement d'une partie du personnel. Le tract est signé « des six membres actuellement élus au CA de la Coopérative de l'AGEL, militants du mouvement du 27 juin pour l'unité de l'UNEF »<sup>205</sup>. Une pétition serait diffusée. Au verso du tract, on peut lire la reproduction d'un « extrait de délibération du comité de gestion mixte de l'AGEL et de la Coopérative », composé notamment de Pierre Deblock, de l'UNEF-Renouveau, on y trouve une motion votée unanimement<sup>206</sup> s'opposant aux licenciements. Un texte (non daté, mais plus tardif que les précédents *a priori*)<sup>207</sup> signé également des administrateurs « militants pour l'unité de l'UNEF » expose les analyses de cette tendance au sujet de cette crise. La FNCC a finalement retiré son soutien, préconisant le licenciement, ce que les militants refusent, car pour eux, c'est « tenter de régler des problèmes marginaux sans résoudre les problèmes politiques qui les sous-tendent. » La responsabilité incombe aux dirigeants de l'AGEL. Un rappel historique signale que c'est de manière associée à l'AGEL que la Coopé a été fondée en 1958. Tous ses problèmes sont donc dus à celle-ci. En effet, l'AGEL ne verse plus l'aide financière qu'elle versait autrefois à la Coopé, et les militants unitaires accusent le syndicat de ne plus le faire volontairement. Ils accusent la direction locale de « liquider années après années les services ». C'est pourtant l'extrême-gauche syndicale qui, au niveau national, les liquide. Ils reprochent aussi à l'AGEL de se servir de ses ressources pour « payer ses journaux, tracts, brochures », « sur le dos des travailleurs de l'U1 ». Ils appellent les salariés de la Coopé à participer avec eux à une action pour la publicité des comptes de l'AGEL. Autant est il que cette « prise de pouvoir » ne laisse pas de marbrer les militants du Renouveau. Une lettre de Max Brost<sup>208</sup> à Alain Coquart, non datée, mais *a priori* écrite en juillet 1969 explique que, selon l'auteur « l'AG du 20 juin est facilement annulable devant un tribunal », mais qu'il ne faut pas s'engager dans une action s'il n'est pas sûr « d'avoir la masse avec lui ». « Il me semble de la plus haute importance de conserver la Coopé sous le contrôle d'administrateurs qui ne soient pas aventuristes », et que ce contrôle puisse être « permanent et démocratique. » Il craint également que, s'ils engagent des poursuites pénales, d'éventuels condamnés puissent être lavés par l'amnistie gaulliste. Il conclut : « Il faut envisager de faire un travail d'information et de sensibilisation dans les masses ». La situation de rupture

---

204 Conservé par Alain Coquart.

205 Francis Anselin (président sortant), André Bosquart, Michel Leborgne, Monique Marie, Robert Rasson, Geneviève Soulier-Carré

206 Donc y compris par Pierre Deblock, de Renouveau, également, qui s'oppose du même fait aux licenciements.

207 Conservé par Alain Coquart

208 Conservé par Alain Coquart.

est grave, puisque, selon Pierre Deblock, « le bureau de l'AGEL n'arrive plus à savoir ce qui se passe à la Coopé ». Autour de cette situation de crise, on l'a compris, l'inquiétude du personnel se fait entendre. Le dénouement de la situation nous est inconnu pour le moment, mais elle perdure à la fin de l'année 1970. Cependant, *la Voix du Nord* du 11 novembre 1970 titre « La coopérative de l'AGEL va-t-elle mourir? ». Elle rapporte une conférence de presse de Monsieur Le Borgne, « militant de l'UNEF US ». Il interprète le trou financier comme la conséquence logique de la baisse du nombre d'adhérents, puisque la Coopérative n'est ouverte qu'aux adhérents. L'AGEL répond par un communiqué de presse : « Des éléments minoritaires dans le milieu étudiant, et qui grâce à une AG croupion sont à la direction de la « Coopé », veulent aujourd'hui s'en servir dans une offensive contre le syndicat étudiant. Les étudiants ont condamné leur action liquidatrice dans toutes les facs et à l'AGEL. Ils prouvent encore, en ce jour, leur incapacité à diriger un organisme ayant rapport avec les luttes étudiantes. Les élections de l'AGEL, la prochaine AG de la Coop, et les luttes en cours permettront de trancher. »

#### -Les derniers soubresauts nationaux

Selon Barralis, après Orléans, il s'agit d'une « survie plutôt que d'une vie » pour le BN PSU/*Huma Rouge*. Celui-ci est la cible d'agressions physiques, d'invasions du local de la Rue Soufflot... Le 18 octobre 1970, le Collectif National adresse un blâme public au BN, celui-ci n'ayant pas convoqué de Collectif National en septembre, ni même édité les cartes syndicales 1970/1971. Le lendemain, l'AJS envoie une « délégation massive » occuper le siège de la Rue Soufflot contre cette « rétention de cartes ». Le 20, c'est au tour de Renouveau de venir protester... la délégation trouve porte close. Le BN a pris la décision, jusqu'à nouvel ordre, de fermer les bureaux. Le PSU sait qu'il est irrévocablement minoritaire, et penche dès lors vers l'abandon du syndicat. Ces éléments ont conduit le BN à retardé la diffusion des nouvelles cartes, ce qui, de l'extérieur, donne du grain à moudre à Renouveau et à Unité syndicale. Le 22 octobre, Renouveau annonce qu'elle va « informer les syndicats des enseignants et travailleurs de la situation ». Le BN accepte alors de délivrer des cartes, mais au compte-gouttes. Le 30 novembre, une réunion d'ESU semble s'orienter vers une exclusion de l'UNEF-Renouveau. Guy Konopnicki saisit la commission de contrôle. Michel Sérac fait de même. Le 5 décembre, plusieurs centaines de militants, à l'initiative de l'AJS, crée la tendance « Unité Syndicale » pour « préparer un congrès d'unité et de lutte (...), combattre pour une nouvelle direction dans l'UNEF. » Le 10, dans *Tribune socialiste*<sup>209</sup>, on peut déjà lire « il ne peut être question de s'accrocher à une ombre de pouvoir au sein de l'UNEF ou de s'épuiser dans un vain combat dans ses structures parlementaires. » Entretemps, les maoïstes décident de quitter le syndicat, ce qui laisse seuls les ESU. Le Collectif

---

209 Hebdomadaire du PSU.

National, convoqué pour le 10 janvier, reçoit la démission du BN. Dans son livre<sup>210</sup>, Benjamin Stora raconte que l'AJS a d'abord quitté la salle avec le BN PSU, mais que, se rendant compte de l'erreur qu'ils ont faite en laissant seuls les syndicalistes proches du Renouveau dans la salle, ils y reviennent, et « prennent d'assaut l'amphi » aux cris de « Vivent les travailleurs polonais! »<sup>211</sup> Selon lui, des permanents de la CGT sont présents dans la salle. Une « délégation permanente » est mise en place, et doit préparer le congrès.<sup>212</sup> Elle est pluritendancielle, mais basée sur les mandats du Congrès d'Orléans. Elle est incapable d'organiser un congrès unitaire. Dès lors, l'AJS, se fondant sur la base de ses mandats au Congrès d'Orléans et de sa nouvelle majorité au CN, convoque un Congrès du 21 au 23 février, dans son fief de Dijon. Le 13 janvier, la CGT refuse de reconnaître la délégation provisoire.<sup>213</sup> Le courant Renouveau joue la carte de la base. Le 25 janvier, cent vingt cent Comités d'Action sur deux cent trente convoquent, avec Renouveau, le 59e Congrès de l'UNEF à Paris. Le 10 février, cent quarante Comités d'Action ratifient de leur côté la légitimité de la décision de la délégation permanente dirigée par Sérac. Le 24 janvier a par ailleurs eu lieu un CN auquel l'UEC ne vient pas, ce qui permet à l'AJS de récupérer le local national de la rue Soufflot. Mais l'UNEF-US, au niveau des AGE, n'est majoritaire qu'à Grenoble, Clermont-Ferrand et Dijon. Le « noyautage » est tel que Benjamin Stora raconte, au sujet de Cambadélis qui vient d'adhérer à l'UNEF trotskiste, que celui-ci, arrivant avec son bus à Dijon, entend annoncer « Les militants trotskistes ont une réunion, les autres restent dans le bus ». Il est le seul à y rester.

En effet, chaque livraison du JO annonce la création de nombreux CA, les statuts de 1959 permettant d'en créer sur « tout lieu d'études circonscis », c'est à dire à tout TD, amphi, département, section TS, etc. L'étude du JO de l'époque devrait nous apprendre beaucoup, pour peu que quelqu'un trouve le temps de le faire.

*L'Etudiant de France* préparatoire au Congrès « unitaire » de Dijon, numéro de février 1971, publie des textes. Renouveau ne s'y exprime plus, mais on voit l'apparition d'une tendance nouvelle « UID »<sup>214</sup>, qui exprime sa volonté de continuer l'UNEF de façon unitaire, en redonnant le pouvoir à la base. Elle souhaite la mise en place d'un BN pluritendanciel. C'est *a priori* ce une tendance composée d'étudiants socialistes. Cette tendance proclame que si deux congrès séparés sont organisés, elle ne participera ni à l'un, ni à l'autre. Il est difficile alors d'appréhender plus avant sa composition politique, puisqu'il y aura des socialistes dans l'une et l'autre des nouvelles organisations. Par ailleurs, le texte qu'elle présente est très dur avec l'ancienne direction PSU, et veut que l'UNEF redevienne « le syndicat des étudiants

---

210 Stora (B.), *La Dernière génération d'Octobre*, éd. Stock, Coll. "Un ordre d'idées", 2003, 274 pages

211 La Pologne connaît alors une vague de contestation contre la politique gouvernementale.

212 Notons que la démission du BN n'étant pas prévue par les statuts, cette "délégation permanente" n'a rien de légitime légalement.

213 Morder (R.), « Années 1970 et 1980 : décomposition et recompositions » in *100 ans de mouvements étudiants*, coll. Germe, Éditions Syllepse, 2007, 434 p.

214 "Unité, Indépendance et Démocratie". Comment ne pas entendre l'écho de la tendance majoritaire de la FEN?

progressistes, cartés ou non dans un parti ». UID dénonce la participation. Par ailleurs, la nouvelle tendance majoritaire suite au départ des ESU, menée par l'AJS, présente elle aussi son texte, « Unité Syndicale ». Elle s'oppose à la scission, contre laquelle, dit elle, les étudiants lutteront. On y voit l'apparition du slogan<sup>215</sup> : « L'UNEF vit, l'UNEF vivra! ». Le terme « syndicat » est de nouveau employé, ce n'est plus sur ce thème que la rupture a lieu, mais sur la participation. « US » souhaite aussi renouer avec les autres organisations syndicales, et insiste sur la solidarité internationaliste, souhaitant une « commission d'enquête ouvrière internationale » sur l'URSS et les pays de l'est. Faisant mention d'une « réunion de scission » le 14 février, la tendance critique les communistes, freins au mouvement étudiant. Ils accusent également Konopnicki d'avoir demandé au gouvernement tchèque de refuser les visas pour la délégation de l'UNEF-US à la réunion de l'UIE à Prague.

Un « Congrès du Renouveau » a donc lieu à Paris. *La Voix du Nord*<sup>216</sup> en rend compte du Congrès de Paris en ces termes : « L'étude et la présentation des problèmes étudiants seront au centre des débats lors de ces trois jours et serviront de point de départ à une centralisation des luttes étudiantes ». Michel Sérac tente bien d'envoyer une délégation au Congrès du Renouveau. L'entrée lui est interdite. Pour Konopnicki, nouveau président de l'UNEF-Renouveau, le syndicat rénové n'est ni corporatiste, ni courroie de transmission, mais une « organisation syndicale de masse. » La banderole derrière la tribune porte les messages : « Unité de combat, ouvriers, étudiants, lycéens, enseignants » et « Congrès de luttes, congrès du renouveau ». « Derrière la tribune sont apposées deux affiches avec drapeaux de pays socialistes, visages, mains de jeunes gens », le tout agglutiné dans un style « pop ». On note la présence de la CGT et du SNESup. L'UNEF-Renouveau revendique 21 000 adhérents et 200 CA. « Le Congrès de l'UNEF renouveau a témoigné la volonté du mouvement de ne pas se couper des étudiants modérés ». Parmi les vingt membres du BN, on trouve 50% de non communistes, dont le fils de François Mitterrand, secrétaire générale. Le syndicat compte 1100 élus en UER et 70 au CROUS. Ils « apparaissent aux yeux de beaucoup d'étudiants, même modérés, comme plus capables de les représenter », conclut le journaliste.

Pierre Deblock a retrouvé une déclaration de lui, datée du 9 mars 1971, où il dénonce le « concile scissionniste » de Dijon, « soutenu par Guichard » et fait un rapport sur le Congrès de Paris. La délégation de l'AGEL se divise ainsi en mandats : trente neuf en Lettres, vingt et un en Sciences, cinq en Droit et sciences économiques, quatre en Médecine, quatorze<sup>217</sup> en TS/IUT, cinq en CPGE, deux en Architecture. Ce qui donne une idée de la répartition militante de l'AGEL-UNEF. L'UGE est rénovée depuis novembre 1970 au niveau national, même si nous avons vu qu'à Lille, elle a été un pilier du courant « Unité syndicale ». Dans une « lettre à un

---

215 Désormais bien connu des militants de l'UNEF.

216 Edition des 3, 4, 7 et 9 mars 1971.

217 Il faut bien se rendre compte que c'est un nombre très élevé...

rédacteur en chef »<sup>218</sup>, postérieur au Congrès du Renouveau, donne quelques détails supplémentaires : ce fut un « Congrès de lutte, des étudiants et du renouveau », selon la formule consacrée. Il souligne sa représentativité électorale (45% aux élections du CROUS). Six commissions ont présenté un rapport, à savoir « rôle des élus syndicaux dans la cogestion », « les revendications sociales des étudiants », « la répression », « la solidarité internationale », « la politique culturelle de l'UNEF »... Le Congrès du Renouveau recrée par ailleurs les « offices par branche » : médecine, TS-IUT, psychologie. Cette dernière mesure est révélatrice d'une certaine démarche militante qui, sur ce point, revient au corporatisme. Il annonce la reconstruction de la Fédération Nationale des Etudiants Techniciens pour Pâques. On comprend, vu le poids des TS dans l'AGEL, combien ça importe pour la section lilloise. Toujours dans la même déclaration, Pierre Deblock déclare que le rôle du syndicat est de « défendre les orientations immédiates et d'avenir des étudiants, et avec elles l'intérêt national. » « L'UGE, rénovée en novembre 70, connaît des progrès considérables et a pu mener des actions à l'INSA, aux Mines de Douai... »

La tenue de ces deux 59e congrès séparés, Paris et Dijon, consomme la rupture. L'ambiance des deux congrès est sérieuse, laborieuse, « sans longue séance de validation des mandats puisque, désormais séparés, chacun est tranquille chez soi ».<sup>219</sup>

Les autres tendances se dispersent. L'extrême gauche et le PSU ont globalement quitté le syndicalisme étudiant. Les quelques maoïstes qui restent refusent de choisir entre les deux syndicats, notamment ceux de l'AMR<sup>220</sup>. Le courant « UID » se crée dans l'UNEF-US, mais les socialistes du CERES, des radicaux de gauche et les étudiants de la CIR sont dans l'UNEF Renouveau. A ce titre, il faudrait étudier mieux le parallèle entre la position des différentes chapelles socialistes et la future Union de la Gauche. On peut considérer que cette division entre socialistes illustrent la division interne au futur PS quant à cette stratégie électorale. Les ruptures futures au sein de Renouveau seront souvent liées aux tensions dans l'Union.

#### -L'ultime coup de théâtre à Lille, une nouvelle occupation du local

Dans sa déclaration du 9 mars 1971<sup>221</sup>, Pierre Deblock caractérise alors une nouvelle occupation du local « d'agression fasciste », et condamne la destruction des archives de l'AGEL. Dans son interview, il explique que, comparée à la seconde, la première occupation n'était que « folklorique », juste un « joyeux désordre ». En effet, dans la nuit du 4 au 5 mars, mené par Jean-Louis Fontaine, les militants « pour l'unité de l'UNEF » prennent d'assaut le local. Pierre Deblock, racontant les événements, se souvient d'être sorti de « l'U1 » « entre deux rangées de barres de

---

218 Conservé par Monsieur Pierre Deblock.

219 Robi Morder dans « 1971 : la scission de l'UNEF », in *La Revue de l'Université* numéro 10, page 72.

220 Alliance Marxiste Révolutionnaire

221 Conservée par lui.



fer ». *Nord Eclair*, le 10 mars, titre « Evincée de la rue de Valmy, l'AGEL (UNEF-Renouveau) s'installe au centre sportif universitaire ». Le bureau déclare « l'agression fasciste visant à nous empêcher de mener la lutte syndicale, ne nous empêche pas de rester le syndicat ». Evoquant à nouveau le Congrès du Renouveau, il proclame que « ce congrès a été préparé pour la première fois publiquement. Pour la première fois, les règles de la démocratie syndicale ont remplacé les affrontements stériles et les truquages de mandats<sup>222</sup> ». Cette bataille se mène sur fonds d'expulsion du jeune Abdel Massih. L'AGEL refuse que l'étudiant menacé d'expulsion soit caché dans le campus « sous protection des étudiants », puisque la police n'aura aucun mal à l'y déloger. D'où une nouvelle polémique avec l'extrême gauche syndicale. Un tract de « l'AGEL-UNEF »<sup>223</sup>, imprimé par les occupants de l'U1, accuse « les militants de l'UEC » de rejeter la responsabilité de la provocation policière (la police a envahi le campus d'Annappes) sur les étudiants. Le tract soutient « parler au nom de l'AGEL-UNEF ». Il accuse Deblock et « les conseillers de gestion » de se charger de la répression syndicale et du mandat d'expulsion. Le 11 février 1970, réuni en AG, deux cent vingt étudiants ont rejeté Deblock par 133 voix contre 67<sup>224</sup>. Le tract exprime par ailleurs sa « stupéfaction » par la découverte de certaines cartes de vœux dans le local de l'AGE<sup>225</sup>. Le tract appelle les étudiants à l'action « pour que les locaux de l'AGEL ne deviennent pas une succursale des conseils de gestion et du PCF ». Certaines de ces accusations peuvent sembler délirantes, surtout celle accusant la direction de l'AGEL d'avoir favorisé l'expulsion d'Abdel Massih.

Cette fois, l'affaire de l'occupation du local est réglée par le tribunal. On en retrouve les conclusions dans les papiers personnels de M. Pierre Deblock.<sup>226</sup> Les accusés sont Jean Louis Fontaine, Geneviève Soulier, André Bosquart. « Pierre Deblock (est le) président légal, élu régulièrement sous contrôle d'un administrateur judiciaire en mars 1970, en présence de trois listes. Des nouvelles élections sont prévues fin mars 1971. » « Attendu qu'un groupe d'action dit « gauchiste » a dans la nuit du 4 au 5 mars 1971, forcé les portes de l'AGEL et s'est installé dans les locaux administratifs. » Le tribunal en a ordonné l'expulsion dans les trois jours, et a désigné un expert pour évaluer les dégradations. Les usurpateurs ont néanmoins fait appel. Ils ne contestent pas être entrés dans les locaux en groupe, et en avoir fait partir ceux qui, régulièrement élus en CA de l'AGEL, les occupaient. Mais « les sieur Fontaine et autres ont l'audace d'affirmer qu'ils ont été élus à la suite d'un vote majoritaire des étudiants conformément aux statuts ». « Que Jean-Louis Fontaine agissant en qualité

222 Et effectivement, plus aucune tendance ne pouvait contester l'autre...

223 Estimé à mars 1971 par Pierre Deblock, qui conserve le document.

224 On comprend que ce genre d'AG, ultraminoritaire en nombre d'adhérents, n'est pas statutaire. On peut considérer qu'il y a confusion entre une « AG » telle qu'elle peut être conçue lors d'une lutte et l'élection (ou la démission) statutaire d'une direction syndicale.

225 Pierre Deblock, en tant que dirigeant syndical, reçoit en effet des cartes de vœux d'un officier de police municipale, du général commandant la 2e Région Militaire, du préfet du Nord... Ce qui est logique quand on se remémore l'institution qu'est l'AGEL à l'époque.

226 Non daté.

de président de la section UNEF Lettres et également comme mandataire des sections UNEF Lettres, Droit, Sciences économiques (...) m'expose : Que lui même et les différents présidents des sections sus relatées ont sollicité la réunion du collectif de l'UNEF aux fins de renouveler le bureau de l'AGEL de Lille. Que la direction sortante de l'AGEL représentée par M. Pierre Deblock a refusé de convoquer ce collectif contrairement aux statuts. Qu'il avait le plus vif intérêt à faire procéder par ministère d'huissier à toutes les constatations utiles et notamment de faire consigner les résultats du vote prévu pour ce jour à 22 heures conformément aux statuts. Il a été procédé au vote à mainlevée et le bureau (...) a été élu ». Or, les statuts de 1930 ne prévoient ni collectif provisoire, ni comité d'action, ni vote à mainlevée, ni par procuration. Le collectif de ville n'existe pas non plus. Les statuts nationaux de l'UNEF ne peuvent gérer l'AGEL. L'AG a été convoquée irrégulièrement. Déjà en février 1969, un « collectif exécutif provisoire » s'était substitué au bureau. Leur expulsion est ordonnée pour le 14 février 1969. Le premier verdict est confirmé. Ce procès est assez important car il rend le contrôle du local à l'UNEF-Renouveau. Ainsi, à Lille, contrairement à ce qui se passe au niveau national, l'AGEL est judiciairement reconnue comme la continuatrice de la « grande UNEF » par la conservation de l'ancien local, de manière assez explicite. Par ailleurs, il est assez ironique que ce soient les statuts de 1930 qui ont donné tort à l'UNEF-US, alors qu'elle les avaient tant réclamés auparavant.

Les événements vont encore rebondir. Estimé au 30 mai, un tract « AEL (bureau provisoire)-UNEF<sup>227</sup>, fait part d'une AG du 29 mai, où le même genre de méthode pour renverser le bureau a été utilisé. « Considérant que notre grève n'est pas organisée, dirigée, qu'aussi bien le comité de grève que le bureau de l'AGE ont disparu de la circulation, que le comité de coordination, minutieusement sélectionné par le bureau de l'AGE, ne représente rien », l'AG a « décidé d'élire un bureau provisoire qui s'engage à convoquer une AG des grévistes qui élira un comité de grève responsable devant elle et dont chacun des membres sera révocable à tous instant », et proclame « que le bureau et le CA « bidon » soient démis ». Cette AG doit avoir lieu le 4 juin. A ce tract semble répondre une pétition<sup>228</sup>, estimé au 30 mai. « Considérant qu'au mépris des 2000 votants<sup>229</sup> qui ont la semaine dernière élu des représentants sur le programme élaboré par le bureau de l'AEL en tenant compte du travail effectué dans les assemblées d'instituts, une « AG » a, par 47 voix contre 28, démis le CA et le bureau de l'AEL », elle réclame le retour du Bureau régulier. On peut penser qu'il s'agit là d'une réaction des partisans de la direction, qui, forts d'une élection « par urne », contestent l'AG. Ce genre d'affrontements semble avoir fréquemment lieu en Lettres, les militants d'extrême gauche donnant, probablement hypocritement, plus de valeur à une AG qu'à un scrutin par urne, au mépris des statuts qu'ils ont eux-

---

227 Conservé par Pierre Deblock.

228 *Id.*

229 Vote par urne, probablement.

même réclamé.

#### 4) L'AGEL-UNEF, partie prenante du « Renouveau », affirme cependant ses singularités

Pierre Deblock<sup>230</sup> se rappelle que, alors qu'ils y étaient très engagés à l'origine, les militants majoritaires de l'AGEL, s'ils continuent à faire partie de la « tendance Renouveau », s'en dissocient un peu en ne faisant plus de zèle. Selon lui, nationalement, la volonté était vraiment de créer un syndicat proche de l'UEC, alors que l'AGEL souhaitait maintenir une vraie pluralité syndicale, facteur indispensable du caractère « de masse » du syndicat qu'ils souhaitaient reconstruire.<sup>231</sup> Aussi semble-t-il, au sein même de la « tendance » Renouveau, se distinguer deux stratégies : l'une, purement d'appareil, tenue par l'UEC en tant qu'organisation, et l'autre, menée par des syndicalistes communistes ou non-cartés, plus attachée à un cadre réellement « syndical de masse ». Il y a distanciation parce que les « camarades parisiens » ne sont pas dans la même optique, plus politisés. Nous nous permettrons de citer Pierre Deblock<sup>232</sup> : « Nos camarades parisiens nous prenaient pour des ploucs. » Il n'y aura d'ailleurs pas de lillois au BN après 1971 malgré le rôle de l'AGE de Lille dans la naissance de la tendance « Renouveau ». Selon Pierre Deblock, les méthodes électorales étaient également différentes à Lille qu'à Paris, le BN de Renouveau souhaitant gagner à tout prix des voix, même sans forcément avoir une base programmatique claire. Michelle Leclerc, dans son interview, exprime qu'elle a eu ces réserves dès avant le Congrès de Marseille quant à la tendance, défendant l'originalité de l'AGEL. Pour elle, la tendance « Renouveau » ne représentait pas assez l'aspect « syndicalisme de services », ni, par exemple, la pratique de « l'action décentralisée par amphi » jugée « démobilisante » au niveau national. Michelle Leclerc souligne son attachement à une politique culturelle du syndicat, qui ne se rencontre que rarement dans les autres AGE. L'AGE de Saint-Etienne, notamment, selon elle, avait été recréée de toutes pièces à partir de l'UEC. L'AGEN ressemblait plus à l'AGEL dans sa pratique. Michelle Leclerc subit des pressions de la part de la Fédération du Nord du PCF, selon elle, pour ce refus initial de participer à la tendance. Pierre Delcambre<sup>233</sup> parle de frictions plus fortes, un dirigeant national<sup>234</sup>, arrivant à la gare Lille-Flandres, aurait été « remis dans le train ». Mais ces

---

230 Voir son interview.

231 Par exemple, alors que le président de l'AGE rénovée de Lyon est inclu d'office dans le Bureau de l'UEC (preuve qu'il y est forcément), ce n'est pas le cas à Lille, où, si le président est presque toujours à l'UEC, sa présence au Bureau n'est pas une obligation. Pierre Deblock explique aussi que, sous sa mandature, l'AGEL met un point d'honneur à rembourser les emprunts faits à la CGT. Le BN de l'UNEF rénovée considérait cela comme futile, et se souciait moins d'indépendance syndicale

232 Voir son interview.

233 *Id.*

234 Pierre Zarka?

événements, qui arrivent plus tardivement (dans les années 1970) sont peu clairs. L'obscure raison de cet événement serait que la section du PCF de Lille-Centre dominerait l'AGEL, mais nous ne savons comment interpréter cet événement.

On voit dès lors que, même dans le « Renouveau », l'AGEL est une AGE à part, singulière, qui s'oppose au BN de sa propre tendance, même si elle le fait sans virulence.

### III) *Un aspect purement lillois de la scission de 1971 : le départ définitif des anciens « majos », la bataille de la mutuelle*

#### 1) L'affrontement avec les « majos » et la bataille statutaire

Nous avons laissé de côté jusqu'ici un aspect de l'histoire de l'AGEL à cette époque. Les « majos », minoritaires depuis des années, lancent une « offensive » pour reconquérir l'AGEL. Elle prend la forme d'un long affrontement juridique.

Dès début 1968, les « majos »<sup>235</sup>, trouvant une faille dans les statuts de l'AGEL, saisissent le tribunal. En effet, l'AGEL fonctionne selon des statuts adoptés en 1953, qui imposent l'élection du CA par un vote de chaque section. Or, ces statuts n'ont pas été validés par les autorités, ce qui doit être le cas lorsqu'une association est reconnue d'utilité publique. Et l'AGEL a été reconnue, comme l'UNEF, d'utilité publique dans les années 1930.

Un grand nombre de « majos » ont cependant quitté l'UNEF pour la FNEF dès le début des années 1960. Soulignons ici leur caractère très hétérogène : il y a des militants syndicaux parmi les « majos » qui veulent maintenir le caractère apolitique de l'action syndicale, mais pas foncièrement de droite, mais on trouve aussi des partisans de l'Algérie Française. A Lille, la FNEF existe, s'heurte violemment à l'UNEF, mais ne semble jamais percer. Elle est présente en Médecine et Droit, mais il n'est pas certains que les « corpos » de ces facultés s'y soient affiliées en tant que telles. Par contre, il est quasiment certain qu'elles s'étaient désaffiliées de l'UN<sup>236</sup>. Mais des individus isolés prennent leur carte à l'UNEF. Ailleurs en France, au cours des années 1960, les « majos », plus soucieux d'intérêts immédiats complètement déconnectés de la société que de longs débats idéologiques, reprennent du poil de la bête. On peut penser d'ailleurs que si l'UNEF a été si faible en mai 1968 à Paris, c'est parce que quasiment toutes les AGE parisiennes avaient été reconquises par ceux-ci, qui ne souhaitent pas s'impliquer trop dans le mouvement. Fantasma ou réalité, on craint qu'ils reprennent le contrôle du syndicat. Pour les contrer, la solution est

---

235 Apparemment surtout issus de Médecine.

236 Interview d'Alain Coquart.

simple, le BN décide de les exclure au Congrès de Marseille<sup>237</sup>. A Lille, la situation est plus complexe. Les « majos » semblent, pendant les années 1960, ne plus être à l'UNEF. Ils présentent contre elle une liste, le « FLEGM », aux élections de la section locale de la MNEF, et, fait rarissime, ils les remportent, dès 1967.

Selon Pierre Deblock, « les majos, essentiellement en médecine, se sont soudainement pris d'intérêt pour l'AGEL. »<sup>238</sup> au milieu de l'année 1967. Darcourt, leur responsable, porte plainte contre l'AGEL sur la question des statuts. Gagnant le procès, les « majos » imposent un administrateur judiciaire, Monsieur Cary.<sup>239</sup> C'est lui qui est chargé d'organiser les élections du 6 mars et de vendre les cartes d'adhésion.<sup>240</sup> Des élections sont réorganisées sous son contrôle, l'affaire dure un an et demie, presque, de début 1968 jusqu'à aux élections de janvier 1970. Les élections de février 1969, les premières à être organisées, sont en effet à nouveau annulées car organisées selon les statuts de 1953. La liste électorale pour les élections de décembre 1969 permettent par ailleurs de quantifier le nombre d'adhérents à plus de mille. Pierre Deblock se souvient d'un « moment chaud », où chacun avait peur que l'autre fraude, « bourre les urnes ». L'affaire est donc tranchée en faveur de la direction sortante. Les « majos » ne donnent plus signe de vie à partir de là. Mais la présence sur le long terme des majos à Lille est assez étonnante. Ailleurs, ils sont partis, ou ont été exclus. Il faudrait sans doute se pencher plus avant sur cette question pour savoir si c'est grâce au caractère plus syndical de l'AGEL qu'ils restent, ou si c'est seulement une initiative anecdotique d'individus isolés.

Le conflit avec les majos a également pour toile de fond un mouvement en médecine pendant l'année 1969, pour le réhaussement du *numerus clausus*. Les « majos » lillois, sans aucune concertation, ont lancé un mouvement en juin, mettant en péril les examens, tout en refusant de s'associer quand une action nationale sera déclenchée par l'UNEF en octobre. Par ailleurs, traditionnellement, l'AGEL reproche aux « majos » son absence de prise de position sur des sujets tels que le budget de l'Education Nationale.

### 3) La bataille de la Mutuelle

Les « majos » du FLEGM<sup>241</sup> dominent donc la section lilloise de la Mutuelle, dès 1967. Un tract estimé à décembre 1967<sup>242</sup> donne des résultats plus précis. Avec 5953 voix exprimées, la liste UNEF obtient 2421 voix (40,67%), et la liste FLEGM 3532

---

237 Il s'agit d'AGE parisiennes, Paris Sciences, Paris Médecine, Pharmacie, Sciences-PO et Institut Catholique. Celles-ci, paraît-il, s'étaient abstenues depuis longtemps de payer leurs cotisations.

238 Interview de Pierre Deblock.

239 *La Voix du Nord* des 8 et 9 décembre 1968

240 *La Voix du Nord* du 15 février 1969.

241 Front lillois étudiant pour la gestion de la mutuelle

242 Conservé par Bernard Delmas.

(59,33%)<sup>243</sup>. Toujours selon le tract, la liste « majo » s'est livrée à des attaques violentes contre l'AGEL-UNEF durant la campagne : « La carte MNEF de la tête de liste UNEF a été payée par le Parti Communiste », « le BAPU est une cellule de lavage de cerveau et de formation marxiste », « l'UNEF veut fonctionnariser la médecine ». Ces résultats sont confirmés en 1969<sup>244</sup> les deux listes sont les mêmes : le Front lillois étudiant pour la gestion de la mutuelle obtient 75%, l'UNEF Renouveau les 25% restant. Néanmoins, un membre de l'AGEL sera inclu dans le Bureau, ce qui lui vaudra les foudres du BN<sup>245</sup>, refusant cette collusion avec les « majos » tant détestés. L'AGEL ne récupère pas la direction de la MNEF locale, et elle a beau jeu de souligner que les voix du FLEGM viennent des établissements privés, de médecine, de pharmacie pour les deux tiers, rien ne changera la situation. Les affrontements dans la MNEF continuent après la scission, mais plutôt dans la perspective de reprendre sa direction nationale aux ESU, accusés par Renouveau<sup>246</sup> d'avoir détourné de l'argent, et de s'être servi de l'argent de la MNEF pour financer le PSU. Parallèlement, les mutuelles régionales privées se mettent en place. Selon Renouveau, les étudiants socialistes unifiés qui dirigent encore, fin 1971, la mutuelle, considère la sécurité sociale comme un « organisme bourgeois », et ne font rien pour en organiser la défense. Ceci dit, assez vite, l'UNEF n'aura quasiment plus aucun poids au sein de la MNEF, prise en main par les étudiants du CERES et de plus en plus « verrouillée » par sa direction. Celle-ci devient très autonome de son organisation fondatrice.

La « bataille de la MNEF » resurgit quelques années plus tard. Dans des journaux divers datant des environs du 2 février 1973<sup>247</sup>, on peut lire qu'un « commando d'une cinquantaine de membres de l'AJS » perturbe un scrutin à la Mutuelle. Ils font disparaître les urnes, menacent un huissier et déquestrent un membre du BN, Gérard Wolber, qui est battu. Monsieur Wolber est en proie à une grave commotion cérébrale. L'AGEL-UNEF déclare : « le 31 janvier 1973, le déroulement des élections à la section lilloise de la MNEF a été le prétexte à des

---

243 Cela équivaut à trente deux élus UNEF et quarante huit pour le FLEGM. Pour l'UNEF : François Lapostolle, président d'honneur de l'AGEL, Bernard Delmas, président de l'AGEL, Gérard Malaquin, président de la FRUAL, Nicole Belot, Pharmacie, Jean-Luc Landas, CPEM, Martine Codron, Médecine, Alain Carette, président de l'ARCSA, Sciences, Pierre Vanpouille, président de la section UNEF de Sciences à la Catho, Philippe Bono, EDHEC, Marie-Claude Auribault, Ecole du service social, Alain Letruc, Lettres, Président de l'Association Sportive de la Faculté des Sciences, Paul Delieuvre, Séminaire, Georges Blondel, Droit, Secrétaire Général de la section UNEF de droit, Christian Lefebvre, Faidherbe, Alain Warluzelle, Sciences, Vice président Sport Loisirs de l'ARCSA, Joël Farine, Sciences, Vice Président Social de l'Association des Etudiants en Sciences, Bernard Maitte, Sciences, Pierre Deblock, Lettres, président de la section Annappes de l'association des étudiants en Lettres, Jean-Michel Stievenard, Lettres, Jean-Claude Poinsignon, Lettres, Vice Président Culturel de l'Association des Etudiants en Lettres, Guy Joignaux, Droit, Vice Président Culturel de l'AGEL, Nelly Lecocq, Droit, Vice Présidente Culturelle de l'ARCSA, Jean-Pierre Labbe-Thiry, Droit, Vice Président Jeunesse et Sports de l'AGEL, Vice Président du LUC, Catherine Baker, Journalisme, François Maillard, ISEN, Jacques Tassot, ISA, Claude Lubart, Médecine, Hélène Miquet, Médecine, Boris Wallon-Leduc, Médecine, Gérard Duvet, Secrétaire Général de l'Association des Etudiants en Sciences, Gabriel Leroy, Sciences.

244 *La Voix du Nord* du 22 février 1969.

245 *L'Etudiant de France*, avril 1969

246 *Etudiants de France*, novembre 1971

247 Coupures conservées par Pierre Deblock

agissements fascistes de la part d'un commando du groupuscule AJS, déguisé sous le sigle UGEL<sup>248</sup>-UNEF.» L'UEC proteste également. Quatre personnes sont écrouées<sup>249</sup>, tous membres de l'AJS. Aux élections, trois listes étaient en présence. L'UNEF-US contestait la procédure, ayant déjà bloqué un huissier dans une camionnette sur le campus. Le commando a obligé Wolber à signer diverses déclarations, avant que la police intervienne. Wolber raconte que c'est en tant que militant socialiste qu'il a été agressé. Le BN de la MNEF se saisit alors de l'affaire. La direction locale explique que l'AJS veut prendre la direction de la MNEF, parce qu'elle est en perte de vitesse et en manque d'argent. Wolber demande l'exclusion de la MNEF de tous ceux qui ont participé à l'agression. Cet épisode permet de se rendre compte du degré de violence potentielle des militants de l'AJS, même si la violence a pu être utilisée par différentes parties.

L'AGEL est donc originale à bien des égards puisque, AGE dominée par les étudiants communistes et « chrétiens de gauche », elle accueille encore des « majos » jusqu'en 1970. L'AGEL, au sein de l'UN, confirme donc son rôle d'AGE « dissidente », du moins « originale ». Elle est, à l'origine, la cheville ouvrière de Renouveau, dont elle s'autonomisera, en y restant toujours fidèle cependant.

---

248 Union Générale des Etudiants de Lille.

249 Pierre Lesterenko, Secrétaire Général national de l'UNEF-US, Patrick Damien, Olivier Ruffier des Aimes, tous trois parisiens, et un lillois, Sergiusz Andrzejewski, lillois.





**Troisième partie :**  
**Quel syndicalisme étudiant à Lille après l'explosion de  
1971 ?**

*I) L'UNEF rénovée : syndicat de masse ou jouet des communistes?*

L'ambition des syndicalistes de l'UNEF-Renouveau est de maintenir « la grande UNEF » et un syndicalisme étudiant de masse. Après 1971, l'UNEF-Renouveau parvient-elle à remplir cet objectif? Il faudrait d'abord définir ce qu'est un syndicat

de masse...<sup>250</sup> Est ce un syndicat qui accueille une certaine proportion de son public? Si on prend ce critère, il n'y a presque jamais eu, en France, de syndicat de masse de salariés, sauf dans l'immédiat après-guerre... On peut sans doute mesurer en partie le caractère de masse d'un syndicat par son audience électorale, par la reconnaissance dont elle jouit de par les autres organisations... Mais en réalité, la seule façon de le savoir serait de pouvoir sonder comment les étudiants, dans leur majorité, perçoivent l'UNEF rénovée dans les années 1970. Par ailleurs, pour être complet sur les conséquences de la scission, il faudrait détailler la bataille judiciaire pour la légitimité que se livrent les deux UNEF et l'ACES<sup>251</sup> (ex-AGE de Paris Sciences, exclue en 1968). Nous ne le ferons pas ici.<sup>252</sup> On peut considérer que le conflit qui a opposé « les majos » et la direction de l'AGEL est l'équivalent lillois de cette bataille judiciaire, et nous avons déjà expliqué comment elle a été réglée.

### 1) Une chute d'abord relative du nombre d'adhérents, qui conduit à une marginalisation du syndicalisme étudiant à Lille...

-Une désertion progressive de la base étudiante, malgré le maintien d'une ligne syndicale de masse...

Il est difficile de trouver des chiffres totalement dignes de foi, mais il semble que l'AGEL, au cours des années 1960, comme toutes les AGE de l'UN, a progressivement perdu des adhérents. Cependant, celui-ci, en 1968, se chiffre toujours en milliers, ce qui en fait l'une des principales AGE de France. Progressivement, ce chiffre baisse, et après la scission, il devient relativement « bas » par rapport à avant, mais toujours supérieur à ce que l'UNEF (tant Renouveau que US) pèse ailleurs en moyenne. Néanmoins, si, aux yeux des militants syndicaux étudiants lillois de l'époque, il s'agit d'une continuité directe avec la « grande UNEF »<sup>253</sup>, la masse des étudiants ne prend plus sa carte. Pourtant, sur le terrain, les militants continuent de vendre des photocopies pour les étudiants salariés, de tenir un restaurant universitaire (alors que cet objectif de maintenir un « syndicalisme de services » semble ne plus être une priorité du BN de l'UNEF-Renouveau). *Etudiants de France*<sup>254</sup> de novembre 1971 réaffirme par ailleurs son soutien à la Charte de Grenoble, s'inscrivant dans la « rénovation » de l'UNEF telle qu'elle a existé comme

---

250 Sylvain Henry aborde lui aussi cette problématique dans le mémoire qu'il a réalisé sur l'AGE de Lyon, il en tire la conclusion que le caractère de masse d'une organisation ne peut être déterminé que par son influence électorale. Mais dès lors, les choses sont évidemment faussées.

251 Association Corporatiste des Etudiants en Sciences

252 On peut se rapporter notamment à l'article de Robi Morder de *La Revue de l'Université*, numéro 10. Notons juste que les deux UNEF décident en 1977 de renoncer définitivement aux actions en justice.

253 Voir l'interview de Sylviane Dubois-Delacroix.

254 Organe de l'UNEF rénovée

syndicat de masse, se rattachant à l'Histoire de la « grande UNEF ».<sup>255</sup> L'AGEL fait encore parler d'elle, y compris dans les médias, puisqu'elle organise de régulières conférences de presse.<sup>256</sup> L'UNEF Renouveau veut ainsi « donner un second souffle au syndicalisme étudiant, en état de désagrégation depuis mai 1968 ». Selon le journaliste, c'est à un « style de revendications antérieures à 1968 que reviennent les militants. » Au plan national également, l'UNEF-Renouveau voit son nombre d'adhérents stagner, quoiqu'il augmente par rapport aux derniers chiffres de la « grande UNEF ».<sup>257</sup> Ce n'est pourtant pas faute de lancer de réguliers appels au renforcement, l'UNEF devant servir à « agir pour rester étudiant », et non à agir en fonction de « buts politiques généraux », ce qui nécessite un soutien conséquent de la base et une force militante permanente.

Dans la pratique, l'AGEL garde ses traditions militantes : informations aux étudiants par la voie d'affichage et d'annonces en TD ou amphis, présence sur les chaînes d'inscriptions, services. Sylviane Dubois-Delacroix se souvient qu'à l'époque elle devait négocier avec des professeurs parfois peu coopératifs pour que ceux-ci fournissent leurs photocopies, que l'UNEF continue de revendre aux étudiants salariés. L'UNEF contribue aussi à l'animation de la vie du campus, puisqu'elle continue à gérer des associations culturelles, voire à organiser des événements festifs, notamment via la FRUF en Cité universitaire, sur le campus de la Cité scientifique<sup>258</sup>. Elle anime, dans la Résidence Gallois, une petite coopérative. Tout cela en menant une activité syndicale quotidienne, notamment en imposant des modifications dans les règlements intérieurs. La FRUF particulièrement a une capacité de rassemblement épatante. Dans les souvenirs de Gérard Lemaître, la liste FRUF pour le conseil de la Résidence Gallois en 1975-1976 fédère d'une part les associations d'étudiants étrangers, une grande partie d'étudiants d'obédience communiste, ou en tous cas proches de l'UNEF, des maoïstes, d'écologistes, des militants de Lutte Ouvrière, du CERES, mais aussi, éventuellement des « modérés ». Tous ne sont pas, évidemment, membres de l'UNEF. La FRUF réussit donc à fédérer très largement. Ses activités sont largement festives ou culturelles<sup>259</sup>. Au Congrès de Grenoble, au milieu des années 1970, la section lilloise envoie vingt trois délégués, ce qui en fait une des plus fortes délégations de France. Une Conférence Nationale a même lieu à Lille 1. Cette orientation « festive », « culturelle », « quotidienne » finalement (sans renier l'action syndicale) semble bien plus important qu'à Lyon<sup>260</sup>, voire même au niveau national. Par ailleurs, l'U1 est

---

255 « Et cette UNEF, héritière des traditions de lutte des étudiants, de la poignée des résistants et de la majorité de Grenoble, nous la continuons. Dans des conditions nouvelles en tenant compte du milieu et des luttes, aux yeux des étudiants et des travailleurs : Rénovée! », extrait d'un article d'*Etudiants de France*, novembre 1971

256 Par exemple, *la Voix du Nord*, 4 septembre 1971.

257 Voir les annexes à la fin de : Maurice (R.), *L'UNEF ou le pari étudiant*, Éditions Sociales, coll. Notre Temps, 1977, 157 p.

258 Interview de Gérard Lemaître

259 Gérard Lemaître lui-même, pourtant désormais très politisé, adhère en 1974 à la FRUF pour soutenir un projet de construction d'une discothèque.

260 Henry (S.), *L'A.G.E.L.-U.N.E.F., 1971-1994. Aspect de la recomposition du syndicalisme étudiant à Lyon*

encore géré par l'UNEF en 1977, au moins. Par contre, « la Coopé » semble disparaître dans la première moitié des années 1970. Ce maintien d'un syndicalisme de services sera théorisé progressivement, finissant par devenir la ligne nationale : « Elle vise à auto-organiser les étudiants face à la « sélection sociale » et donc aux conditions de vie et d'études. Face à la démission de l'Etat, les étudiants doivent répondre eux-mêmes à tous les aspects de la vie étudiante. La participation des étudiants à la gestion des services est érigée en nécessité (...). »<sup>261</sup> L'entraide sera définie, à Reims, en Congrès National, en 1982<sup>262</sup>, comme un axe à part entière de l'activité syndicale, à côté de l'action revendicative, légitimant du même fait les méthodes lilloises des années 1960 et 1970.

Pourtant l'AGEL va progressivement décliner. Jusqu'au milieu des années 1970, elle semble se maintenir en ce qui concerne le nombre des adhérents. Mais Philippe Rousseau, enseignant à Lille 3 durant toute cette période, a souvenir que progressivement les responsables syndicaux se coupent de la base, ne vont plus en cours. Alors qu'auparavant, réussir ses études était un argument pour montrer la possibilité d'un engagement syndical « tout en restant étudiant ». Nous avons déjà évoqué précédemment des causes possibles de ce déclin (séparation des trois universités, bouleversement des structures pédagogiques). Mais Philippe Rousseau dans son interview se souvient que la lutte pour « rétablir la légitimité nationale du syndicalisme de masse » se fait dans un contexte d'opposition permanente aux « gauchistes », avec, derrière, le spectre de Charléty, analysé, comme une alliance entre l'extrême gauche et la social-démocratie pour nuire au Parti Communiste Français. Or, on comprend qu'on peut difficilement attirer les étudiants dans une organisation en perpétuelle opposition avec les autres. Toujours selon Philippe Rousseau, l'AGEL connaît une série de problèmes d'argent, perdant progressivement son offre de services, du coup perdant à nouveau de l'argent, car ce sont bien les services qui amènent le plus d'étudiants (et donc d'argent) à l'AGEL. Cela a dû largement jouer dans la lente descente aux enfers de l'AGEL. Philippe Rousseau semble aussi confirmer l'idée que nous avons évoqué d'un parallélisme entre l'Union de la Gauche au niveau politique et le Renouveau de l'UNEF au niveau étudiant, tant la rupture de la première aura des effets néfastes sur le second. Tout cela n'est qu'hypothèses, car cette quasi disparition de l'AGEL n'intervient qu'à la fin des années 1970, voire après. Le mouvement de 1976 apparaît donc comme un chant du cygne, tant au niveau national que local, pour l'UNEF et pour l'AGEL, cette dernière étant alors animée par Dominique Vangrotte à Lille 3.

Dans les années 1980 et 1990, malgré des tentatives, l'UNEF perd son implantation militante, et l'AGEL s'est désaffiliée de l'UN en 2001. « L'AGE de Lille de l'UNEF » n'est statutairement pas l'héritière de l'AGEL historique. L'UNEF-ID

---

*après la scission de l'U.N.E.F.* Maîtrise, Université Lumière-Lyon II, 1998, 263 p.

261 *Id.*

262 Ligne de « Solidarité étudiante ».

n'a pas non plus su réellement s'implanter. Peut-être l'effondrement de l'AGEL est-il dû également au bouleversement des structures universitaires. La séparation des trois universités se fait progressivement au tout début des années 1970. Elle revêt, d'ailleurs, des contours politisés : ce n'est pas incidemment que les sociologues et géographes, plus impliqués à gauche, ont souhaité rallier l'Université de Lille 1, ou qu'on a concentré dans une université des disciplines aussi différentes que le droit et la médecine.<sup>263</sup> On peut comprendre que pour un syndicat qui s'est construit en centre ville, où est situé son siège, près de la rue Angellier, il est difficile de diviser ses activités en plusieurs pôles, distants de plusieurs kilomètres. Ensuite, la création des TD est également un changement difficile pour le syndicaliste, qui, s'il prenait la parole dans un amphithéâtre de plusieurs centaines d'étudiants, se faisait immédiatement remarquer, connaître, par une masse importante de personnes. Dans une multitude de petits cours, l'action syndicale est plus difficile. Bref, les innovations conséquentes à mai 1968 ont sans doute un rôle sous-estimé dans l'effondrement syndical de cette période.

#### - Quel degré d'ouverture d'une AGEL dominée par l'UEC ?

Sur le plan de la diversité idéologique, l'AGEL ne semble pas être un modèle dans les années 1970. Alors que dans d'autres AGE (Nancy, Lyon), des socialistes, des radicaux, des chrétiens de gauche participent aux activités du syndicat (quoique certains socialistes optent pour l'UNEF-US), à Lille, progressivement, il ne semble plus y avoir que des communistes ou des sympathisants communistes qui y militent, c'est en tous cas le cas au milieu des années 1970, lorsque Colette Behagle-Kouadio en fait partie. Cela demanderait approfondissement. Cela semble se confirmer au plan national, où, parallèlement, aux différentes ruptures de l'Union de la Gauche, les socialistes ou radicaux quittent le BN, ou du moins se plaignent de la mainmise des communistes. Au BN de 1971, on trouve cependant des étudiants de toutes origines politiques à gauche. Sur vingt membres, dix seulement sont des étudiants communistes. Sur les dix restants, on trouve des membres de la CIR, des radicaux, des étudiants du CERES, des étudiants SFIO. Mais ceux-ci sont divisés face au bloc que représente l'UEC. Seuls les étudiants du CERES de Chevénefont y restent finalement, les rocardiens et mitterrandiens la quittant finalement pour créer le COSEF<sup>264</sup> ou rejoindre l'UNEF-US. Notons que lors du « Programme commun » PCF/PS/MRG, l'UNEF, au niveau national, soutient les candidatures d'Union de la Gauche aux législatives.<sup>265</sup> Ses analyses du monde étudiant demeurent jusqu'au bout proches de celles de l'Union des Étudiants Communistes. Sylvain Henri va même, dans son mémoire, faire un parallèle entre la volonté du PCF d'obtenir un programme

---

263 Dans son interview, Pierre Delcambre insiste longuement sur ces aspects.

264 Comité pour l'Organisation d'un Syndicat des Étudiants de France

265 Comme la CGT.

commun d'action pour les masses populaires, et la volonté de recréer un syndicat de masse pour les étudiants. Alors, si l'UNEF doit, pour prétendre être un syndicat représentatif, recruter au delà des rangs de l'UEC, c'est celle-ci qui, même minoritaire parmi les adhérents, fournit le plus gros des militants et la quasi totalité des cadres. Colette Behagle-Kouadio se souvient que, lorsqu'elle est adhérente à l'AGEL, un étudiant socialiste y adhère, et y milite, à la grande fierté de ses camarades. « Enfin, on en avait fait adhérer un qui n'était pas communiste! » Quelques semaines après, il prend sa carte à l'UEC... Cette anecdote peut révéler l'influence de l'UEC dans l'AGEL, ses militants répétant, volontairement ou non, les analyses de leur organisation politique. A l'époque déjà, l'UEC sert d'intermédiaire également pour finir les listes de candidats quand il y en a pas assez. Malgré tout, comme nous l'avons vu, l'AGEL a des outils pour le rassemblement, telle que la FRUF, qui rassemble bien au-delà des rangs communistes, et même bien au-delà des rangs de l'UNEF.

#### -De nombreux partenaires pour animer la vie étudiante

L'AGEL, par ailleurs, collabore largement avec l'UNEM<sup>266</sup>, dont certains militants sont très actifs dans l'UNEF. Elle noue avec des associations d'étudiants étrangers, comme l'UGET<sup>267</sup> ou la FEANF<sup>268</sup> des liens importants. L'UGE, pas très influente à Lille<sup>269</sup>, est tombée vite sous l'influence de l'UNEF-Renouveau au niveau national. Elle paraît disparaître au cours des années 1970, peut-être à cause de son ralliement, à l'époque de la scission au courant « unitaire ». Sans doute faudrait il voir si les anciens responsables étudiants en grandes écoles ne sont pas les piliers de « l'autre » UNEF. La FRUF, jusqu'en 1975, demeure l'organisation unique des résidents universitaires, et est dominée par Renouveau, Marie-George Buffet en devenant présidente avant même la scission, en 1970. Elle est particulièrement puissante à Lille, selon Gérard Lemaître elle est même l'une des principales sections de France. Elle mène une activité syndicale en direction des étudiants résidents en résidence universitaire, et y anime la vie quotidienne, en organisant des soirées, en gérant une coopérative... Elle reste ainsi fidèle, à Lille, à une tradition de la « grande UNEF ». La FRUF apparaît d'ailleurs assez autonome, puisque les dirigeants de l'AGEL interrogés semblent ignorer son activité et son fonctionnement, mais le président de la FRUF est toujours membre du bureau de l'AGEL. Avec la FRUF, l'AGEL garde un outil syndical « de masse », car ses militants sont connus et reconnus par les étudiants. L'AGEL collabore également avec le Secours Populaire pour des actions

---

266 Union Nationale des Etudiants Marocains

267 Union Générale des Etudiants Tunisiens

268 Fédération des Etudiants d'Afrique Noire de France

269 On trouve cependant sa trace parmi les associations dissoutes (2131 W-155) aux A.D.N. En mars 1970 est déposé le bureau de "l'UGE", structure de base de l'UNEF pour les grandes écoles du Nord. Voici sa composition : Président : Jean Tassot, étudiant à l'IPA. Secrétaire : Patrick Dubois, étudiant à l'ISEN. Trésorier : J-P Rieffel, étudiant ENSAM. Secrétaire adjoint : François Chevalier, étudiant ESC.

caricatives, et anime le Club Angellier, ce qui lui assure un gros contingent d'anglicistes.

Ainsi, l'AGEL-UNEF prétend continuer à être « le grand syndicat de la classe étudiante » dont parlait *Le Figaro* en 1956. Si, sur certains points, au début des années 1970, elle conserve réellement des caractères « de masse », sur la pratique, et dans un certain point, en ce qui concerne le nombre d'adhérents, elle décline cependant assez rapidement.

## *2) Un triomphe sur le plan électoral, une reconnaissance vis à vis des partenaires syndicaux*

-L'audience électorale de l'AGEL, un plébiscite... en trompe l'oeil?

L'UNEF-US refuse de se présenter aux élections universitaires dans un premier temps, considérant que les élus étudiants « cogèrent le capitalisme ». Il est donc difficile de mesurer son audience à Lille par ce biais. Ceci dit, lorsque, en 1975, elle prend la décision de se présenter aux élections au CA du CROUS, la liste qu'elle présente via la FERUF<sup>270</sup>, ne bénéficiant d'aucune implantation locale apparemment,<sup>271</sup> ne remporte qu'un élu sur vingt-trois pour la FRUF et Renouveau. La lente progression de l'UNEF menée par l'AJS se fera dans la deuxième moitié des années 1970, puis dans les années 1980. Ne disposant d'aucune équipe militante locale ou presque, un dirigeant de l'époque, lors du Congrès du Centenaire de l'UNEF, a raconté que c'est de cette époque que datent les « bus de militants » parcourant toute la France, de ville universitaire en ville universitaire, pour faire les campagnes électurales. Ainsi, l'UNEF-US peut ici et là battre les équipes militants de Renouveau, pourtant bien implantées. Cette méthode électoraliste est désormais bien éprouvée.

Quant aux élections universitaires, d'autres groupes s'y présentent, comme la FNEF, quelques groupes modérés participationnistes, des associations disciplinaires, l'UNI et le MARC. Face à eux, l'AGEL-UNEF conserve toujours plus de 50% des suffrages, du moins lors des premiers scrutins. Quelques UER sont bien dominées par des associations disciplinaires, mais l'AGEL-UNEF reste la force syndicale dominante avec laquelle personne ne peut rivaliser. Si elle reconnaît des lacunes à la cogestion, la stratégie est toujours la même : il s'agit pour les étudiants de se donner des élus syndicaux qui répercutent les luttes étudiantes au sein des conseils. Cependant, sur le plan électoral, l'AGEL se montre très ouverte<sup>272</sup>. Elle mène des listes communes avec des associations disciplinaires. Les premières listes qu'elle présente en 1968 sont des listes de large rassemblement. L'intitulé de ses listes ne varie guère et se veut

---

270 Les étudiants proches de l'UNEF-US ont scissionné de la FRUF pour créer la FERUF en 1975

271 Voir l'interview de Gérard Lemaître

272 Le tract électoral retrouvé dans les papiers déposés par Lottin aux A.D.N. (144 J-12) est un «tract d'union», même si on ne précise guère entre quoi et quoi...

rassembleur : « Défense des Intérêts Étudiants pour une Université Démocratique ».<sup>273</sup> Les revendications sont simples et proches des préoccupations quotidiennes : réglementation des UV optionnelles, réforme du contrôle des connaissances, création de postes, limitation des frais scolaires, droits pour les étudiants salariés, défense du service public. A l'AGE de Lyon, le Congrès d'AGE de 1972 précise que « nous ne demandons pas aux étudiants de voter seulement pour l'AGEL-UNEF, mais de se prononcer aussi sur son programme de revendications. »<sup>274</sup> Toujours à Lyon (mais on peut supposer que c'est la même chose à Lille), « l'AGEL-UNEF tente donc, en général, de présenter partout des listes ». Mais du fait de son faible nombre d'adhérents, elle présente dans certaines UER des étudiants non-syndiqués. A Lille, Pierre Delcambre deviendra même « Vice Président étudiant »<sup>275</sup>, élu sur une liste de l'AGEL, alors qu'il n'est pas membre de l'UNEF. Cette ouverture masque le manque d'adhérents au syndicat, en même temps que cela lui donne un vernis unitaire.

Pour tenter de donner une approche chiffrée de la représentativité de l'UNEF-Renouveau, prenons les résultats tels que récoltés dans les papiers d'Alain Lottin<sup>276</sup>. En décembre 1971, la profession de foi de l'AGEL-UNEF, liste de « Défense des Intérêts Étudiants » rappelle qu'aux élections d'UER, l'UNEF a été la seule à déposer des listes partout, et progresse de soixante voix, soit 58,5%. Elle dénonce l'alliance entre « Action Technique et Critique » et la « FAEL », considérée comme respectivement « une liste qui se dit détachée de toute organisation politique » et « une organisation manipulée par l'UNR ». En décembre 1972, on observe une nouvelle victoire de l'UNEF aux élections d'UER, avec 1351 voix (soit cinq élus en Angellier<sup>277</sup>, six en Histoire, sept en Lettres Modernes, neuf en Études Germaniques, cinq en LRSO<sup>278</sup>, quatre en Techniques de réadaptation, neuf en Langues anciennes, cinq en Psychologie, cinq en Philosophie), le MARC, avec 175 voix, obtient trois sièges en Histoire et six en Philosophie<sup>279</sup>, la FNEF, avec 164 voix, obtient quatre sièges en Angellier, et un en Lettres Modernes. Le groupe « Action technique et critique »<sup>280</sup> bat l'AGEL dans deux UER, Histoire avec sept sièges, en Angellier avec neuf sièges, avec un total non négligeable de 434 voix. Une liste indépendante existe, totalisant 260 voix, soit quatre sièges en Études Germaniques, sept en LRSO<sup>281</sup> et quatre en

273 *Etudiants de France*, novembre 1971. On y rappelle que la participation aux élections a permis des succès contre Guichard.

274 Henry (S.), *L'A.G.E.L.-U.N.E.F., 1971-1994. Aspect de la recomposition du syndicalisme étudiant à Lyon après la scission de l'U.N.E.F.* Maîtrise, Université Lumière-Lyon II, 1998, 263 p.

275 La fonction n'existe pas à l'époque, mais son mandat est un équivalent de celle-ci

276 144 J-12, Archives départementales du Nord

277 Nom de l'UER d'Anglais de Lille 3

278 Langues Romanes, Slaves et Orientales

279 Soit, notons le, plus que l'AGEL

280 Difficile à identifier idéologiquement... S'agirait-il d'étudiants socialistes? Dans sa profession de foi, elle dit se composer d'étudiants engagés au SNES, SNI et SGEN... S'agirait-il tout simplement d'étudiants stagiaires?

281 Soit, là aussi, plus que l'UNEF....



Langues anciennes. Une énigmatique liste « Université rénovée »<sup>282</sup> obtient trois sièges en Histoire et soixante deux voix. Une liste « AOF-FAEL »<sup>283</sup>, avec sept sièges en Techniques de réadaptation<sup>284</sup>, totalise 149 voix. Et enfin, une liste « apolitique » obtient soixante dix neuf voix et deux sièges en Lettres.<sup>285</sup> C'est donc une étrange victoire pour l'AGEL. Elle rafle plus de 50% des suffrages, tout en étant battue dans cinq UER sur dix, ce qui n'est pas négligeable. Le public étudiant semble reprocher à l'AGEL, selon les cas, soit sa modération, soit au contraire son trop grand engagement. En fait, par sa capacité à présenter des listes partout, elle dépasse largement des listes qui, si elles arrivent battre l'AGEL localement, ne peuvent se mesurer à elle à l'échelle de l'Université. L'AGEL-UNEF garde ainsi une carrure d'organisation représentative à l'échelle lilloise, du moins à l'Université de Lille 3. Encore faudrait-il analyser plus avant les chiffres (très bas déjà) de la participation électorale. Avec, en 1971-1972, un taux de participation de 35,8%, et de 32,90% en 1972-1973<sup>286</sup>, l'AGEL n'est peut être représentative que d'une minorité déjà plus conscientisée que la moyenne.

Cette représentativité est cependant confirmée plusieurs fois<sup>287</sup>. En novembre 1971, les élus d'UER donnent quarante neuf voix (soit quatorze sièges<sup>288</sup> et 48,2%) à « Défense des intérêts étudiants », c'est à dire l'AGEL, vingt trois (soit sept sièges et 24,13%) à « Action syndicale sociale et universitaire »<sup>289</sup>, dix huit aux indépendants (soit cinq sièges et 17,24%), neuf (soit trois sièges et 10,34%) au MARC. L'entrée en scène de ce dernier n'est pas ridicule. Les mêmes élections, un an après, voient une remontée de l'AGEL, qui obtient trente huit voix, soit 65,2% et dix neuf sièges<sup>290</sup>. « Action technique et critique », obtient 17,24%, soit onze voix et cinq sièges, les « indépendants », neuf voix.

Cette puissance électorale de l'AGEL dure au moins toute la première moitié des années 1970, puisque Colette Behagle-Kouadio se souvient que l'AGEL rafle tous les sièges dans son UER (philosophie), la liste adverse n'en recevant aucun. Beaucoup des candidats étaient communistes, mais pas uniquement. Un candidat n'est même pas, dans son souvenir, membre de l'AGEL, et plutôt anarchisant.

Les revendications de l'UNEF, jusqu'au milieu des années 1970, semblent

282 Sans doute une émanation du CLERU ou de l'AMRU...

283 Sans doute une association disciplinaire

284 Battant, là encore, l'UNEF

285 En pourcentage des voix obtenues, l'UNEF obtient 53,82%, « Action technique et politique », 17,29%, la liste indépendante, 10,36%, le MARC, 6,97%, la FNEF, 6,53%, « AOF-FAEL », 5,94%, la liste apolitique, 3,15%, « Université rénovée », 2,47%.

286 Condette (J.-F.), *La Faculté des Lettres de Lille de 1887 à 1974 : les métamorphoses d'une institution universitaire française*, Éditions du Septentrion, Lille, 1997.

287 *Id.*

288 Deblock, Rabette, Desmet, Denoncourt, Kerguelin, Henocq, Marescaux, Duez, Avisert, Scherpereel, Gaultier, Fumaroli, Brice, Aliquot

289 Sensibilité inconnue, peut être des socialistes.

290 Westrelin, Febain, Henocq, Deblock, Kesteloot, Derveuw, Winot, Avenel, Roussel, Schefout, Rayer, Schoonhere, Ferey, Eudieu, Quevillier, Oghe, Delvalée, Gressier, Vanderdorpe

conserver la même optique « largement rassembleuse ». La profession de foi **de cette année là** est intitulée « Aide et défense des étudiants »<sup>291</sup>. La revendication principale fait toujours écho à celle du début des années 1970 (« Agir pour rester étudiant ») : « Être étudiant à part entière ». Pour cela, il faut « abolir le salariat étudiant, cause essentielle du gâchis universitaire ». Les moyens concrets sont l'allocation d'études, sur critères sociaux, le blocage des tarifs de cité U et restaurants universitaires, défense du CROUS, l'amélioration du réseau de transports et des installations sportives, l'augmentation du budget de l'Education Nationale, des dispositions pédagogiques, le maintien de la valeur nationale des diplômes et reconnaissance dans les conventions collectives, le doublement des postes au concours, création de nouveaux diplômes... C'est ces revendications que les élus UNEF ont l'intention de porter dans les conseils. Ce ne sont pas objectifs « politiques généraux » mais des revendications « quotidiennes ».

#### -L'AGEL-UNEF et ses relations avec les autres organisations étudiantes

L'ouverture dont nous venons de parler vers les étudiants non-syndiqués et, ponctuellement, vers d'autres organisations, en l'occurrence seq satellites et des associations d'étudiants étrangers essentiellement, fait difficilement oublier un certain « sectarisme » au niveau national avec ses homologues. Avec ses outils, la FRUF et l'UGE, l'UNEF considère les autres organisations soit comme des alliés objectifs du gouvernement, soit comme des copies de son programme revendicatif. Dans son mémoire sur l'AGE de Lyon, Sylvain Henry explique comment sont qualifiées chacune des organisations concurrentes. Pour lui, le MARC était traité, preuves à l'appui, avec condescendance et ironie, perdu qu'il était dans ses querelles de tendances.<sup>292</sup> Quant à l'UNEF-US, Renouveau lui dénie tout simplement le droit de porter ce nom. Son boycott des élections, selon l'UNEF-Renouveau, contribue à laisser les mains libres dans les conseils au gouvernement. Gauchisme et corporatisme sont renvoyés également dos à dos. Si elle reproche aux « corpos » d'avoir une vision trop étroite et localiste des intérêts étudiants, il est reproché à l'UNEF-US de faire passer ses objectifs politiques avant les intérêts étudiants, ce qui, d'un côté comme de l'autre, est susceptible de favoriser la droite. Ainsi, si Renouveau cherche l'unité d'action avec les syndicats ouvriers et enseignants, elle l'évite le plus possible avec les autres organisations étudiantes. Aux yeux des deux UNEF, chacune d'entre elle est l'organisation syndicale de masse étudiante, à l'exclusion de toutes les autres. Pour Renouveau, il y a en effet de la place pour tout le monde à l'UNEF, à condition de ne pas structurer de tendance. Elle est en partie confirmée dans cette idée par le fait que le gouvernement distribue les subventions aux autres organisations (même d'extrême gauche), alors que Alice Saunier-Séié continue de la refuser à l'UNEF

---

291 Papiers personnels de Madame Colette Behagle-Kouadio, voir en annexe.

292 Renouveau n'était pas une organisation de tendances

renovée. Le souvenir de la scission de 1971 est de toutes façons très tenace. Sylvain Henry va jusqu'à parler de haine entre les deux organisations, citant des actes de violence complètement incroyables. Cependant, progressivement, l'unité d'action, à Lille comme ailleurs, est imposée par les AG et les coordinations de luttes qui émergent et tendent à remplacer, sur ce point très précis, l'ancien rôle de l'UNEF. Colette Behagle-Kouadio se souvient combien ces structures avaient pris de l'importance dans la lutte, et que les militants communistes y étaient mal vus. Mais les deux UNEF, réticentes au début, doivent finalement se rallier, dès la première moitié des années 1970, à cette forme d'« organisation ». Par ailleurs, de façon évidente, l'UNEF se livre une guerre sans merci à l'UNI, qu'elle dit, dans son tract pour les élections de 1970<sup>293</sup>, soutenue par « Ordre Nouveau ».

-L'UNEF renovée, reconnue de l'UIE et des partenaires syndicaux les plus importants

L'UNEF renovée et l'UNEF unitaire se tournent mutuellement le dos. A la lecture des organes de presse des deux syndicats<sup>294</sup>, on se rend compte qu'ils se conduisent comme si rien ne c'était passé en 1971. L'Etudiant de France<sup>295</sup> d'avril 1971 ne dit pas un mot sur le Congrès. Mais des articles y dénoncent les activités de l'UIE, parlent de l'occupation du local de l'AGEL (dénonçant le fait que Pierre Deblock ait fait appel à la police pour le faire évacuer), et évoque une UGEL, présente à Lille...

Au plan international, c'est l'UNEF Renovée qui a toute sa légitimité. Elle est reconnue par l'Union Internationale des Etudiants. Une délégation de l'UNEF unitaire s'en fait expulser *manu militari*. L'UIE semble d'ailleurs une fierté pour les renovateurs, tant elle est évoquée dans *Etudiants de France*. Le numéro de novembre 1971 célèbre les 25 ans de l'Union Internationale, réitère sa solidarité à l'Indochine, et reproche à l'ancienne direction de ne pas avoir mené les combats engagés par l'UIE. L'UNEF-Renouveau affirme clairement ses sympathies : dans un article d'octobre 1971, sur la mauvaise santé du sport français, la RDA et l'URSS sont cités en modèle sportif.

Avec les autres syndicats ouvriers et enseignants, l'AGEL-UNEF tente de nouer des relations syndicales avec l'ensemble de ceux-ci, dans la lignée de ce qui se passait auparavant. Mais il n'y a qu'avec la CGT et le SNESup que les relations sont réellement bonnes. Ceux ci sont présents à Paris lors du Congrès du Renouveau. La collaboration de la CGT, qui n'hésite pas à prêter de l'argent à l'AGEL<sup>296</sup>, et du SNESup, alimente le mythe d'un complot communiste à l'université.

---

293 144 J-12, Archives départementales du Nord

294 *Etudiants de France* pour Renouveau, et *L'Etudiant de France* pour l'UNEF-US

295 L'organe est resté aux mains des « unitaires »

296 Voir interview de Pierre Deblock.

Vis à vis des pouvoirs publics, l'UNEF-Renouveau appelle à une journée d'action dès le 24 mars 1971 pour être reçu dans les rectorats et ministères. Mais il a pu arriver que, par stratégie, ceux-ci préfèrent dialoguer avec « l'autre UNEF ».

### 3) *Un rôle moteur dans les luttes et le maintien d'un syndicalisme traditionnel*

Nous l'avons vu, l'AGEL, après la scission, garde la plupart de ses modes d'action de la « grande UNEF » : syndicalisme de services, revendications de proximité, information aux étudiants par des interventions en amphi. L'AGEL ne renonce en rien aux méthodes traditionnelles, et les approfondit, en tentant d'ouvrir, en 1969, à l'U1, un théâtre étudiant. L'AGEL continue de proposer des logements<sup>297</sup>, des clubs culturels... Même si son contrôle sur le LUC diminue. Le « Lille-U » n'est plus diffusé qu'épisodiquement, mais il existe toujours. La FRUF, quoique rattachée à l'UNEF, garde une existence autonome, avec son propre bureau<sup>298</sup>. Selon Colette Behagle-Kouadio, au début de la deuxième moitié des années 1970, l'UNEF reste présente à Lille 3 et Lille 1, notamment en sciences économiques, mais aussi se réimplante en droit. Elle demeure également présente au Lycée Faidherbe... A cette époque, son président est Rémy Fontaine.

Au plan national, et ce encore en 1977,<sup>299</sup> l'UNEF rénovée reste fidèle, au moins en théorie, aux principes qui ont présidé à sa refondation. L'UNEF se présente alors elle-même comme un « pari entre les étudiants et le pouvoir pour le droit à l'expression, le droit à l'action », « pari pour faire de l'UNEF une organisation réellement syndicale<sup>300</sup>, engagée résolument sur le chemin du combat revendicatif », « pari surtout pour unir définitivement la grande masse des étudiants au sein d'une UNEF reconstruite et rénovée ». Pour René Maurice, la lutte de 1976<sup>301</sup> a révélé l'exigence d'un syndicat étudiant puissant. Les étudiants, quoiqu'ils ne soient pas une classe, ont des « aspirations convergentes et des difficultés identiques » sur lesquelles il faut les rassembler. L'UNEF possède les caractéristiques de rassembler la grande masse des étudiants. Elle « réalise la synthèse des opinions et des sensibilités sans porter atteinte à son unité ni à sa cohérence. » Toutes ces citations, tirées du prologue du livre de l'ancien président de l'UNEF, sonne comme un *credo*

---

297 Pour l'anecdote, Pierre Deblock raconte que, lorsque un propriétaire déposait une annonce en disant « je ne veux pas de noir ou d'arabe », les militants cochaient la fiche d'une croix noire, et ne la diffusaient qu'en dernier recours.

298 Dont on peut trouver la composition dans *Nord Eclair* du 13/10/1971 : Bureau constitué : A. Milon (président), VP : JM Leclercq, SG : A. Carette, VP extérieur : B. Haverland, VP culturel : P. Lecluse, trésorier : JP Deguine.

299 Nous ferons confiance, pour toutes les affirmations de ce paragraphe, au livre de René Maurice. *L'UNEF ou le pari étudiant*, Éditions Sociales, coll. Notre Temps, 1977, 157 p. Notons que c'est le seul livre connu d'un dirigeant de l'UNEF rénovée.

300 Souligné par nous, pour mettre en valeur la constance remarquable de la rhétorique syndicale.

301 Contre la réforme du second cycle

syndical, identique à celui de 1971. La personnalité même de René Maurice à l'origine étudiant catholique, quoique membre du PCF, renforce le vernis « rassembleur » du syndicat. Dans son livre, les revendications laissent aussi voir une UNEF fidèle à elle-même. L'accent est mis sur les étudiants salariés, sur le problème des débouchés. Le jeune dirigeant s'attaque au patronat qui, accusant l'université d'être une fabrique à chômeurs, se défait de ses responsabilités, c'est lui qui utilise « la crise de l'emploi ». La revendication phare reste l'allocation d'études « pour être étudiant à pleintemps », sur « critère sociaux et universitaires », « calculés selon les besoins objectifs de l'étudiant. » Il en va de l'intérêt national, puisque, investir sur l'enseignement supérieur, c'est investir dans les cadres de demain, selon le dirigeant syndical. Par ailleurs, René Maurice rappelle le rôle fondamental de l'UNEF dans la lutte. Il se plaît à y voir « tout un pays en lutte », notamment par le soutien du SNESup, la solidarité de la CGT et de l'UNCAL et la victoire de la gauche aux cantonales, malgré une « agitation anticommuniste » dans la presse. Au travers de cette lutte que René Maurice considère victorieuse, il y a, pour lui, « rejet de la société capitaliste ». Le 63<sup>e</sup> Congrès de l'UNEF, à Toulouse, consacrerait ainsi la victoire « du syndicalisme et de ses formes d'action », car la la lutte n'a pas été spontanée. « Le mouvement étudiant s'est hissé au niveau des autres catégories sociales » désormais, et comprend mieux ainsi la nécessité du syndicat, de sa capacité à proposer. L'action de l'UNEF durant le mouvement semble approuvée par la base étudiante, car, selon le livre, en 1975-1976, l'UNEF recueille, aux élections universitaires, près de 90 000 voix, soit 40% de plus qu'en 1974-1975, où elle avait déjà doublé ses suffrages.<sup>302</sup> Mais, pour l'année 1975-1976, la participation au niveau national tombe à 28%.<sup>303</sup> En mars 1976, aux élections au CNESER<sup>304</sup>, avec 73,49% de participation soit 682 votants, l'UNEF obtient 60,3% des suffrages, avec 10 sièges. L'alliance MARC-COSEF 7,4% et un siège. Le CLEF, 25,1%, et cinq sièges, UNI s'en tire avec 7,15% et un siège. Tout cela montre bien que l'UNEF rénovée devance nettement ses concurrents, dont les plus sérieux sont les listes locales et corporatistes. Aucune autre organisation nationale ne paraît encore, à cette date, lui faire ombrage. Dans le dernier chapitre de son livre, René Maurice rappelle le besoin d'un grand syndicat unificateur qui rejette aussi bien le corporatisme que le « mouvement politique de masse ». L'UNEF doit développer alors les trois volets d'une même lutte : « organiser l'entraide des étudiants et les défendre

---

302 Annexe 7 du livre de René Maurice, *L'UNEF ou le pari étudiant*, Éditions Sociales, coll. Notre Temps, 1977, 157 p.

303 Résultats détaillés, selon la même source, des élections universitaires de 1975-1976 :

Listes UNEF : 86 844 voix (65%). En 1974-75, 53%.

Listes locales ou corporatistes : 29%,

UNI : 0,3%

MARC : 1,9%

Autres listes (cumul CLEF, ANEMF, GUD, CERA, FNEF) : 3,9%

*Nota* : l'UNEF bat l'ANEMF en médecine.

304 Scrutin au suffrage indirect, avec les « grands électeurs » issus des conseils d'université.

quotidiennement, mettre en échec les mesures gouvernementales et lutter pour des mesures d'urgence, impulser l'action pour une Université démocratique », fidèle à sa « tradition de combat ». Le syndicat doit aussi prendre en compte des revendications locales, partielles pour garder sa base de masse, ainsi qu'une activité de services. Le soutien au Programme Commun est justifié par le fait que celui-ci reprenne les propositions de l'UNEF, car « il ne faut pas leurrer les étudiants » sur la possibilité de régler les problèmes de l'université au sein de la société capitaliste. A ceux qui voudraient lui dire que cela n'est pas cohérent avec un rassemblement de tous les étudiants, il précise que l'UNEF doit rassembler bien au delà des électeurs de l'Union de la Gauche, et il finit par cette formule fameuse : « Nous ne sommes ni l'UNEF ex quelque chose, ni l'UNEF des communistes, ni la CGT étudiante : nous sommes l'Union Nationale de Étudiants de France. »

L'AGEL reste par ailleurs motrice dans les luttes. La période même de la scission voit naître un regain de combativité du syndicat lillois. *La Voix du Nord* du 26 janvier 1972, laisse entendre que l'AGEL est encore en tête de cortège. Mais le MARC et « la tendance de l'autre UNEF » sont représentés. Cependant, nous y reviendrons, l'AGEL semble progressivement débordée sur ce sujet, puisque c'est la grande époque de « l'auto-organisation » des luttes, par les coordinations.

## II) D'autres organisations tentent d'émerger

A côté de cette UNEF rénovée, il existe des organisations « modérées », voire clairement favorables au gouvernement, et une UNEF « Unité Syndicale ». Par ailleurs, d'autres formes de syndicalisme émergent.

### 1) Les organisations « modérées » ou de droite

Nous l'avons vu, la FNEF existe à Lille. Elle ne prospère pas a priori, et est quasi inexistante sur les facultés de Lettres et Sciences, même si elle présente des listes, dont nous avons précédemment présenté les résultats. Après 1971, elle ne profite pas de l'explosion de l'UNEF et de l'exclusion des « majos » en décembre 1968, à Marseille. La FNEF paraît également survalorisée par la Voix du Nord, mais il faut préciser qu'elle reste importante en droite et médecine.

Il existe des groupes participationnistes modérés au niveau national<sup>305</sup>, mais ils n'ont pas une audience réelle à Lille. Peut-être se présentent ils sous l'un des étiquettes mystérieuses que nous avons précédemment citées. Le CLERU semble être présent, peut être est ce lui qui se présente sous l'étiquette « Université rénovée ». En 1975, la création du CLEF regroupe des associations, avec une orientation plutôt

---

305 Notamment le CLERU (Comité de Liaison Etudiant pour la Rénovation Universitaire) et l'AMRU (Alliance des Mouvements pour la Réforme des Universités), tous deux créés en 1969

conservatrice. IL ne faut pas le confondre avec le CELF<sup>306</sup>.

Dans le dernier chapitre de son livre, René Maurice désigne le CLEF<sup>307</sup> comme une « contre UNEF » créée par le gouvernement, en 1975. Il est qualifié d'« officine giscardienne », et n'obtient que 1555 voix au niveau national en 1975-1976. D'ailleurs, le gouvernement, à cette même époque, aurait coupé la subvention de la FNEF, pour la forcer à aller renforcer le CLEF. La subvention de l'UNEF est elle aussi à nouveau supprimée, sur critère politique, selon l'ancien président. Ces problèmes de subventions sont l'enjeu d'une vaste polémique entre l'UNEF et les organisations « modérées ». En septembre 1976, l'UNEF révèle un rapport qui explique que l'Etat aurait versé 316 millions de francs à des associations étudiantes pas forcément représentatives depuis 1968<sup>308</sup>. L'UNI, par exemple, avec moins d'1% des suffrages, se taillerait la part du lion avec 46 millions reçus. La FNAGE, qui n'a pas tenu de congrès les deux années précédents le rapport, aurait quant à elle reçu 36 millions. La FNEF, avec un score électoral en dessous de 2%, recevrait 31,5 millions de la part du contribuable français. La FEIC<sup>309</sup>, inconnue selon le livre de René Maurice, obtiendrait 100 millions de francs en 1974. Pour l'UNEF, ces largesses sont un « détournement de fonds publics ». Ces chiffres doivent être vérifiés, parce qu'ils sont tirés du livre de René Maurice, qu'on ne peut pas considérer comme neutre, mais s'ils sont ne serait-ce que partiellement vrais, il s'agit bien d'attaques gouvernementales contre la représentativité syndicale de l'UNEF-Renouveau.

L'UNI émerge aussi, mais sans implantation réelle, apparemment, malgré des scores électoraux parfois étonnants. Dans son tract pour les élections de 1970<sup>310</sup>, elle dénonce l'UNEF-Renouveau en ces termes : « L'UNEF Renouveau présentera une liste camouflée<sup>311</sup> dans laquelle elle a eu l'habileté d'attirer quelques modérés qu'elle pourra facilement éliminer au niveau des conseils supérieurs où ne sont éligibles que les membres appartenant à un mouvement national. Se faire complice de cette politique serait voter contre l'accession à l'échelon national d'un mouvement modéré, au moment où il est primordial et urgent que les modérés s'unissent, ce que ne veut en aucun cas l'UNEF Renouveau ». Comme ailleurs, son principale fonds de commerce est la dénonciation des syndicats « marxistes ». L'UNEF et elle se livrent une bataille permanente.

Dominique Rosselle, dans son interview, explique par ailleurs que le groupe des « étudiants gaullistes » étaient peu nombreux à Lille : une douzaine en faculté de lettres. Ils se contentent d'apporter la contestation en AG, et ne distribuent jamais de tracts. On constate que, apparemment, les groupes purement « politiques » de droite n'ont jamais eu une audience réelle à Lille, tout du moins en Lettres.

---

306 Comité des Etudiants Libéraux de France

307 Comité de Liaison des Etudiants de France

308 René Maurice, *L'UNEF ou le pari étudiant*, Éditions Sociales, coll. Notre Temps, 1977, 157 p.

309 Fédération des Étudiants Ingénieurs et Cadres

310 Série « 144 J » des Archives Départementales du Nord

311 La fameuse « Liste d'Union » dont nous avons parlé.

## 2) L'UNEF « unitaire »

L'UNEF-US semble exister à Lille, sous le nom d'UGEL<sup>312</sup>, puisqu'on trouve sa trace aux ADN Parmi les associations dissoutes<sup>313</sup>. Son siège est « chez Mademoiselle Quandalle. 57, Rue Bonte-Pollet ». Le « bureau provisoire » est alors composé de Michel Lefebvre, Joelle Leroux, et Stéphane Vangrevelinghe. Elle regroupe les « Comités d'Action, Comités de Base, Groupe d'études, Comités UNEF », constituant « l'unité de base de l'UNEF sur un terrain de lutte limité (UER, Facultés, section, année, CU). » On voit que, autant que Renouveau, l'UNEF « unitaire » se veut la continuité historique de l'UNEF ancienne, en reprenant l'ensemble des termes préexistants.<sup>314</sup> Mais elle ne s'implante que progressivement au milieu des années 1970. Elle n'a pas d'implantation militante réelle, la presse ne l'évoque pas, ou à peine. Au niveau national, elle est soutenue par FO et la FEN<sup>315</sup>, qui sont présents au « congrès d'unité et de lutte » de Dijon, pour faire contrepoids à « l'axe pro-PCF » entre la CGT, le SNESup et l'UNEF Rénovée. La CFDT, contrairement à ce qu'on peut lire parfois, n'est qu'observatrice, soutenant son propre poulain étudiant, le MARC. Et évidemment, l'UNEF-US reste dominée par la seule AJS, même si on compte un groupe d'étudiants socialistes (le courant « UID » dont nous avons parlé) à ses côtés, malgré l'existence d'un « comité de soutien socialiste au renouveau de l'UNEF ». Idéologiquement donc, elle est marquée par le trotskisme. Sa presse se livre à une dénonciation de l'UIE, et à travers elle, de l'URSS. Selon celle-ci, l'UNEF doit se battre pour le Socialisme<sup>316</sup>. Malgré tout, elle proclame dans ses statuts, regrouper les étudiants sans distinction religieuse, politique ou idéologique. Sur le plan local, on trouve la trace d'un tract « UGEL-UNEF », sur la rentrée de 1974, dans les papiers d'Alain Lottin.<sup>317</sup> Mais rien ne permet de quantifier sérieusement les activités de l'UNEF « unitaire » plus avant, nous n'avons pas réussi à retrouver des anciens adhérents de ce syndicat. Sur le plan international, l'UNEF-US lie des liens avec quelques organisations étrangères, convoque une conférence internationale, mais ne parvient pas à créer une nouvelle Union Internationale. Par contre, l'UNEF-US tire une certaine légitimité de la conservation du local national de la rue Soufflot<sup>318</sup> ainsi que de l'organe de presse, *L'Etudiant de France*, par opposition à *Etudiants de France*

---

312 Union Générale des Étudiants de Lille

313 2131 W-63, déclaration de mars 1972

314 L'association continue à vivre jusqu'en 1982 au moins, et son bureau s'étoffe progressivement, preuve qu'elle doit représenter une certaine assise. On peut trouver les compositions de ces bureaux aux A.D.N. On note Francine Fontaine, présidente en 1973, une des seules à avoir laissée une trace dans la mémoire de certains interviewés. Dans les années 1980, la filiation avec l'UNEF-ID est assez nette.

315 Encore une fois, il serait intéressant de lire ces soutiens divergents aux deux UNEF par le prisme de la guerre de tendances au sein de la « forteresse enseignante ».

316 *L'Etudiant de France* d'avril 1971, appel à un meeting intitulé « La lutte pour le socialisme est indivisible »

317 144J-36 aux A.D.N.

318 D'où un de ces surnoms « UNEF-Soufflot », par opposition à l'« UNEF-Pailleron »



de l'UNEF rénovée.

D'après les souvenirs de Gérard Lemaître, l'UNEF « unitaire » obtient notamment un élu avec la FERUF, créée pour faire concurrence à la FRUF la première fois qu'elle se présente, contre deux élus pour les « corpos » et vingt trois pour la FRUF-UNEF Renouveau. C'est le seul élément chiffré dont nous disposons pour quantifier l'influence de la tendance « unitaire ». L'année précédente encore, la FERUF et l'UNEF « unitaire » collaient des affiches contre les élections et ont même volé une urne à Gérard Malaquin. Selon les souvenirs de Gérard Lemaître, la FERUF est totalement absente au plan militant, ses listes sont souvent composées de militants fantômes, et ce sont des militants plus âgés de la FEN qui font campagne pour elle. Philippe Rousseau pointe aussi cette filiation entre certains courants de la FEN et l'UNEF « unitaire ». A Dijon, « l'UNEF-AJS » ne revendique 16 000 adhérents, contre 21 000 pour « l'UNEF-Renouveau ». Ces chiffres semblent faussés de part et d'autre, car l'UNEF de 1970 pesait bien moins que 37 000 adhérents, l'estimation étant de 18 000. Si la démarche de Renouveau a pu susciter une resyndicalisation, nous nous permettons de douter qu'elle fut aussi massive.

Au plan national, d'après Robi Morder,<sup>319</sup> lorsqu'elle décide de se présenter aux élections du CROUS en 1975, l'UNEF US obtient 31,8% et 73 élus, pas si loin de Renouveau et de ses 46,9%, soit 88 élus. Ce résultat doit nous poser des questions sur la capacité d'une organisation qui ne possède pas de base militante ou très peu à battre l'UNEF rénovée dans des AGE où celle-ci en dispose d'une importante. Il serait intéressant d'étudier de plus près les méthodes électoralistes des syndicats respectifs.

Benjamin Stora, dans ses « mémoires », *La Dernière génération d'Octobre*, rend assez bien compte de ce que pouvait être la vie militante et le soubassement idéologique de l'UNEF « unitaire » et de l'AJS. Il a l'incroyable prétention à présenter sa génération comme la dernière « à croire aux idéaux portés par la révolution russe d'octobre 1917 ». L'objectif global de l'AJS est de construire le parti révolutionnaire qui fait défaut à la classe ouvrière, du fait de la trahison du PCF. Mai 68 apparaît pour les membres de l'AJS une répétition générale de la révolution. Il y a une réelle tentative de leur part à se débarrasser des clichés gauchistes, refusant notamment le boycott des élections politiques : l'OCI est la seule organisation d'extrême gauche à avoir porté le NON au référendum de 1969. Pour « ressembler » à la classe ouvrière, Benjamin Stora se souvient d'un penchant austère pour l'habillement et d'un effort de « normalité » pour coller à la classe ouvrière : homophobie latente, machisme, sexisme<sup>320</sup>. « Les « stals » ont toujours été nos principaux adversaires, en vertu du principe que « l'appareil stalinien » était l'obstacle central à l'émancipation du prolétariat », explique par ailleurs Benjamin

---

319 Robi Morder, « Années 70 et 80 : décomposition et recompositions », in *100 ans de mouvements étudiants*, coll. Germe, Éditions Syllepse, 2007, 434 p.

320 Stora (B.), *La Dernière génération d'Octobre*, éd. Stock, Coll. "Un ordre d'idées", 2003, 274 pages. Page 77.

Stora. Au plan étudiant, l'AJS reste attachée aux revendications quotidiennes, refusant de se laisser emporter par la vague idéologique de contestation de l'« université capitaliste, bourgeoise ».

Dans son livre, René Maurice qualifie l'UNEF-Soufflot de « protégés de Madame »<sup>321</sup>. Il sous-entend que le syndicat « unitaire » est favorisé par le gouvernement. En 1973, le ministre Fontanet lui aurait demandé de se présenter aux élections pour nuire à l'UNEF. En 1975, le ministre Soissons aurait confié à René Maurice son espoir de voir « le groupe Soufflot » doubler Renouveau aux élections. L'ancien dirigeant accuse également l'UNEF « unitaire » d'être subventionnée par l'Etat depuis 1974 via l'AIRAPE, une association parallèle. Bref, pour le syndicat « rénové », l'autre UNEF est complice du gouvernement.

Évidemment, l'affrontement se poursuit aussi entre « rénovés » et « unitaires » par le biais d'insultes. Sylviane Dubois-Delacroix se souvient se faire régulièrement insulter de « révisionniste » par les maos et de « stalinienne » par les trotskistes de l'AJS. Mais cela ne tourne plus, après 1971, à l'affrontement physique, même si la tension est palpable.

#### 4) *L'émergence d'organisations syndicales nouvelles*

##### -Un syndicalisme de lutte hors de l'UNEF?

Aux élections de décembre 1972 de Lille 3, dont nous avons déjà énoncé les résultats, une profession de foi d'une « Liste d'action syndicale, sociale et universitaire » associe « Action technique et critique » d'Anglais et Histoire, qui s'était en 1970 présentée avec l'UNEF, et « AOFL-FAEL » de Techniques de réadaptation. Une identification plus fine de ce qu'est ce groupe est impossible actuellement. Les choses ne sont pas claires car on retrouve certains de leurs candidats sur des listes du MARC. L'existence de liste indépendante est une récurrence cependant, dans le monde étudiant. Aux élections de l'UER de philosophie, en 1974, on trouve, encore et toujours, une énigmatique liste de « Défense de la philosophie ». S'agit-il de vraies listes apolitiques, ou de listes de droite déguisées, ou bien même de syndicats minoritaires? Il est difficile de le savoir sans contacter un à un les candidats de l'époque. Selon Colette Behagle-Kouadio, c'est, dans ce cas précis, une liste hétérogène : elle se souvient de l'un des candidats comme étant engagé à gauche, mais d'une autre comme « assez à droite ».

Un syndicalisme nouveau, autogestionnaire et soutenu par la CFDT<sup>322</sup>, apparaît dans le champ étudiant, et est porté par le MARC<sup>323</sup>, créé les 25 et 26 octobre 1969. Celui-ci participe aux élections, a une existence réelle à Lille, mais demeure surtout un

---

321 L'expression est de René Maurice

322 Soutien et collaboration que le MARC revendique expressément.

323 Mouvement d'Action et de Recherche Critique

laboratoire d'idées. Il est présent dans le champ militant.<sup>324</sup> Il annonce lui même offrir « une analyse critique de l'université et de son contexte faite de manière positive, des méthodes syndicales pour l'action et la recherche nouvelles. » Il attribue la crise du syndicalisme à l'impasse des formes qu'il a jusque là connues. Considérant la FNEF comme corporatiste, il critique les UNEF en ces termes : « les autres se disputent pour savoir s'il faut rénover la façade, ou abandonner l'action syndicale aux « réformistes » pour s'engager sur le terrain politique de l'avant-garde révolutionnaire »<sup>325</sup>. Dans le même tract, le MARC dénonce le système capitaliste. Il définit alors sa stratégie en cinq points : dénonciation idéologique (enseignement, fonctions sociales, impérialisme), préparation de la phase révolutionnaire (contre-information), liaison avec les travailleurs, développement des liens avec des mouvements étrangers. Par ailleurs, un article de Nord-Eclair du 8 février 1972, détaille que, de trois militants en 1971, « la CFDT des étudiants » est passée à trois sections structurées, une à Lille 1 autour des sciences économiques, une à Lille 3, notamment en Histoire, Philosophie et Lettres Modernes, et une en Médecine. Selon l'article, le MARC réaffirme son attachement à l'intégration de l'étudiant, « jeune travailleur en formation initiale », dans le monde du travail, d'où son partenariat avec la centrale ouvrière. L'université, selon le MARC, doit apporter une « formation critique » qui permettra d'aller vers le Socialisme et l'auto-gestion. Elle souhaite « l'unité d'action » avec l'UNEF quand c'est possible, mais lui reproche le trop fort engagement des étudiants communistes en son sein. Selon l'article, le MARC reste ouverte à ceux qui agissent hors des syndicats, et revendique « bien plus de sympathisants que d'adhérents », car « il ne vend pas des cartes d'adhérents comme des petits pois ». En 1972, lors des élections au CRES<sup>326</sup>, ses deux candidats sont battus par ceux de l'UNEF-Renouveau, qui se présentaient sous l'étiquette « Action Syndicale »<sup>327</sup>. Ces premiers n'obtiennent que leurs propres voix, sur vingt exprimés (les élections du CRES se font par les « grands électeurs étudiants »). Immédiatement après la scission, le MARC a du avoir une heure de gloire à Lille 3, puisqu'on trouve trace, dans les papiers de Monsieur Lottin, d'une élection au Conseil de l'Enseignement Supérieur de l'Université, d'une élection où, sur vingt et un exprimés, le MARC en obtient huit, talonnant Renouveau, qui obtient dix voix. L'UNI en obtenant tout de même trois. Pour les élections de 1972, une profession de foi de « Critique socialiste », reçoit le soutien du MARC, du CERES<sup>328</sup> et « des étudiants socialistes de Lille ». Ils se livrent à une analyse « de classe » de l'Université. Les étudiants socialistes ont donc, dès 1972, quitté (à moins qu'ils n'en aient jamais fait partie) l'AGEL. C'est assez étonnant par rapport à la situation nationale. A Lille, ils

---

324 On retrouve quelques tracts dans la liasse déposée par Monsieur Lottin aux A.D.N. (144 J-12)

325 Le tract est antérieur à la scission

326 Conseil Régional de l'Enseignement Supérieur

327 Henocq et Gobert pour Renouveau, Le Moal et Sueur pour le MARC. Une coupure de presse a été conservée dans la liasse déposée aux A.D.N. (144 J-4)

328 Pourtant engagé à Renouveau dans d'autres AGE de France....

semblent faire dès lors partie du MARC, même en ce qui concerne le CERES, pourtant très longtemps fidèle au Renouveau au plan national. Devons nous en interpréter une hostilité plus forte qu'ailleurs entre UEC et étudiants socialistes? La situation doit être plus complexe que cela, car, dans les souvenirs de Gérard Lemaître, les étudiants socialistes sont divisés entre les deux UNEF et le MARC à Lille, ce qui devait donner lieu à des situations plutôt cocasses.

Dans le dernier chapitre de son livre, René Maurice fait appel à tous les adhérents des organisations précitées pour « l'unité du mouvement étudiant ». Le COSEF et le MAS sont, selon lui, des éléments de division. « L'UNEF est ouverte à tous », puisque s'y retrouve déjà plusieurs sensibilités, même s'il refuse le droit de tendances, accusée de nuire à l'action syndicale. Mais il se livre aussi à une critique en règle des autres syndicats, notamment le MAS, et l' « étroitesse de ses positions », qui en fait le « cheval de Troie des gauchistes ».

-Les évolutions des années 1970, vers la fusion de l'UNEF-US, du MARC et d'autres groupes étudiants

Au milieu des années 1970 le MARC devient le MAS<sup>329</sup>, investi notamment par la LCR et les ESU. Ainsi, ceux qui ont quitté dans les années 1960 et lors de la scission le syndicalisme étudiant pour construire leur propre organisation politique, le réintègre, consacrant l'échec de cette stratégie. Mai 68 s'éloignant, le rêve de la création d'une organisation politique étudiante révolutionnaire s'éteint. Le MAS apparaît ainsi, dans le fonds qu'il porte, comme une synthèse entre les deux positions, privilégiant une forme syndicale pour des revendications souvent très politisées, car, toujours soutenu par la CFDT, il se déclare « syndicat anticapitaliste et autogestionnaire », prônant le « contrôle étudiant ». Cependant, le MAS déclare notamment en 1976 que<sup>330</sup> « la démarche syndicale, à la différence de la démarche politique, est de partir du vécu quotidien des intéressés pour développer leur niveau de conscience et transformer leurs conditions de vie et de travail. » On constate ainsi le changement d'orientation de certains des groupes qui y participent depuis l'époque du « mouvement politique de masse ». La LCR devient majoritaire à partir de 1977 dans le MAS, ce qui provoque de nouveau des départs. Robi Morder<sup>331</sup> explique assez bien alors le processus d'unification des groupuscules d'extrême gauche et social-démocrates qui aboutit à la création de l'UNEF-ID. Dès la fin des années 1970, les étudiants socialistes du COSEF, ayant quitté l'UNEF-Renouveau, rejoignent l'UNEF-US, qui, par ce biais, prend de la place dans la gestion de la MNEF. L'UNEF-Renouveau n'accueille alors plus que les étudiants socialistes du CERES. En 1980, le MAS et l'UNEF-US s'unifient lors

---

329 Mouvement d'Action Syndicale

330 Didier Fischer, chapitre 9, « quel syndicalisme étudiant? », in *Histoire des Etudiants en France*, Flammarion, 2000, 611 pages. Page 461.

331 Robi Morder, « Années 70 et 80 : décomposition et recompositions », in *100 ans de mouvements étudiants*, coll. Germe, Éditions Syllepse, 2007, 434 p.

de ce qui est pompeusement appelé « la première réunification syndicale » pour fonder l'UNEF-Indépendante et Démocratique. La MNEF appuie le processus. Le nouveau syndicat compte 12 à 17 000 adhérents. Avec 360 délégués sur 630, la tendance majoritaire de l'UNEF US (59%) le reste dans le nouveau syndicat. La tendance majoritaire du MAS compte 92 délégués, soit 15% du nouveau syndicat, forme la TLEAS (Tendance lutttes étudiantes et action syndicale). D'autres tendances se forment: la TSA-TRS (26%) composée des rocardiens, qui fusionnent avec les mitterandistes dans le PLUS (Pour l'union syndicale) et la TSARS (Syndicalisme autogestionnaire reconstruction syndicale). Le BN de 20 membres compte onze majoritaires, cinq membre de la PLUS, deux de la TSARS, deux de la TLEAS. Favorable à l'auto organisation, l'UNEF-ID réussit la synthèse des différentes cultures syndicales (hors Renouveau). Son président est Cambadélis, qui n'adhère que quelques années plus tard au Parti Socialiste, entraînant avec lui la majorité du BN de l'UNEF-ID.

Entre 1971 et 1976, l'UNEF renouveau a dominé sans partage le champ syndical, se présentant comme l'héritière de la « grande UNEF ». Elle entre en crise à partir de 1976, parallèlement aux soubresauts de l'Union de la gauche. Minoritaires, les étudiants socialistes la quittent, préférant progressivement l'union avec les trotskistes. Petit à petit, la revanche de ceux qui souhaitaient, dix auparavant, liquider la forme syndicale, se profile, par un compromis entre la forme syndicale et les revendications politiques, qui semble toujours marquer le syndicalisme étudiant du début du troisième millénaire.

Mais dans les années 1970, à Lille, en dehors de l'UNEF-Renouveau, rien de vraiment puissant n'émerge.

### III) Une sous-syndicalisation fruit d'un activisme politique forcené ou d'une dépolitisation?

Tout au long des années 1970, l'Union des Etudiants Communistes reste puissante à Lille, même si son influence diminue. Colette Béhagle-Kouadio se souvient que son cercle, en philosophie, réunit à lui seul une trentaine d'adhérents, qui tiennent régulièrement des tables, font des collages... La droite est absente en Lettres, mais présente en Droit. La principale opposition à l'UEC est donc l'extrême gauche. Les deux parties ne s'écoutent pas et s'opposent méthodiquement, se livrant à des disputes lors des AG. Ainsi, l'ambiance n'est pas à un syndicalisme « au jour le jour », mais plutôt à des combats proprement politiques, notamment parce qu'un certain nombre de groupuscules ont quitté le champ syndical (maoïstes, JCR...). Il n'y a pas de resyndicalisation massive à l'UNEF, même si 1971 retarde sans doute la fin peut être provisoire d'un syndicalisme traditionnel à l'université.

L'UEC elle-même connaît quelques déboires, difficilement compréhensibles, autour de l'exclusion d'un partisan de la revue *Tel Quel*. Philippe Sollers est alors

encore membre du PCF et exerce une petite influence sur le monde étudiant. C'est Françoise Hénaut qui signale ces discussions internes du début des années 1970, après la scission, dont elle et Sylviane Dubois, pourtant adhérentes dès 1972, se souviennent comme des « récits d'anciens combattants », un combat déjà terminé et gagné depuis longtemps. Les partisans de la revue *Tel Quel* s'opposent donc à l'époque à l'orthodoxie du PCF et auraient préparé une scission à l'UEC de Lille<sup>332</sup>. Si l'événement est mineur, dans les souvenirs de Françoise Hénaut, il influe marginalement sur la vie de l'UNEF.

Mais plus encore que la « surpolitisation » des différents groupes, ce qui semble nuire à l'existence du syndicalisme dans sa forme « traditionnelle », c'est la naissance des « coordinations », héritières des modes de luttes de mai 68. Si elles répondent à une opinion étudiante désireuse de « ne pas se faire récupérer », elles sont bien souvent contrôlées par des groupes d'activistes et organisent le mouvement par une « désorganisation permanente ». Mais cette « non-organisation », ce « spontanéisme », est en grande partie revendiquée comme étant, en soi, un mode d'action. Le syndicalisme « traditionnel », avec ce qu'il a de lourd, de discipliné, de rigoureux, ne répond pas à cette aspiration, et ne peut enthousiasmer qu'un étudiant déjà conscient de la nécessité de l'organisation et de la structuration, ce qui exige une conscience collective finalement pas très répandue. Or, la chute des services ne permet plus de maintenir à un niveau élevé le nombre d'adhérents. Ainsi, paradoxalement, la montée des coordinations étudiantes peut apparaître comme une baisse de la conscience politique du milieu, puisqu'elle conduit la masse à moins s'organiser en permanence, et donc de perdre du recul quant aux débouchés réels de sa lutte sur le long terme. Par ailleurs, les coordinations permettent à l'extrême gauche qui a renoncé à la forme syndicale de se doter malgré tout d'une légitimité dans les luttes. Derrière la surpolitisation apparente (quoique toujours minoritaire) se cache une désorganisation rampante, un culte de la spontanéité, le mépris pour les syndicats et les organisations de masse. Dans un certain sens, on peut se demander si l'activisme forcené cache mal une dépolitisation progressive du monde étudiant.

Quant à l'UNEF, ce n'est qu'en 1973 qu'elle et l'UNCAL, son homologue lycéen quasiment absent dans le Nord, acceptent d'entrer dans les coordinations, mais ils ont toujours une répugnance naturelle à le faire. Dans les Assemblées Générales, les étudiants de l'UNEF ne sont pas bien perçus. On peut même dire que tout est fait pour les empêcher de s'exprimer. Ils sont vilipendés au nom de l'absence de récupération, du spontanéisme, de la volonté de tenir à l'écart les organisations. Ainsi, elle ne participe pas à certains mouvements du début des années 1970, qui seront uniquement menés par des militants d'extrême gauche, qui occupent la faculté de Lettres, notamment. Selon Dominique Rosselle, les étudiants communistes contribuent même à « rétablir l'ordre » lorsque les provocations sont trop outrancières. Par contre,

---

332 Françoise Hénaut retrouve un papier chez elle, après la réunion de cercle de l'UEC à l'époque, qui ferait pencher pour cette perspective.

L'UNEF-Renouveau a un rôle moteur dans la mobilisation contre la réforme du second cycle.

Et on comprend par ailleurs que les mots de René Maurice<sup>333</sup> concernant le « rapport de forces dans les urnes » et la mise en avant de formes d'actions telles que les pétitions, le refus de la « violence calculée » dans les manifestations, ne séduisent pas le peu d'étudiants qui veulent s'engager, désireux qu'ils sont de passer à « l'action directe ». René Maurice critique également les coordinations, préférant l'expression des étudiants au niveau de l'amphi, du TD, plutôt que des grandes AG minoritaires. « Négociateur, c'est lutter. », dit-il, et le fait que la majorité des étudiants ne veuille pas l'accepter est le signe d'un manque de maturité du mouvement étudiant, selon lui. Dans le dernier chapitre, *vox clamantis in deserto*, quoiqu'il en dise, René Maurice fait « le pari du syndicat », mettant en avant l'unité et la démocratie interne au syndicat. Le fait que le milieu étudiant soit hétérogène socialement n'est pas un problème, puisque son immense majorité partage les problèmes des classes populaires ou moyennes, et qu'il est en voie de paupérisation. Avec ses 50 000 adhérents revendiqués, ses 90 000 voix, ses 2 000 élus, alors que les autres organisations ont « une existence parfois incertaine. » L'UNEF reste plus représentative en adhérents et en voix, et mène une activité « permanente » quand « les autres redécouvrent le syndicalisme étudiant et ses possibilités ».

Par ailleurs, ce qui a marqué les étudiants de cette époque, ce n'est pas tant des manifestations syndicales que la lutte contre la guerre du Vietnam, pour la démocratie au Chili, pour Angela Davis. Des sujets nouveaux prennent de l'importance : mouvement féministe, liberté sexuelle, défense des immigrés. Ces thèmes ont un caractère plus politique que syndical. Les étudiants participent de façon marginale aux élections (un tiers de votants environ), se désintéressant de l'action syndicale qui elle-même s'est parfois détournée de leurs préoccupations. Les étudiants engagés préfèrent l'action politique, voire l'action directe. La masse des étudiants continue de ne pas s'y intéresser.

---

333 Maurice (R.), *L'UNEF ou le pari étudiant*, Éditions Sociales, coll. Notre Temps, 1977, 157 p.





Nous avons placé ce mémoire sous le signe d'une opposition entre deux conceptions de militantisme : celle du « syndicat de masse » et celle du « mouvement politique de masse ». Et on a pu constater que l'AGEL-UNEF est, tout au long des années 1960, un modèle de syndicalisme « gestionnaire », typique de ce qu'a pu être le syndicalisme étudiant, dans l'optique d'un rassemblement le plus large possible. Cela ne l'empêchait pas d'être combative et gérée par la « minorité », en l'occurrence des étudiants communistes et des chrétiens de gauche, alors que l'Union Nationale est dirigée dès janvier 1967 par les étudiants socialistes unifiés, et tend à employer des méthodes plus « politisées », renonçant au syndicalisme de services, par exemple. L'AGEL reste assez loin des grands débats théoriques du BN, sauf sur l'allocation d'études, revendication identitaire de l'UNEF depuis la Libération. Les divergences avec le Bureau National s'amplifient avec mai 1968. Dès lors, l'AGEL, « figure de proue de l'opposition au BN » s'oppose à lui sur la forme (défense du syndicalisme de masse contre « le mouvement politique »), sur le fonds (refus de considérer le monde étudiant comme un groupe social homogène qui aurait des objectifs politiques communs), ou les méthodes (refus de l'aventurisme, volonté de rassembler largement). Nous avons attribué en grande partie ces positions à une particularité sociologique de l'AGEL : la présence en plus grand nombre d'étudiants issus des classes populaires, voire déjà eux-mêmes salariés... Cela implique à une volonté de voir

son organisation agir au quotidien, et non pas dans une visée révolutionnaire sur le long terme. Les étudiants lillois, marqués par leur origine sociale, « savent le prix des études ». Ils savent qu'en mener a un prix et cherchent non pas à détruire « l'université bourgeoisie » mais à la démocratiser et à l'améliorer. Cela explique aussi la puissance du Parti Communiste Français et de son organisation étudiante dans le monde étudiant lillois, et réciproquement la faiblesse de l'extrême gauche, l'un impliquant l'autre.

La scission de l'UNEF prend une tournure violente à Lille, d'abord avec les partisans du « mouvement politique de masse », qui occupent, avec l'AJS, le local de la rue de Valmy, sur fonds d'imbraglio juridique et d'affrontements avec les « majos ». Mais la direction sortante sera finalement plébiscitée par la base adhérente. C'est avec la seule AJS que le conflit se poursuit, avec une deuxième occupation, plus violente, où, notamment, les archives sont brûlées. Pendant ce temps, l'AGEL reste un pivot de la tendance « Renouveau » tout en s'en démarquant, notamment sur la question de l'indépendance syndicale. Les militants lillois, dans les discours, restent opposés à la « courroie de transmission ». D'autres problèmes voient le jour, notamment autour de la Coopérative ou de la Mutuelle. Autant est il que le local de la rue de Valmy, contrairement au local national, est attribué au courant Renouveau. Comme le dit Jean-François Condette dans sa thèse : « L'AGEL, fidèle à ses idées gestionnaires, reste longtemps un bastion aux mains d'étudiants communistes mais réalistes. »

Après 1970, l'UNEF rénovée réussit en partie le pari qu'elle s'était donnée : elle demeure plus massive en adhérents que sa rivale « unitaire », qui ne perce pas avant la fin des années 1970. L'UNEF maintient à Lille ses vieilles méthodes syndicales « de masse », notamment les services. Elle demeure électoralement représentative. Mais cela ne doit pas masquer la chute du nombre d'adhérents, la faible participation aux élections, et la montée en puissance d'une autre forme de mobilisation étudiante : les « coordinations », qu'il faudrait étudier plus avant pour avoir un panorama complet du mode d'engagement des étudiants. Cependant, l'UNEF, même rénovée, décline progressivement par une certaine tendance des dirigeants syndicaux à négliger leurs études (et donc à perdre le contact avec les masses), et par une disparition progressive des services à l'étudiant.

Enfin, depuis 1971, l'existence d'un syndicalisme étudiant au quotidien reste un combat, tant, en milieu universitaire, les organisations « syndicales » préfèrent porter un projet politique. Ne sommes nous pas, à l'observation des dépouilles actuelles de la « grande UNEF »<sup>334</sup>, tributaires en grande partie de la scission de 1971 et des débats qui ont eu lieu dans les années 1960? Que reste t-il aujourd'hui de ce « riche accident de notre histoire contemporaine »<sup>335</sup> que fut l'UNEF?

---

334 C'est à dire, dans un certains sens, tous les syndicats et associations étudiants actuels, à part l'UNI, qui n'en a jamais fait partie.

335 Monchablon (A.), *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, PUF, 1983, 205 p. Page 202.

Notre travail n'a pas pu être exhaustif, puisqu'aucun travail n'a été réalisé sur le sujet, de près ou de loin. Ainsi, de nombreuses sources pourraient encore être exploitées, des anciens militants pourraient encore témoigner. Le dépouillement d'un journal tel que *Liberté* devrait être aussi très intéressant. Mais des documents déposés aux ADN ou à l'Université de Lille 3 par des professeurs devraient, eux-aussi, être loquaces. Il faudrait mettre en perspective l'histoire de l'AGEL sur le plus long terme, en mettant en relief le passage à la « mino » en 1956, et les activités pendant la guerre d'Algérie. Il faudrait mieux analyser le rôle de l'UEC de Lille, qui est restée thorézienne pendant la crise interne, et la place des socialistes dans les évolutions du syndicat, que nous avons du mal à cerner. Et puis, évidemment, essayer de voir comment, dans les années 1980, cette UNEF-Renouveau forte a fait place à une UNEF-SE faible (quoique plus puissante qu'ailleurs, notamment à l'Université de Lille 1), et comment se développe l'UNEF-ID. Au plan national, il serait très intéressant de comparer l'évolution de l'UNEF et l'évolution des courants internes à la FEN. Il faudrait également mettre en parallèle l'histoire des AGE respectives. De même, nous considérons que le rôle de la FRUF (voire l'UGE) a été sous-estimé : elle a vraiment marqué la mémoire de ceux qui l'ont connu, car a accompagné les étudiants jusque dans l'intimité dans leur chambre universitaire.

Le champ de l'histoire du mouvement étudiant, sans cesse mouvant, reste un réservoir qui, s'il ne peut être infini, peut inspirer encore quelques générations d'étudiants.

# ANNEXES

ANNEXE 1 : Le questionnaire utilisé pour les interviews, inspiré de celui d'Ozouf pour son enquête sur les instituteurs

## Questionnaire-type

### *Biographie*

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Parcours professionnel :

Date d'obtention du baccalauréat :

Cursus universitaire :

Regard porté aujourd'hui sur vos études :

Profession du père :

Profession de la mère :

Profession des grands-parents :

Avec le recul, comment qualifieriez-vous le milieu social dans lequel vous avez grandi?

Vous êtes vous mariés? Quand?

Avez-vous eu des enfants?

Engagement militant actuel :

### *Engagement militant dans les années 1965-1975*

De quel syndicat étiez-vous membre? A quelle époque? Etiez vous également membre d'une organisation politique? D'une association?

Pouvez vous présenter vos activités militantes dans la décennie 70 (ou antérieurement) à Lille? Pourquoi vous êtes-vous engagé?

A l'époque, quelles devaient être, selon vous, les caractères d'une société idéale? Quelle fut votre réaction face aux grands événements politiques? Apparteniez-vous à une confession religieuse? Si oui, quel degré de pratique?

Avez vous exercé des responsabilités dans l'UNEF (ou autre organisation) ? Ou des mandats électifs? Si oui, lesquels?

Apparteniez-vous à des associations? Lesquelles (sportives, culturelles, autres...)?

Etiez-vous membre d'un parti politique? Aviez-vous un mandat électif?

Votre engagement a-t-il été marqué par des incidents, avec l'administration, le corps enseignant, des étudiants, voire les forces de l'ordre? Si oui, lesquels, et à quoi étaient-ils dûs?

### *L'UNEF et l'AGEL*

Que saviez-vous au sujet de l'UNEF (ou autre orga) au niveau national ? C'est-à-dire, qu'est-ce qu'elle était en tant qu'institution, en tant qu'organisation structurée ? Que saviez-vous des divergences qui s'exprimaient au sein du syndicat au niveau national?

Comment perceviez-vous la façon dont l'UNEF était structurée statutairement, et comment l'était-elle?

Les choses étaient-elles identiques à Lille? Comment perceviez vous le contexte lillois? Quelles en furent les évolutions, selon vous?

Quel déploiement de votre orga ? Sur votre lieu d'études? A Lille ? Quelle

puissance électorale ? Militante ?

Quelles étaient les pratiques militantes caractéristiques de votre organisation syndicale ?

### *Le contexte idéologique*

Quelles étaient les grandes positions développées par votre organisation ? Qu'est-ce que la différenciait, idéologiquement, des autres ? Y avait-il une « spécificité locale » ? Et si oui, laquelle ou lesquelles ?

Quelles relations avec les autres syndicats étudiants votre syndicat entretenait-il ? Les syndicats enseignants ? ouvriers ? Avec les associations ? Notamment la MNEF ou la FRUF ? Avec les organisations politiques ?

En tant que syndicaliste étudiant, quelle était votre conception du lien avec le mouvement ouvrier ? Votre conception du syndicalisme ? Comment réagissiez-vous face aux événements politiques de la fin des années 60, de la première moitié des années 70 ? Quelle était votre position quant à la participation aux élections étudiantes ?

A l'époque, est-ce que des lectures, contemporaines ou antérieures, ont influencé votre engagement ? Y a-t-il eu des livres produits par votre propre organisation syndicale ? Lisez-vous particulièrement certaines revues ou journaux ?

### *La scission*

Si vous militiez avant 1971, perceviez-vous les germes d'une scission ?

Si vous militiez après, quel regard portiez-vous sur elle ?

Y avait-il d'autres organisations sur votre lieu de militantisme ? Si oui, lesquelles ?

### *Divers*

Comment conserviez-vous vos archives ? En auriez-vous en votre possession ?

Auriez-vous des coordonnées de gens que je pourrais interviewer ?

Quel regard rétrospectif sur votre engagement ?

Quelque chose à ajouter ?

**ANNEXE 2** : chronologie générale (inspirée notamment de celle réalisée par Robi MORDER, en ligne sur le site du GERME)

	Histoire de l'UNEF	Mouvement étudiant	Evénements politiques, syndicaux ou intellectuels
1907	Fondation de l'UNEF, à Lille. Elle n'est alors qu'une assez vague fédération d'associations étudiantes.		
Années 1920 et 1930	Création de services à l'étudiant par l'UNEF, ou à l'initiative de l'UNEF. Au niveau national : Comité National des Oeuvres Universitaires, Office du Tourisme Universitaire, Sanatorium des Etudiants de France 1929 : l'UNEF est reconnue d'utilité publique.	Juillet 1937 : Jean Zay crée le Comité National des Oeuvres	
1940-1945	L'UNEF reste officiellement neutre		



	pendant la durée de l'Occupation, même si de nombreux étudiants meurent pour la France, notamment à Lyon.		
1946	En Congrès, l'UNEF adopte la Charte de Grenoble, considérée comme l'acte de naissance de l'UNEF en tant que syndicat par la tradition militante. Elle est en tous cas un nouveau modèle syndical étudiant, l'AGE conjuguant désormais trois rôles : centralisation de la vie étudiant, gestion de structures et combat revendicatif	Fondation à Prague de l'Union Internationale des Etudiants sur la base de la Charte de Grenoble. L'UNEF est membre fondateur.	
1948		A la suite d'un lobbying de l'UNEF, création de la Sécurité Sociale étudiante et fondation de la Mutuelle Nationale des Etudiants de France (MNEF).	
1950	Formalisation du projet d'allocation d'études.		
1954			Début de la Guerre d'Algérie
1956	Les "minos" deviennent majoritaires dans l'UNEF, et lui font prendre progressivement position sur la guerre d'Algérie.		

1958			Proclamation de la Ve République
1960	Grande manifestation à l'initiative de l'UNEF pour la paix en Algérie, avec d'autres organisations syndicales.		
1962		Avec le soutien du pouvoir, les "majos" quittent l'UNEF et fondent la FNEF.	
1963	Création de la FRUF (Fédération des Résidents Universitaires de France), qui adhère rapidement à l'UNEF.		
1964	L'UNEF publie son <i>Manifeste pour une Réforme de l'Enseignement Supérieur</i>	Le gouvernement retire quatre sièges à l'UNEF au CNOUS pour les donner à la FNEF.	Lutte contre le Plan Fouchet.
1965	La "crise" s'intensifie : phase défensive des revendications, baisse des effectifs, cartellisation de l'organisation	Crises successives de la JEC et de l'UEC. En mars, le droit de tendances est condamné à l'UEC. L'UNEF quitte la Conférence Internationale des Etudiants (pro-occidentale) et devient membre titulaire de l'UIE (pays de l'est et anciennement colonisés). Premières contestations étudiantes dans les cités universitaires (Antony).	Publication de <i>Les Héritiers</i> de Bourdieu et Passeron, puis de <i>Pour Marx</i> et de <i>Lire le Capital</i> par Louis Althusser. Manifestations courtes pour l'allocation d'études, et opposition à la guerre du Vietnam.

1966	<p>En fin d'année, les situationnistes occupent les locaux du BN de l'UNEF pour imprimer au nom de l'AFGES (association des étudiants de Strasbourg) leur brochure <i>De la misère en milieu étudiant</i>.</p>	<p>En avril, fondation des Jeunesses Communistes Révolutionnaires, par Alain Krivine, exclu de l'UEC.</p>	<p>Décret de création des IUT.</p> <p>Du 11 au 13 mars, le Comité Central du PCF, réuni à Argenteuil, débat de la culture et du rôle des intellectuels.</p> <p>En juillet, déclaration du Parti Communiste Chinois marquant le début de la Révolution Culturelle.</p> <p>En novembre, création du Comité Vietnam.</p>
1967	<p>En janvier, le BN de l'UNEF passe majoritairement sous orientation PSU.</p>	<p>5000 manifestants à l'appel de l'UNEF sur des revendications "traditionnelles".</p> <p>Novembre : mouvements dans certains UER de sociologie sur les équivalences, soutenu par des enseignants.</p>	<p>En mars, <i>le Petit livre rouge</i> est traduit en français.</p> <p>En juin, Georges Séguy est secrétaire général de la CGT.</p> <p>En août sort le film de Godard <i>La Chinoise</i>, qui traite d'une jeune maoïste française.</p> <p>En octobre, un numéro de « La Pensée » est consacré au thème « Structuralisme et marxisme ».</p>
1968	<p>Le 6 mai, l'UNEF appelle à la grève générale contre la répression, même si elle n'est pas à l'initiative du mouvement de Nanterre.</p> <p>En décembre, au Congrès de Marseille, exclusion des dernières AGE majos.</p> <p>Réforme entamée des structures de l'UNEF (création des Comités de</p>	<p>2/05 : cours suspendus à Nanterre</p> <p>6/05 : grève générale étudiante soutenue par la CGT et la CFDT</p> <p>11/05 : Nuit des barricades</p> <p>Loi Faure de réforme de l'université (autonomie renforcée des universités,</p>	<p>13/05 : Grève générale CGT/CFDT/FO/FEN/UNEF</p> <p>24/05 : Allocution du Général de Gaulle</p> <p>27/05 : Meeting de Charléty UNEF/CFDT, soutenus par la FEN, FO, le PSU, en présence de Pierre-Mendès France, sollicité pour être « la</p>

	<p>base). Adoption d'une ligne "mouvement politique de masse".</p> <p>Boycott de la participation fauriste</p>	<p>participation des étudiants aux conseils universitaires, libertés syndicales et politiques à l'université.)</p> <p>En novembre, création du MARC (Mouvement d'Action et de Recherche Critiques)</p> <p>L'UNI est créé par des militants gaullistes pour soutenir le gouvernement.</p>	<p>relève » du pouvoir.</p> <p>29/05 : disparition du Général de Gaulle</p> <p>30/05 : grande contre manifestation gaulliste sur les Champs Elysées</p> <p>En juin, aux élections législatives, raz-de-marée de la droite.</p> <p>En août, les troupes soviétiques rompent l'unité du camp socialiste en envahissant la Tchécoslovaquie.</p> <p>Publication de <i>Lénine et la philosophie</i> de Louis Althusser, et de <i>Le Métier de Sociologue</i> par Bourdieu et Passeron.</p>
1969		<p>Grèves en lettres et langues contre les conséquences du "bac français" et pour la défense de la seconde langue</p>	<p>Victoire du NON au référendum. George Pompidou est élu président. Le PCF obtient 21% des suffrages.</p>
1970		<p>Grève en médecine contre la sélection</p>	<p>Première manifestation du premier mai autorisée depuis 1947.</p> <p>En août, première manifestation du Mouvement de Libération de la Femme.</p> <p>Novembre : Mort du Général de Gaulle</p>
1971	<p>Deux Congrès séparés sont organisés : celui du Renouveau à Paris, et celui de "l'unité</p>	<p>Des fédérations de "corpos" se maintiennent (Association Nationale</p>	<p>Le 22 avril, Edmond Maire est Secrétaire Général de la CFDT.</p> <p>En mai, le Bureau</p>

	<p>syndicale", à Dijon. Coexistence de deux UNEF.</p>	<p>des Etudiants en Médecine de France, Fédération Nationale des Grandes Ecoles... Création de l'AMRU et du CLERU, organisations "modérées", "réformatrices".</p>	<p>Politique du PCF prend officiellement position pour l'avortement. Juin 1971 : Création du nouveau Parti Socialiste au Congrès d'Epinay, sur les ruines de la SFIO, de la FGDS et de la CIR. 27 juin : le programme commun PCF/PS/MRG est signé. 25 septembre : création du Front National Roland Leroy publie <i>La Culture au présent</i>, condensé des positions du PCF sur la culture.</p>
1972			<p>Fin de la publication des <i>Lettres Françaises</i>. Arendt publie <i>Le Système totalitaire en français</i>. En décembre, Georges Marchais devient Secrétaire Général du PCF.</p>
1973		<p>Grève contre la loi Debré et la création du DEUG. Une coordination nationale mène la lutte, les syndicats acceptent d'en faire partie.</p>	<p>Juin : début de l'épopée des Lip. Septembre : coup d'Etat de Pinochet</p>
1974			<p>28 novembre : Loi Weil</p>
1975		<p>L'UNEF-US décide de participer aux élections du CROUS. Développement des mutuelles régionales (SMER) concurrentes</p>	

		de la MNEF.	
1976		Mouvement étudiant contre Saunier-Seïé.	
1980		Création à Nanterre de l'UNEF-Indépendante et Démocratique (ID), rassemblant l'UNEF-US, le MAS et des groupements étudiants socialisants	
1982	Adoption de la ligne dite de "Solidarité Etudiante"		
2001	Fusion de l'UNEF-ID et de l'UNEF		

### **ANNEXE 3 : Tour d'horizon des interviewés**

**COLETTE BEHAGLE-KOUADIO** : Membre de l'UNEF dès 1974, puis rapidement de l'UEC au milieu des années 1970, puis rapidement membre du PCF. Elue en UER de Philosophie. Etudiante de 1972 à 1977, d'abord en classes préparatoires au Lycée Faidherbe, puis en philosophie à Lille 3. Plus tard, adhérente du SNES. Actuellement professeur certifiée de Philosophie. Aujourd'hui militante d'ATTAC, de SUD Education et de la LCR.

**ALAIN COQUART** : Né en 1946. Etudiant à partir de 1963, jusqu'en 1972. Adhérent à l'UNEF et à l'UEC. Président de l'AESL, avant 1968. Issu de milieu ouvrier (métallurgie). Actuellement, toujours membre du PCF, vice-président de Rennes-Métropole, conseiller municipal à Rennes. Cadre de la SNCF retraité.

**PIERRE DEBLOCK** : Né en 1948, à Roubaix. A vécu sa jeunesse à Neuville sur Escout, puis Sin le Noble. Fils d'enseignants militants à la FEN (U et A), qui adhèrent au PCF au cours des années 1960. Mère anciennement maire PCF de Sin le Noble. Membre de l'UEC, il est président de l'AGEL-UNEF de 1969 à 1971, mais il est membre de l'AGEL dès 1966, en classe préparatoire à Douai. Elu dans plusieurs instances universitaires. Membre de la JC et de l'UEC à l'époque. Après des études à l'ENA, il est successivement attaché d'administration, administrateur civil, et désormais Trésorier Payeur Général à Saint Etienne. A milité à la FCPE pendant 20 ans, actuellement toujours membre du Parti Communiste Français auquel il a adhéré 1965.

**ROLAND DELACROIX** : Né en 1943, à Lille. Père instituteur. Mère ouvrière puis au

foyer. Issu de familles ouvrières, socialiste du côté paternel, chrétienne du côté maternel. Adhère à la JC à 17 ans, puis au PCF à 19 ans, cellule de Wazemmes, alors quartier très ouvrier, où il a vécu toute son enfance. Membre du secrétaire du Nord de la JC, puis du secrétariat de l'UEC de Lille entre 1962 et 1966. Étudiant de 1964 à 1966. Adhérent à l'AGEL-UNEF dans les années qui précèdent mai 1968. Enseignant, membre de la FEN, puis de la FSU jusqu'en 1974. Il s'engage ensuite dans la recherche en sociologie et entre au CNRS en 1980, année où il adhère au SNTRS-CF CGT. Secrétaire de la section universitaire lilloise du PCF.

PIERRE DELCAMBRE : Né en 1948, à Lille. Fils d'un cadre de l'industrie (PSU et CFDT), mais vivant dans un quartier ouvrier. Issu d'un milieu chrétien de gauche. Membre de la JEC dans sa jeunesse. Elu sur liste UNEF (sans en être membre) comme « président des étudiants » lors de la création de Lille 3. Actuellement, professeur à l'Université de Lille 3 et membre du SNESup.

BERNARD DELMAS : Né en novembre 1945. Issu d'un milieu de "petits intellectuels", de sensibilité chrétienne de gauche habitant en quartiers ouvriers. Adhère à l'AGEL dès 1963, tout en étant un temps membre de la JEC qu'il quitte assez rapidement. Président de l'AGEL-UNEF de 1964 à 1968. En 1966, Vice-Président à l'Information au Bureau National. N'est pas membre de l'UEC, adhère au PCF dans les années 1970. A été président du MRAP à Lille. Actuellement, professeur d'économie à l'Université de Lille 1. Syndiqué au SNESup. N'est plus membre du PCF.

SYLVIANE DUBOIS-DELACROIX : Née en novembre 1954, à Calais. Réside toute sa jeunesse en milieu ouvrier, fille d'instituteur et de secrétaire, qui ont été au PCF en 1978-1980, à Calais. Adhésion à l'UNEF en novembre 1972, dès l'entrée à l'université. 1973 : adhésion à l'UEC, puis au PCF. Elue au conseil d'UER en Lettres Modernes et au Conseil d'Université de Lille 3. Membre du bureau de l'AGEL. A été membre de la FSU lorsqu'elle était enseignante, puis de la CGT, depuis qu'elle est fonctionnaire territoriale au Conseil Régional. Toujours membre du PCF.

FRANCOISE HENAUT : Née en 1951 à Lille. Etudes de Lettres Classiques à partir de 1968, d'abord au Lycée Faidherbe en classes préparatoires, puis à Lille 3. Est rapidement membre de l'UNEF et de l'UEC. Adhère au PCF en 1970. Actuellement, professeur de Lettres Classiques. Toujours membre du SNES et du PCF, ainsi que de Femmes Solidaires. Adjoint PCF à Lille aux droits des femmes..

PIERRE HERLENT : Né en novembre 1944, à Lille. De parents employés (mère institutrice), protestants. Engagement militant dans des organisations protestantes dès le plus jeune âge. Passage aisé du protestantisme critique au marxisme. Après avoir été trésorier à l'AEL, secrétaire de sa section SNES en collège, SNEPEN, puis

SNESup. Deux années membres du PCF dans les années 1970. Professeur agrégé de Lettres, puis professeur en IUFM à la retraite.

GUY JOIGNAUX : Né en Janvier 1947 à Hautmont. Fils de commerçant. Issu d'un milieu familial catholique, est d'abord membre de la JEC. Se sent proche des « trotskistes » lorsqu'il est étudiant, sans leur donner son adhésion. Etudes d'économie. Membre de l'AGEL entre 1964 et 1969. Membre du Bureau de « corpo ». Vice-Président culturel de l'AGEL "Culture, pédérastie et arts orientaux". Attaché de préfecture puis actuellement ingénieur de recherche à l'INRETS. A été membre du PCF de 1974 à 1984. Actuellement, adhérent CGT et du collectif « Sauvons la recherche ».

JEAN-FRANCOIS LAROSIERE : Né en 1943 à Lille. De parents cadre de l'industrie et employé. Famille ouvrière du côté maternel. Adhésion à la JC dès 1962, au lycée. Etudes de Géographie, puis d'Histoire, après une classe préparatoire à Faidherbe. Etudiant jusqu'en 1971, mais salarié dès 1964. Septembre 1963, adhésion à l'UNEF et à l'UEC. Membre du Bureau de l'AGEL, élu à la MNEF. Professeur d'Histoire Géographie, puis documentaliste, actuellement retraité. Toujours militant du PCF, du SNES, d'IDM (association de défense des-sans papiers) et de l'AFPS.

MICHELLE LECLERC-OLIVE : Née en décembre 1945, à Bruxelles. De famille belge et anarchisante, "pauvre mais cultivée", élevée "dans le culte de la France", elle connaît une déconvenue quand elle arrive à Lille à 16 ans, après avoir passé deux années à Paris au lendemain du bac. Adhère à l'AGEL en arrivant à Lille, à 18 ans, puis au PCF en 1967, mais n'a jamais été membre de l'UEC (refus de se couper des masses ouvrières). D'abord, responsable à la "corpo" de sciences, elles s'occupe ensuite des affaires culturelles de l'AGEL. Étudiante de 1962 à 1970. A mené des études de mathématiques débouchant sur une carrière de professeur en classes préparatoires. Obtient l'agrégation en 1973. A repris des études d'espagnol d'abord (en 1979), puis en sociologie (1985) S'intéresse plus précisément à l'Afrique à partir de 1985, et anime actuellement une association de coopération décentralisée dont l'activité est centrée sur l'appui aux réformes de décentralisation et à la citoyenneté au Mali. Occupe depuis 1995 un poste de chercheur en sociologie au CNRS.

GERARD LEMAÎTRE : Né en décembre 1951, à Cambrai. Issu de milieu ouvrier. Membre de la FRUF de 1974 à 1977, puis de l'AGEL et de l'UEC en 1976 et de l'AGEL au milieu des années 1970. Etudes de Chimie de 1970 à 1977, à Valenciennes, puis Lille 1. Membre du Parti Communiste Français depuis 1976. Engagement associatif. Actuellement professeur de Physique Chimie.

JEAN-JACQUES POTAUX : Secrétaire de l'UEC de Lille de 1966 à 1968, membre du



CN, et un temps du Bureau Politique de cette organisation. Vice-Président Culturel de l'AEL. Membre de l'AGEL-UNEF au Lycée Faidherbe entre 1965 et 1967, puis à la faculté de 1967 à 1971. Toujours militant du SNES et du PCF. A été conseiller Municipal à Valenciennes. Actuellement, professeur agrégé de Lettres Classiques.

IVAN RENAR : Né en 1937, à Roubaix. Membre de l'UNEF dans les années 1950. A la fin des années 1960, permanent de la Fédération du Nord du PCF aux question de la jeunesse. Actuellement, Sénateur PCF du Nord.

JACQUES ROILLET : Né en Janvier 1940, à Laon. Etudiant à partir de 1957, en classes préparatoires à Faidherbe puis à l'université de Lille, jusqu'en 1965. Se syndique en arrivant à la faculté. Adhésion à l'UEC en 1958. En 1961, on lui demande d'entrer au bureau de l'AEL comme Secrétaire Général. 1962-1963 : président de l'AEL. Professeur d'anglais, actuellement retraité. Toujours membre du PCF, du SNES (section retraités) et Président d'Espace Marx Nord-Pas-de-Calais. Conseiller municipal à Ronchin.

DOMINIQUE ROSSELLE : Né en mai 1947, à Albert (Somme). Fils d'un cadre de l'industrie. Mais fréquente des militants ouvriers. Adhésion au PCF en 1967. Départ en 1968. En 1969-1970, président du club des historiens. Dans les années 1980, adhésion au RPR, puis rupture. Actuellement, professeur à l'Université de Lille 3.

PHILIPPE ROUSSEAU : Membre de l'UNEF à l'ENS, mais pas de l'UEC. Ancien président de l'Université de Lille 3, où il enseigne depuis 1969. Membre du PCF depuis 1969 et du SNESup.

Les interviewés ont des parcours différents. Certains sont issus d'un milieu déjà très politisé à gauche, voire de milieu communiste. Mais il est notable que certains viennent de « milieu chrétien de gauche », et un « de milieu protestant ». L'une vient, chose remarquable, d'un « milieu anarchisant ». En ce qui concerne la profession des parents, ils sont soit descendants d'ouvriers dans leur grande majorité, voire d'enseignants, ou, si ce n'est pas le cas, ils vivaient dans des quartiers qui ont permis au sujet de fréquenter des syndicalistes ouvriers. Même si l'échantillon n'a pas prétention à être représentatif, cela paraît représenter assez bien ce qu'est l'AGEL à l'époque de notre mémoire.

Quant à leur devenir, les interviewés sont souvent devenus professeurs, ou occupent en tous cas des professions à responsabilités. Sur le terrain de l'engagement, un seul n'est plus « de gauche », la majorité reste fidèle dans les urnes à ses idées de jeunesse, même s'il y a une réelle dispersion. Tous ont été, un jour ou

l'autre, membres du Parti Communiste Français, même ceux que nous consultions pour avoir « une voix différente ». Onze personnes sur dix-sept sont encore membres du PCF, presque tous sont syndiqués. Si nous avons eu écho de syndicalistes communistes de l'époque désormais engagés au Parti Socialiste, nous n'en avons pas dans notre échantillon. Une seule interviewée évolue vers l'extrême gauche. Quelle que soit la forme d'engagement, presque tous sont encore actifs en tant que militants (associatifs, politiques, syndicaux, intellectuels...). Par contre, quand ils étaient étudiants, tous n'ont pas été membres de l'UEC. Leur entrée dans le monde communiste a été souvent postérieure.

En ce qui concerne l'influence intellectuelle de l'époque, la quasi totalité des membres de l'AGEL interviewés lisaient la presse communiste (*L'Humanité* et *Liberté, Clarté, France Nouvelle*<sup>336</sup>), voire cégétiste (*La Nouvelle Vie Ouvrière*), ainsi que les revues théoriques du PCF (*La Nouvelle critique* est la lecture intellectuelle phare). Selon les disciplines étudiées, certaines lisent *La Pensée* ou d'autres revues spécialisées. Quelques uns diversifient leurs lectures (mais assez peu finalement), en consultant *Le Monde*. Les Editions sociales fournissent alors une abondante littérature politique, très suivie par les jeunes militants. Nous sommes alors en plein débat entre structuralisme et marxisme. Lucien Sève publie alors plusieurs de ses livres, comme Bourdieu, Althusser. Marcuse, par contre, est globalement ignoré, à de rares exceptions, par ces étudiants proches du PCF de l'époque.

Tous tirent un bilan enrichissant de leur engagement, mais certains considèrent qu'il a été désastreux pour leurs études. Beaucoup d'interviewés sont passés par les classes préparatoires, notamment celles du Lycée Faidherbe, qui apparaît presque comme une « pépinière » pour l'AGEL.

---

336 Ancêtre de Regards.

**ANNEXE 4** : Note sur les différents débats idéologiques qui ont lieu dans l'UNEF entre 1968-1971

## La scission de l'UNEF, au delà des enjeux d'appareils, des clivages idéologiques

Nous avons, dans notre mémoire, dépeint la scission de l'UNEF comme étant essentiellement une affaire d'appareils qui s'affrontent. Le PSU et les « maos » d'un côté, l'AJS d'un autre, et enfin l'UEC, se livrent une bataille sans merci pour la maîtrise de l'UNEF, de plus en plus désertée par les étudiants, mais dont le sigle symbolise encore beaucoup. Mais derrière les conflits purement bureaucratiques innombrables, il y a des oppositions d'idées véritables, qui touche, nous l'avons vu, la nature même du syndicat, mais aussi la stratégie par rapport aux élections universitaires, les revendications, etc... Les débats s'éloignent des préoccupations immédiates des étudiants.

Nous avons pensé qu'il était nécessaire de donner au lecteur une note lui permettant de resituer les termes principaux du débat, quitte à être trop rapide, pour que les événements que nous avons racontés ne soient pas désincarnés.

### -L'étudiant dans la société

L'interrogation est grande sur ce que sont les étudiants dans la société. Sont ils une classe sociale? En termes marxistes, non, car ils n'occupent pas une place identique face à l'appareil de production. De fait, ils ne peuvent pas être, en soi, une

« avant-garde révolutionnaire » qui guiderait le mouvement ouvrier. Si les choses n'ont jamais été dites aussi clairement, ce chemin a pu être pris par l'UNEF dans sa manière de traiter ses relations au mouvement ouvrier (cf. Sauvageot pendant mai 68).

Nous pouvons penser que la réponse à cette question influence la notion d'« allocation d'études » que portent l'UNEF et l'UEC. L'UNEF souhaite une allocation d'études pour tous. L'UEC, elle, veut mettre en place une allocation d'études sur critères sociaux et universitaires, traitant différemment les étudiants selon leur origine sociale. Mais sans doute trouvons nous là aussi une différence sociologique Paris/Lille : à Lille, il s'agit d'aider en priorité un nombre déjà important d'étudiants issus des catégories populaires. A Paris, les étudiants, plus massivement issus de milieux aisés, sont perçus comme un groupe social relativement homogène qu'il faut aider. Mais il s'agit d'un débat qui émerge fatalement face à la « démocratisation » de l'université. Jusqu'aux années 1950, les étudiants sont issus de la bourgeoisie, ou au mieux de la « petite bourgeoisie ». Le nombre d'étudiants issus des classes populaires augmente progressivement à partir de la fin de la guerre d'Algérie.

Par ailleurs, même issus de milieu modeste, les étudiants engagés perçoivent leur avenir comme futurs « auxiliaires » du système. D'où contradiction et réflexion pour faire se ressembler le statut étudiant et le statut salarial en revendiquant cette allocation d'études. Cette interrogation sur la nature même de l'étudiant ne peut que conduire à remettre en cause les formes de l'existence de l'organisation représentative de celui-ci, nous le verrons plus tard.

#### -Etudiant et salarié

Le type de lien avec le mouvement ouvrier que l'UNEF doit entretenir est aussi débattu. Les étudiants communistes, comme le PCF, pensent que les étudiants doivent être « aux côtés du mouvement ouvrier », et non « devant », reconnaissant implicitement à celui son rôle dirigeant dans le processus révolutionnaire, marxisme oblige. Ils entretiennent avec la CGT des relations privilégiées, celle-ci allant jusqu'à rompre, bien avant 1971, avec le BN pour ne plus avoir de relations qu'avec la direction nationale des Comités pour le Renouveau de l'UNEF. Dès mai 1968, en réalité, Jacques Sauvageot avait traité avec beaucoup de désinvolture les dirigeants de la CGT et de la CFDT<sup>337</sup>. La CGT a progressivement refusé de participer aux initiatives de l'UNEF, contestant « cette incroyable prétention des étudiants petits-bourgeois à diriger le mouvement ouvrier ». Et en effet, le BN de l'UNEF, si il ne prétend pas officiellement prendre la direction du mouvement ouvrier, a des exigences énormes quant aux grandes centrales ouvrières. La CGT finira par lui refuser le droit de parler au nom

---

337 \_\_\_Mouriaux (R.), Percheron (A.), Prost (A.) et Tartakowsky (D.), 1968 : *exploration du Mai français*, L'Harmattan, 1992

des étudiants. On voit donc que, si le lien avec le mouvement ouvrier est revendiqué par tous, on l'aborde de manière très différente. Là encore, peut être que l'on retrouve le décalage sociologique.

#### -Etudiant et enseignant

Le monde enseignant est-il ou non un potentiel allié? L'extrême gauche syndicale a eu tendance à assimiler le lien enseignant/étudiant à celui liant l'ouvrier à son patron. En termes marxistes, encore une fois, cela n'a pas de sens, l'enseignant n'extorque pas de plu-value à son étudiant. Cependant, cette manière d'interpréter les choses influence de beaucoup le « nouveau rapport pédagogique », la remise en cause de la « hiérarchie universitaire » que mai 1968 engendre. L'UNEF se fait l'écho de ces mots d'ordre. Althusser notamment, nous l'avons dit, refroidit les ardeurs en considérant que l'étudiant doit d'abord lutter avec ses enseignants pour une université plus démocratique, notamment. Or, l'influence du PCF est encore grande.

L'Étudiant de France<sup>338</sup> prend des positions particulièrement extrêmes : « Les enseignants réformistes constituent une frange plus dangereuse que les enseignants réactionnaires ». Quant aux enseignants d'extrême gauche, « le seul fait d'avoir ces fonctions les empêche d'être parfaits (...) ». *A contrario*, nous avons vu que les relations restaient courtoises à Lille, peut-être du fait de la victoire de la « tendance syndicale » du SNESup. Par ailleurs, alors que « l'UNEF est l'organisation des étudiants alliée de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste », l'auteur du même article de l'article n'attend rien d'autre qu'une « neutralité » de la part du personnel technique et administratif des universités.

#### -La nature de l'UNEF en débat

Dès 1968, plusieurs « courants » de l'UNEF ont déjà quitté l'organisation<sup>339</sup> à partir du milieu des années 1960, sous prétexte que la forme syndicale serait dépassée, qu'il fallait passer à autre chose, de plus politique. Plusieurs groupes préfèrent en effet travailler directement dans une organisation politique de jeunesse, comme les JCR, plutôt que de maintenir un syndicat, certes prestigieux, mais endetté et déserté progressivement par la base étudiante. A partir de 1967, la direction même du syndicat commence à remettre en cause la nature syndicale de l'UNEF. En effet, l'UNEF n'a pas été l'initiative, quoique partie prenante, de mai 68. On en tire la conclusion qu'elle « n'encadre » plus le mouvement étudiant, qu'elle ne fait qu'accompagner ses luttes, et servir de « résonateur national »... Qu'elle doit donc devenir, non plus, comme nous l'avons vu, « le syndicat de masse de tous les

---

338 Octobre 1969.

339 Monchablon (A.), *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, PUF, 1983, 205 p.

étudiants », un « mouvement politique de masse »<sup>340</sup>, en l'occurrence une organisation révolutionnaire qui, par définition, ne saurait réunir dans l'immédiat la masse des étudiants. D'où l'entrée dans le syndicat des « Comités d'Action » ou « Comités de Grève », qui appuient dans ce sens le BN dominé par le PSU. Dans L'Etudiant de France<sup>341</sup>, il s'agit d'« unifier le mouvement étudiant dans les luttes de masse ». Ceci dit, il faut tout de même apporter une nuance<sup>342</sup> : il s'agit bien d'un « mouvement politique de masse », et non d'une « avant-garde révolutionnaire ». Cette dernière étant considérée comme forcément plus restreinte (les JCR et les ESU se considèrent eux-mêmes comme cette avant-garde), le mouvement de masse doit rassembler plus largement. Mais force est de constater que, dans L'Etudiant de France, les sujets proprement « étudiants » font place à des sujets politiques, internationaux, ou à des réflexions théoriques sur « l'université de classe ». Le numéro de 1969 s'illustre par une photo en pleine page de Che Guevara (pour les « 10 ans de Cuba héroïque »), un article sur « la lutte contre l'idéologie bourgeoise », et un soutien annoncé à la guérilla coréenne (« bas les pattes devant la Corée populaire »).

Face à ce BN/ESU, deux tendances, qui ne parviennent pas à s'unir, les étudiants communistes et les Comités Renouveau d'une part, et la tendance « Unité Syndicale », animée par l'AJS, de l'autre. S'ils sont d'accord sur la forme que doit avoir l'UNEF, ils s'opposent sur des points néanmoins fondamentaux, comme la participation. Il faut noter aussi que cette divergence souffre de nombreuses exceptions. Roger Barralis<sup>343</sup> déclarant, *a posteriori*, qu'il considérerait que le BN aurait du, avant 68, dialoguer beaucoup plus avec les étudiants communistes, considérant l'évolution de l'UNEF comme « fumeuse ». Cela n'empêche pas la presse du BN d'assimiler l'UEC au pouvoir gaulliste... Ces deux tendances veulent donc le maintien de la forme syndicale, avec des revendications « immédiates » qui concernent les étudiants dans leur vie quotidienne. Comme les étudiants ne sont pas une classe, il faut les réunir sur ce qui les cimente, leurs conditions d'études, la démocratisation de l'université, mais pas des « buts politiques généraux ».

#### -La participation ou le boycott?

La Loi Faure permet la participation des étudiants aux élections des conseils des universités, faisant écho au « pouvoir étudiant » revendiqué en mai 1968. La tendance « Renouveau » s'engouffre dans ces élections, dont elle veut faire un « relai pour les luttes »<sup>344</sup>. Ne pas y participer, pour elle, c'est laisser le champ libre aux

---

340 Congrès de Marseille

341 Février 1969, en ligne sur le site du CME

342 Interview de Roger Barralis en ligne.

343 Voir l'interview mis en ligne sur le site du GERME

344 Voir notamment le texte de l'AGET publié dans L'Etudiant de France en décembre 1969

réformistes. L'extrême gauche syndicale, toutes tendances confondues, prône le boycott, considérant que la participation est « une cogestion du capitalisme ». C'est la position du Bureau National. La lecture de *L'Etudiant de France* après 1968 permet clairement de se rendre compte que la lutte (et pas seulement un simple boycott électoral) est une obsession du BN. Des violences inouïes sont à signaler à Nanterre. L'AJS partage ce point de vue. Ainsi, contre la consigne nationale, les Comités Renouveau s'engagent dans la bataille électorale, qu'ils remportent fatalement, étant la seule grande organisation à y participer. A partir de là, le BN aura un prétexte pour annoncer publiquement que les AGE tenues par Renouveau sont « scissionnistes », allant jusqu'à les qualifier de « néo-majos ». <sup>345</sup> Le participationnisme vaut à Renouveau d'être qualifié, en octobre 1969, dans *L'Etudiant de France*, d'« expression politique du réformisme étudiant ». On s'y livre à la dénonciation du « dialogue courtois du PCF dans les commissions » et des « petites négociations secrètes avec l'administration donnant donnant. »

#### -Solidarité internationale

La solidarité internationale est un des derniers ciments de l'UNEF. Toutes les tendances l'approuvent. Mais ne l'appliquent pas d'une seule et unique manière... *L'Etudiant de France*, en octobre 1969, délivre un hommage appuyé à Ho Chi Minh, avec un poster le représentant en page centrale. En février 1970, *L'Etudiant de France* ne délivre quasiment que des sujets internationalistes, il est vrai que le syndicat organise une semaine anti-impérialiste... Dans le même numéro, le rapport est fait d'une rencontre avec un syndicat étudiant albanais, alors que l'Albanie est alors maoïste. On comprend que l'AGEL, par exemple, ne se serait pas mouiller dans de telles extrémités. Cela ne l'empêche pas d'organiser des festivals culturels internationaux par exemple. La tendance Renouveau quant à elle veut accentuer la collaboration avec l'UIE

#### -D'autres débats, d'autres symboles...

Les débats qui ont cours au sommet de l'organisation sont même plus éloignés encore de la base étudiante : *L'Etudiant de France* <sup>346</sup>, organe de l'UNEF, titre un de ses articles : « Savoir lutter contre l'Université de classe »... L'analyse des structures universitaires est longuement débattue, mais elle semble moins intéresser les militants lillois, plus enclins à militer sur le prix des loyers que sur la « révolution pédagogique. »

Pour le quatre-pages annonçant Congrès d'Orléans, en mars 1970, c'est Lénine

---

345 Il faut sentir la gravité de l'insulte en prenant le compte que, parmi les «majos», il y avait des militants d'extrême-droite, favorables à l'Algérie Française

346 Numéro de décembre 1968.

lui même qui fait la une de la revue. Autant est-il que de telles prises de position ne sont pas susceptibles de rallier la masse des étudiants. Le numéro « spécial MNEF » de novembre, lui, sera l'occasion pour le BN de déclarer « sa solidarité révolutionnaire » envers les diffuseurs de *La Cause du peuple*, alors que Geismar passe au tribunal. Ce numéro spécial est donc à l'effigie de Mao...

*Nota* : Pour se rendre compte des griefs idéologiques que les communistes de l'époque avaient contre les « gauchistes », on consultera avec profit *Les Etudiants et le Gauchisme* de Claude Prévost.

**ANNEXE 5** : La charte de Grenoble, charte considérée comme "acte de naissance" du syndicalisme étudiant, peut être de manière mythifiée. Est également la Charte fondatrice de l'Union Internationale des Etudiants.

## Préambule

Les représentants des étudiants français, légalement réunis au Congrès national à Grenoble le 24 avril 1946, conscients de la valeur historique de l'époque ;

- Où l'Union française élabore la nouvelle déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen
- Où s'édifie le Statut pacifique des Nations
- Où le monde du travail et de la jeunesse dégage les bases d'une révolution économique et sociale au service de l'Homme
- Affirment leur volonté de participer à l'effort unanime de reconstruction,
- Fidèles aux buts traditionnels poursuivis par la jeunesse étudiante française lorsqu'elle était à la plus haute conscience de sa mission,
- Fidèles à l'exemple des meilleurs d'entre eux, morts dans la lutte du peuple français pour sa liberté
- Constatant le caractère périmé des institutions qui les régissent
- Déclarent vouloir se placer, comme ils l'ont fait si souvent au cours de notre



Histoire, à l'avant-garde de la jeunesse française, en définissant comme bases de leurs tâches et de leurs revendications les principes suivants :

Article 1

L'étudiant est un jeune travailleur intellectuel.

**Droits et devoirs de l'étudiant en tant que jeune :**

Article 2

En tant que jeune l'étudiant a droit à une prévoyance sociale particulière, dans les domaines physique, intellectuel et moral.

Article 3

En tant que jeune l'étudiant a le devoir de s'intégrer à l'ensemble de la jeunesse mondiale.

**Droits et devoirs de l'étudiant en tant que travailleur :**

Article 4

En tant que travailleur, l'étudiant a droit au travail et au repos dans les meilleures conditions et dans l'indépendance matérielle, tant personnelle que sociale, garanties par le libre exercice des droits syndicaux.

Article 5

En tant que travailleur, l'étudiant a le devoir d'acquérir la meilleure compétence technique.

**Droits et devoirs de l'étudiant en tant qu'intellectuel :**

Article 6

En tant qu'intellectuel, l'étudiant a le droit à la recherche de la vérité et à la liberté qui en est la condition première.

Article 7

En tant qu'intellectuel, l'étudiant a le devoir :

- De définir, propager et défendre la vérité, ce qui implique le devoir de faire partager et progresser la culture et de dégager le sens de l'Histoire.
- De défendre la liberté contre toute oppression, ce qui, pour l'intellectuel, constitue la mission la plus sacrée.

**ANNEXE 6** : Plateforme pour le Renouveau de l'UNEF, imprimé par l'AGEL dans sa "coopé" pour le Congrès de Marseille. Premier programme de la tendance « Renouveau » ayant existé.

**ANNEXE 7** : Programme du Renouveau, pour les élections de mars 1969.

**ANNEXE 8** : Liste des soixante quinze candidats pour les élections de décembre 1969.

**ANNEXE 9** : profession de foi pour les élections d'UER de philosophie de 1974, où l'on peut observer la stabilité des revendications de l'UNEF-Renouveau